SERGE GROUSSARD : CE 16 JUILLET... (pages 17-18)

BIBLIOTHÈQUE 0828

L'EXPRESS

12 JUILLET 1957. — N° 316 | 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

L'homme de la semaine :

Comment on devient Kroutchev

Nouvelle mission pour les "paras"

Roger VAILLAND :

La loi du romancier

VACANCES :

Points noirs et points roses

UN JEU D'ÉTÉ :

Les mots évadés

NIKITA KROUTCHEV
Un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure
(Ernest Picard)

★★★★★

La lettre de « L'EXPRESS »

Il y a très exactement quinze ans, la première arrestation massive de juifs avait lieu à Paris.

Après avoir demandé que l'on fusille Léon Blum, P.-A. Cousteau la saluait ainsi, dans un éditorial de « Je suis Partout » : « Cette étoile-ci, pavillon enfin hissé sur la viande d'Israël, c'est l'abomination de la désolation... Et que le bruit se répande d'un départ de juifs vers les grandes plaines de l'Est, alors l'affliction des cornichons anti-fascistes ne connait plus de bornes... »

D'où l'on voit que « les exhibitionnistes du cœur et de l'intelligence », et autres cornichons anti-fascistes, n'avaient pas attendu M. Robert Lacoste pour trouver un distingué censeur.

Qu'entre ces deux hommes il y ait aujourd'hui similitude d'expression — on ne veut pas encore croire de pensée — cela confondrait si l'on ne savait avec quelle rapidité le goût du pouvoir dégrade. M. Kroutchev, à 15 ans, rêvait bien dans sa grosse tête ronde de paysan illettré, de lutter pour que règne la justice, ainsi que nous l'apprend un biographe auquel nous empruntons cette semaine l'histoire peu connue du nouveau maître de l'U.R.S.S.

On sait ce qu'il advint d'un si noble projet.

Six mille enfants méthodiquement assassinés en moins d'une semaine, « à distance, cela n'a même pas l'air vrai », écrit Serge Groussard qui raconte ici ce que furent ces journées de juillet dont un enseignement au moins peut être tiré : pour anesthésier la faculté d'indignation et de révolte d'un peuple, il faut lui injecter lentement le poison de la colère, lentement. Il faut serrer lentement la corde qu'on lui passe au cou.

Ne s'est-il pas trouvé, en juillet 1942, une majorité de juifs français pour croire qu'ils seraient épargnés parce que les premières exterminations n'avaient été habilement dirigées que contre les sans-patrie ?

Il se trouve certainement aujourd'hui une majorité de Français pour croire que l'extension des pouvoirs spéciaux à la métropole, demandée par le gouvernement, n'est qu'une triste nécessité de la guerre dont les effets ne sauraient atteindre un honnête citoyen. La perquisition de jour et de nuit ? — alors que les Allemands eux-mêmes respectaient la trêve de la nuit lorsqu'ils chassaient leur proie — la détention préventive illimitée, l'assignation à résidence hors de la métropole ? Des armes dont il ne sera fait usage que pour frapper les terroristes algériens en France. Qui oserait en douter ?

Certes pas M. Georges Bidault qui recommande le vote de telles mesures. N'est-ce pas lui qui s'écria : « On est en démocratie, monsieur, dans un pays où, lorsque quelqu'un sonne à 6 heures du matin, on sait qu'il s'agit du laitier ».

Dans quelques mois on sonnera peut-être à la porte de M. Bidault, à minuit ou à l'aube. Et ce ne sera pas le laitier.

*

Sans doute n'est-il pas de bon goût d'assombrir un ciel de vacances, un ciel de 14 juillet, avec de tels souvenirs et de tels pronostics.

A ceux qui préfèrent ne point y penser, « L'Express » propose en particulier cette semaine un entretien littéraire avec l'un des personnages les plus singuliers du roman français : Roger Vailland, homme libre. Et un jeu de « citations croisées » qui joint le charme des mots croisés à celui des tests de connaissance.

Il sera plus facile de les résoudre que de déchiffrer l'avenir sur le visage bronzé des trois mille parachutistes qui défileront, dimanche, à Paris.

Françoise GIROUD.

Emile Roche à François Mauriac

Le président du Conseil Economique.

Cher Monsieur,

Dans l'avion qui m'emmène au Maroc pour obéir à une invitation à dîner du gouvernement marocain, ce gouvernement qui compte nombre de vos amis, je le sais, mais aussi des miens depuis le temps où j'accueillais dans ma maison de Casablanca quelques-uns de ses membres, pas encore ministres mais proscrits, je lis votre « Bloc-Notes » de cette semaine.

A l'heure de votre manifestation silencieuse dans les jardins du Palais-Royal, je n'étais pas « ce monsieur apparu soudain sur une des galeries du Palais-Royal, se dressant sur le ciel en son beau complet bleu ajusté, radical nanti ».

J'étais en Pologne où je conduisais une délégation économique pour le mieux, dit-on, des relations entre la France et ce pays socialiste et catholique.

Vous n'affirmez d'ailleurs pas m'avoir reconnu et vous interrogez :

« N'était-ce pas M. Emile Roche qui, je crois bien, règne en ce palais ? »

Doutant de m'avoir identifié, car vous m'avez vu souvent, à Vémars, dans votre maison et la mienne jusqu'en 1948, vous n'en poussez pas moins une pointe quelque peu malveillante : « radical nanti ».

Qu'est-ce à dire ? Le président du Conseil économique est élu à la tête de cette assemblée sans concurrent ! Nanti ? De quoi ? Du droit de représenter la France économique ici et à l'étranger ?

Les conditions de l'exercice de ce droit vous suprendraient fort, si vous aviez la curiosité d'interroger.

Ayant eu un propos qui ne m'a pas paru bienveillant, vous vous arrêtez : « C'est assez, il est temps de me souvenir qu'une certaine nuit où les Allemands en déroute envahissaient ma maison, M. Emile Roche, alors mon voisin de campagne, me donna sa chambre, me prêta même son lit. »

Il n'était pas besoin de rappeler à l'usage du public ce geste de pure solidarité, pas plus que je ne demande aux vingt et un hommes et femmes traqués par Vichy et les Allemands, qu'une autre maison m'appartenant a accueillis, nourris et sauvés de l'arrestation, de me marquer quelque gratitude que ce soit, privée ou publique.

Faisant cela, j'étais en règle avec moi-même et cela suffit bien.

Vous voilà donc exonéré de toute gratitude.

Ce que je ne comprends pas, c'est la pensée que vous m'imputez à propos de l'Algérie.

Qu'en savez-vous ?

Vous paraît-il vraisemblable que l'homme qui a accueilli ceux que l'ennemi pouvait appréhender, alors qu'il avait eu sévèrement maille à partir avec Vichy et avec l'armée d'occupation, soit le partisan d'une politique rétrograde ?

Au temps où vous fondiez France-Maghreb, n'étais-je pas votre précurseur sur le chemin des réformes à accomplir ?

On est allé plus loin et plus vite que je ne souhaitais, certes.

Etait-ce un bien ou un mal ?

J'ai reçu là-dessus de bien troublantes confidences.

Mais, c'est assez, à mon tour.

Je vous ai marqué ma surprise quelque peu indignée.

Vous avez votre manière à vous, agressive, vous en convenez parfois dans vos écrits, d'aborder les problèmes politiques et humains.

J'ai la mienne, bienveillante, et j'espère compréhensive qui, dans beaucoup de cas, me paraît conduire à de meilleurs résultats.

Les membres du gouvernement marocain, d'autres aussi en France, pourraient en témoigner.

Je ne m'autorise pas pour autant à vous calomnier ni vous condamner.

Voulez-vous pousser la franchise dont vous témoignez généralement jusqu'à publier cette lettre. Je le souhaite, vous le demande et vous assure de ma haute considération.

E. Roche.

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Un appel

La vocation de la France dans le Proche-Orient implique une présence de notre culture dont aucune perturbation politique ne peut modifier la nécessité. La grande renaissance intellectuelle dont les Etats arabes ont l'orgueil légitime a été elle-même éveillée au souffle de l'esprit français. Le Proche-Orient est le lieu d'élection d'un humanisme franco-islamique qui a été jusqu'aujourd'hui une fleur de la civilisation.

Une éclipse de la culture française, au Proche-Orient, comme celle qui est subie en ce moment, apparait donc comme un péril qui doit être conjuré au plus tôt. Nous demandons que tout soit mis en œuvre pour la reprise de nos relations culturelles avec le Proche-Orient. Il n'est pas de conjoncture nouvelle qui puisse interdire à la France l'accomplissement de sa mission.

Pasteur Vallery-Radot,
de l'Académie française
et de l'Académie de Médecine.

Alfred Sauvy,
Directeur de l'Institut National d'Etudes démographiques.

G. Wiet,
de l'Institut, professeur d'arabe au Collège de France.

R. Blachère,
Directeur de l'Institut des Etudes islamiques de Paris, Professeur à la Sorbonne.

Jean Guehenno,
H. Laugier,
Professeur à la Sorbonne.

L. Massignon,
Professeur honoraire d'islamologie au Collège de France.

Ch. Pellat,
Professeur d'arabe à la Sorbonne,

André Rousseaux.

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Reconsidérer la question

Très bien pour l'article de J.-M. Domenach paru dans le dernier numéro : des « sociétés civiques » (dressant des « cahiers de doléances » et faisant des suggestions) peuvent, je pense, constituer un noyau de renouveau démocratique. Cette idée avait d'ailleurs été lancée par J.-J. Servan-Schreiber il y a deux ans et, personnellement, je n'ai pas compris pourquoi P. M. F. s'y était alors opposé.

Ne pensez-vous pas que l'on pourrait reconsidérer la question ?

M. Monnet,
Montrouge.

Je ne vois pas la différence

(...) M. Vadim semble ne s'être jamais demandé s'il n'avait pas contribué à vider ce mot, ce « grand mot », la Famille, de sens, en vivant publiquement, par pellicule interposée, des charmes incontestables de son épouse.

Car, quel que soit l'âge de M. Vadim, il n'est plus un adolescent quand il assume les responsabilités qui sont les siennes. Un cinéaste est, qu'il le veuille ou non, et dans le sens qui lui plaira, un éducateur. C'est cette conscience nette des responsabilités qui manque trop souvent chez les adultes, en privé, comme en public. (...)

Ne rien dire, ne rien écrire, ne rien tourner qui puisse porter atteinte, je ne dis pas à « la Morale », mais à la dignité de l'homme... De ce point de vue, je ne vois pas la différence entre M. Vadim et ceux-là mêmes qu'il stigmatise.

Louis Legrand,
Professeur à l'Ecole Normale de Grenoble
(36 *ans... il faut préciser !*)

Les grands mots perdent leur sens...

Le drame de la jeunesse, le problème des « enfants de l'absurde », le dévergondage des J3 ne sont évidemment pas le fait de films ou de livres pornographiques et autres. En cela, Vadim a entièrement raison.

Les mères d'Angers ont trouvé un bouc émissaire idéal sur lequel rejeter la transformation de leurs enfants, sans comprendre que ces enfants recherchent ailleurs les héros qu'ils ne trouvent pas chez leurs aînés : les « mandarins » de la jeunesse ne sont plus ceux d'autrefois. Heureusement !

Mais Vadim exagère en deux choses : tout d'abord, les grands mots ne sonnent pas si creux qu'il veut bien le dire : la patrie garde tout son sens pour les meilleurs ! (Pour les Galland et autres Julienne de « Lieutenant en Algérie » par exemple !) Et les chrétiens que M. Vadim semble viser spécialement gardent ancrée en eux cette « vieille notion conservatrice » de famille, chrétiens qui, par ailleurs, sont bien souvent les plus avancés dans les questions politiques. (...)

Tout ce que Vadim a écrit pouvait venir de la plume d'un autre, mais pas de lui. Les intentions de ses films et l'exhibition commerciale de sa femme en tenue d'Eve défendent au metteur en scène de parler en homme.

Frank Trebla,
Bruxelles.

Trois remarques

1. On augmente les lettres de 15 à 20 fr., mais on a supprimé la levée de 12 h. 30 qui permettait à une lettre jetée à la boite avant cette heure-là de parvenir le soir même, dans Paris.

Or, simultanément, les pneumatiques passent de 45 à 100 fr.

2. Les bons d'essence. On a escroqué les honnêtes gens qui écoutèrent le gouvernement et économisèrent leurs bons pour les vacances. Ils se sont montrés bons citoyens, on les remercie de s'être privés de leur voiture en augmentant le prix de l'essence. Or, on peut réparer : en laissant les bons en circulation, pour acheter l'essence à l'ancien prix. Ce serait justice.

3. On peut épargner des vies humaines en supprimant le dimanche, repos général. Si on étale le jour de repos hebdomadaire sur toute la semaine, on évite ces « rushes » de fin de semaine, on épargne des vies humaines, de l'essence, des frais de police, de polices d'assurances.

Objections : le clergé, les commodités familiales, l'école, les jours fériés.

Répliques : ce système est déjà appliqué dans de nombreux secteurs : R.A.T.P., Air Liquide, Bic, Rhodiaceta à Lyon, etc.

Ralph Messac,
Paris.

Mots croisés n° 91

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2						■		
3								
4							■	
5					■			
6		■						
7								■
8			■					
9							■	
10				■				

Horizontalement. — 1. Plus haute en Hollande qu'en Suisse. — 2. Fait marcher des hommes, ou danser des femmes. Biche, pour le populaire. — 3. Pour la chasse ou pour la pêche. — 4. A certains points de vue, plus dangereuse que le taureau. — 5. N'accepte pas l'arrangement. S'élève, quand les gens s'échauffent. — 6. Adjectif, qui ne vient jamais seul. — 7. Ses coups font de belles manchettes. — 8. Normande, ou participe. Pris pour annoncer avec ménagement. — 9. Fée voltairienne. — 10. Se reflète parfois dans le puits. Poursuivit un père de famille qui avait manqué d'esprit de famille.

Verticalement. — I. Bossuet, Fénelon ou Rousseau. — II. Plus fréquents pour le bébé que pour l'adulte. Tête détachée. — III. Applique. Répété, marque un réel déclin. — IV. Peut être évité, grâce à un péché capital. — V. Monte après un équinoxe. S'applique à une péninsule, quand il est question, ensuite, d'un autre pays. — VI. Mise dans l'impossibilité de déménager, pour avoir déménagé. — VII. Pour améliorer l'aspect de la corniche. Ne pèche ni par pensée, ni par action. — 8. Ouverture d'une fosse. Plus gros à la cuisine.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	C	H	A	I	L	L	O	T
2	H	O	R	D	E	■	R	A
3	A	V	I	A	T	I	O	N
4	M	A	S	■	T	E	S	T
5	P	■	T	E	R	R	E	E
6	I	S	O	L	E	E	■	M
7	G	A	T	E	E	■	D	A
8	N	U	E	E	■	B	E	R
9	O	R	■	N	■	A	M	I
10	N	E	U	S	T	A	I	E

Solution du n° 90

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

PROPRIÉTÉS

RECHERCHONS pour achat
Propriétés agrément ou rapport
LAGRANGE 34, rue Pasquier - PARIS

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

D'Alger à Mulhouse

LE chef de l'Etat est, aux termes de notre Constitution, un homme auquel les citoyens doivent le respect. Et à l'égard de M. René Coty, ce respect n'est pas seulement légitime, il est naturel.

Par son discours de Mulhouse, le 10 juillet, le Président de la République vient de mettre son autorité au service de ceux qui conduisent depuis deux ans nôtre politique algérienne ; à Alger, son intervention a été interprétée comme la caution du chef de l'Etat à une seule des deux communautés qui composent l'Algérie. A l'autre, il ne resterait donc que le désespoir.

● Depuis le 8 juillet déjà, les Européens d'Alger vivent dans la fièvre et l'exaltation patriotique. Journaux, radio, affiches, manifestations, proclament l'éternité de l'Algérie française, la volonté de combattre et de vaincre et les gloires d'une armée dont on réclame qu'elle soit « au pouvoir ». Le 8 juillet, ce fut le jour du discours de M. Robert Lacoste devant 10.000 anciens combattants. Chaque fois que le ministre résidant, qui possède désormais parfaitement le style oratoire qui convient aux publics français d'Algérie, a injurié ceux qui ont dénoncé les tortures, chaque fois qu'il s'est moqué des Américains, chaque fois qu'il a proclamé sa volonté de rester en Algérie (« Je suis là, bien là, encore là et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour rester là »), l'ivresse cocardière atteignit l'hystérie. Quand on apprit, deux jours plus tard à Alger, que M. Coty avait assimilé l'Algérie à l'Alsace-Lorraine, ce fut du délire. La partie était gagnée, cette fois, à Paris.

● En fait, elle ne l'est pas encore tout à fait : M. Bourgès-Maunoury doit obtenir d'abord le vote des pouvoirs spéciaux qui sera, à coup sûr, moins brillant et moins aisé que celui des traités européens d'Euratom et de Marché commun adoptés mardi à plus de 100 voix de majorité. Cette « relance » européenne désormais acquise, facilite en effet la prise de conscience des socialistes, du M.R.P. et de quelques éléments modérés même, devant l'exorbitante loi d'exception que sollicite le gouvernement.

Passé ce cap, le Parlement en vacances, la plus haute autorité de l'Etat s'étant prononcée, la route sera libre pour n'importe quelle aventure.

(U.P.)

M. ROBERT LACOSTE A ALGER
Pour les ultras...

(A.G.I.P.)

M. RENÉ COTY A MULHOUSE
...la plus haute caution.

LA LOI

● ***Les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement inquiètent le Conseil d'Etat. Pourquoi ?***

Des pouvoirs très spéciaux

LE dernier débat sur l'Algérie avant les vacances parlementaires, et donc avant la session d'automne de l'O.N.U., s'est engagé jeudi à l'Assemblée avec l'examen du projet gouvernemental de « pouvoirs spéciaux » C'est par ce biais juridique qu'est abordé ainsi une dernière fois le problème algérien avant que, débarrassé des entraves parlementaires, le gouvernement ait, cet été, les mains libres.

Précisément, les pouvoirs spéciaux visent à donner une plus grande liberté d'action, non seulement à M. Robert Lacoste, mais aussi et peut-être surtout, aux cosignataires du projet, les ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense nationale et le président du Conseil lui-même.

La mécanique des pouvoirs spéciaux est très simple. Elle consiste à permettre, par simple arrêté ministériel, la mise en résidence forcée, sous le régime de la haute surveillance, de toute personne ayant encouru une condamnation au titre d'un certain nombre de dispositions de la loi. L'importance de cette condamnation n'est pas précisée : elle peut être une simple amende ou les quelques jours symboliques de prison avec sursis qui punissent, dans le code, des contraventions de petits délits. Même si le condamné fait appel, l'assignation à résidence n'est pas suspendue.

En revanche, les chefs de condamnations sont énumérés avec un apparent souci de précision. Le projet se réfère en fait à 61 articles du Code pénal et de diverses lois et à un texte entier, celui de la loi de 1936 sur le port des armes prohibées. Pratiquement, tous les Français peuvent sans le savoir, à tout moment, tomber sous le coup de l'une ou l'autre de ces dispositions.

Tout est crime

Ainsi, on ignore généralement que les articles 75 à 108 du Code pénal, punissant les crimes et délits contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, déclarent coupable tout Français ou tout étranger :

● « *Qui entretiendra avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences ayant pour objet ou ayant eu pour effet de nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France.* » (Art. 80.)

● « *Qui s'introduira sous un déguisement ou un faux nom ou en dissimulant sa qualité ou sa nationalité dans une forteresse, un ouvrage, poste ou arsenal, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée... dans un véhicule militaire armé, dans un établissement militaire ou maritime de toute nature ou dans un établissement ou chantier travaillant pour la défense nationale.* » (Art. 82.)

● « *Qui, dans une zone d'interdiction fixée par l'autorité militaire ou maritime, exécutera sans l'autorisation de celle-ci des dessins, photographies...* » (Art. 82.)

Dangereuses réunions

Ainsi, qu'il s'agisse d'une lettre personnelle à un ressortissant étranger, d'une promenade au long d'une route qui traverse ou longe un camp militaire, d'une photographie prise à proximité d'une caserne, tout incident fortuit tombe sous le coup de la loi.

On pourrait multiplier les exemples de cette nature. Sait-on que l'article 101 du Code pénal précise :

« *Sont compris dans le mot armes, toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants* » ? Que tout Français « *qui détruira ou détériorera volontairement... un matériel, une fourniture, une construction ou une installation susceptibles d'être employés pour la défense nationale...* » est passible des foudres de la justice devant laquelle — s'il a eu, par exemple, un accident avec un camion militaire — il devra démontrer qu'il ne l'a pas *volontairement* provoqué.

Il faut savoir encore que « *la provocation à commettre ou l'offre de commettre* » l'un de ces crimes suffisent au législateur ; que la non-dénonciation « *de projets ou d'actes de trahison ou d'espionnage* », la non-révélation de relations « *avec un individu exerçant une activité de nature à nuire à la défense nationale* » sont réprimées par les articles 103 et 104 du Code pénal. Il faut enfin se garder de toute réunion puisque « *toute réunion d'individus pour un crime ou un délit est réputée réunion armée lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles* ». On a vu plus haut la définition des « armes ». Quant au crime ou délit, il peut consister, par exemple, à proférer des paroles violentes ou des menaces « *contre l'autorité administrative, les officiers et les agents de police ou contre la force publique* » (art. 219).

Détention illimitée

Point n'est besoin, on le voit, d'être journaliste et de participer à quelqu'une de ces « entreprises de démoralisation » si volontiers poursuivies. La moindre infraction à des lois que nul n'est censé ignorer, mais que personne ne connaît, peut suffire à provoquer l'assignation à résidence.

Mais, objectera-t-on, il y a des juges en France. Il ne suffit pas d'être inculpé pour devenir justiciable des « pouvoirs spéciaux » : il faut encore être condamné.

Ici interviennent une nouvelle habileté des auteurs du projet et une nouvelle entorse aux plus solides traditions du droit français : jusqu'ici, en matière correctionnelle, la mise en liberté du prévenu était de droit cinq jours après sa première comparution quand il encourait moins de deux ans de prison (art. 113 du code d'instruction criminelle) ; désormais, même pour de tels délits, le maintien en prison pourra être *illimité*. De même, les perquisitions domiciliaires, jusqu'ici strictement autorisées entre le lever et le coucher du soleil, pourront désormais être effectuées à toute heure, *même la nuit*, pour rechercher les auteurs des infractions visées par la loi.

Tout est donc prévu. Une seule difficulté ne l'était pas : c'est le refus des juristes du Conseil d'Etat, qui n'ont pas accepté de donner leur avis favo-

(Suite en page 5.)

A VICHY
LA GRANDE VILLE THERMALE
La cure, la joie, le plaisir, guérissent le mal
Deux palaces THERMAL CARLTON
Deux restaurants gastronomiques ou de cure VILLA STRAUSS CHANTECLER
Deux endroits où l'on rit, l'on danse et l'on s'amuse
Le CLUB SUR LE TOIT
Le « SCOTCH 1/4 »

Maurice Duverger

LA FRANCE SEULE

La désagrégation de la République s'accélère. Chaque semaine, un fait nouveau surgit, qu'on aurait jugé incroyable la semaine précédente et qui paraît naturel huit jours plus tard. Pourquoi faire grief à M. Lejeune de son discours du 1er juillet ? Le dimanche suivant, M. Lacoste a dit pire. On comprend la haine contre les « exhibitionnistes du cœur et de l'intelligence » de qui ne peut exhiber de tels attributs. Mais accuser les intellectuels français d'être responsables du réveil du terrorisme algérien est une infamie pure et simple. Cependant, l'indignation s'use à force de servir. Il en reste à peine pour dénoncer les extensions des pouvoirs spéciaux à la métropole. On risque de se résigner à l'arbitraire, comme on vient de se résigner aux traités européens : par lassitude. Ainsi meurent les démocraties.

Le Parlement va partir en vacances. Quand il reviendra, les dés seront définitivement jetés en Algérie : l'O.N.U. aura commencé l'examen du problème, la position de la France dans le débat sera fixée, les conséquences qu'elle en tirera auront été préparées. Alors, les députés n'auront pratiquement plus le moyen de s'opposer à l'exécution d'une politique élaborée et décidée en dehors d'eux. Or les suites de cette politique peuvent être incalculables ; toute la diplomatie de notre pays et toute sa structure intérieure risquent d'en être bouleversées.

Si la politique de M. Lacoste continue en Algérie, à l'automne, nous serons condamnés par l'O.N.U. On peut espérer une condamnation discrète, voilée, partielle : c'est le maximum que nous puissions obtenir. Nous savons que les États-Unis ne pourront pas nous soutenir à l'O.N.U. comme ils l'ont fait en janvier. Nous savons que leur revirement en entraînera beaucoup d'autres. Nous savons que nous n'échapperons pas alors à l'internationalisation du conflit.

En face d'une condamnation par l'O.N.U., le gouvernement français n'aura plus le choix qu'entre deux attitudes. S'incliner, c'est-à-dire accepter l'intervention des Nations Unies et l'internationalisation du conflit. Résister, c'est-à-dire refuser de tenir compte des décisions prises, quitter au besoin l'O.N.U., s'opposer à l'application de sanctions éventuelles dont l'efficacité ne sera sans doute pas très grande.

Objectivement, la première solution pourrait comporter quelques avantages à côté de ses immenses inconvénients. Elle offrirait de grandes possibilités de manœuvre. Internationaliser le conflit, ce serait transférer à l'O.N.U. la responsabilité du maintien de l'ordre et de la lutte contre le terrorisme. Les Français d'Algérie pourraient exiger la protection que les principes internationaux reconnaissent à toute minorité. Leur situation sociale et économique est suffisamment forte, par ailleurs, pour qu'ils continuent à jouer un rôle de premier plan dans l'administration internationale d'un pays qui est aussi le leur. Dans une certaine mesure, on peut dire que l'intervention des Nations Unies écarterait le F.L.N. du pouvoir. En froide logique, cette carte mériterait peut-être d'être jouée, puisqu'il ne resterait plus qu'elle.

Mais elle n'est pas jouable dans le contexte de l'opinion publique française actuelle. Aggravée par la propagande du gouvernement précédent, et de l'actuel, la crise de nationalisme engendrée par les échecs militaires et coloniaux subis depuis vingt ans a pris une forme aiguë. S'incliner devant une condamnation de l'O.N.U., accepter l'internationalisation du conflit apparaîtrait une humiliation insupportable. Le gouvernement qui proposerait de telles mesures serait submergé par une marée d'impopularité. On ne voit guère de président du Conseil capable d'affronter ce flot. Au contraire,

> **Le Parlement va partir en vacances. Quand il reviendra, les dés seront jetés...**

un refus de s'incliner devant les décisions des Nations Unies, un départ théâtral en claquant les portes, assurerait l'appui enthousiaste des trois quarts du pays.

Les gouvernants qui feront ces gestes seront assurés d'une popularité bruyante et facile : celle même que recherchent les hommes actuellement en place. Qu'on réfléchisse bien à ceci : le ministère Bourgès se sait condamné à la rentrée des Chambres, dans des circonstances normales ; il sait qu'il n'occupe le pouvoir qu'à titre transitoire, et qu'on est décidé à le lui retirer avant la fin de l'année. Le seul moyen pour lui de déjouer ces prévisions parlementaires, c'est de frapper un grand coup, qui lui donne dans l'opinion un prestige tel que les députés ne puissent plus, de longtemps, le renverser. Ramener la paix en Algérie pourrait constituer un coup de ce genre. Mais l'exemple de Genève montre que le pays est plus sensible au prix de la paix qu'à la paix elle-même. Et finir la guerre algérienne est une opération très difficile. Il est beaucoup plus facile de jouer les matamores, de braver le verdict des autres nations, de se dresser seul contre elles comme Mussolini en 1935.

L'opération ne manquerait pas de justifications. Après tout, l'O.N.U. s'est déshonorée en décembre 1956, en appliquant deux poids et deux mesures, « selon que vous serez puissant ou misérable » : énergique envers la France, la Grande-Bretagne et Israël ; lâche en face de l'U.R.S.S. en Hongrie. Et combien de gens, irrités de la tutelle tatillonne de la nurse américaine depuis treize années, seraient heureux de jeter enfin leur gourme ! Emportés par des nécessités de politique intérieure et de diplomatie générale, les Etats-Unis se rendent-ils compte qu'en prenant position contre nous à l'O.N.U., comme ils vont probablement le faire, ils déclencheront une formidable explosion d'anti-américanisme en France ?

Cette politique passionnelle, qui réjouit chacun de nous dans un coin de lui-même, ne voit-on pas qu'elle est une politique de folie ? Il y a trois grands blocs de puissances dans le monde : le bloc américain, le bloc soviétique et le bloc neutraliste. Quitter l'un pour s'agréger dans un autre serait une aventure terriblement risquée : mais pas entièrement absurde. Mais se dresser seul contre les trois à la fois, s'obstiner à faire une politique condamnée par tout le monde (sauf Israël, et encore...), c'est de l'absurdité pure. Ces histoires-là sont assurées de finir mal, parce qu'on ne peut mépriser impunément les données de fait qui commandent la politique de toutes les nations.

Malheureusement, toutes les présomptions tendent à montrer que l'actuel gouvernement risque de s'engager finalement dans cette voie sans issue. Son chef hésite, certes, et manifeste des velléités de sagesse. Mais le poids des ultras est plus fort, et M. Bourgès-Maunoury est leur otage : en acceptant de garder M. Lacoste à Alger, il a eu son 6 Février avant même d'accéder au pouvoir. Les paroles du ministre résidant, comme celles de son collègue saharien, ne sont point des mots en l'air, expression d'un tempérament bouillant encore échauffé par des agapes dominicales. Elles s'insèrent dans un plan d'ensemble. Il s'agit de rejeter sur les libéraux la responsabilité de l'échec de la pacification, comme la propagande hitlérienne rendait « l'arrière » responsable de la défaite de 1918 : ainsi on justifiera la suppression des libertés politiques et des institutions démocratiques. La tension des énergies nationales, dans un pays dressé contre tous les autres, rendrait l'opération nécessaire d'un autre côté. Il ne sera pas possible de conserver un système parlementaire à l'intérieur, si l'on adopte les méthodes diplomatiques des dictatures.

On voit très bien les circonstances qui permettraient au pseudo-César d'Alger, avec ses prétoriens, sa police, ses camps de concentration, sa presse muselée, de franchir la distance qui sépare le Palais d'Eté de l'Hôtel Matignon : chaque semaine qui passe lui permet de faire un bout de chemin. Il suffirait d'un geste du Parlement souverain pour étouffer ces rêves dans l'œuf, et pour imposer le changement d'une politique algérienne dont 500 députés sur 600 savent qu'elle a échoué. Il suffirait d'un peu de courage et de loyauté. Et la masse de ce peuple, qui reste plus attachée à la liberté qu'on ne croit, serait finalement reconnaissante à ceux qui l'auraient arrachée à son vertige. Les démocraties ne meurent point faute de démocrates : mais parce que les démocrates se laissent paralyser par le mensonge et par la peur.

Maurice DUVERGER.

(Copyright « L'Express »)

« CÉSAR, SOUVIENS-TOI... »

Un officier supérieur qui vient de rentrer d'Algérie, nous a confié cet article. Nous lui conservons l'anonymat de rigueur pour les militaires.

Le 14 juillet est la grande rencontre annuelle de la France avec son armée. La tradition veut que l'armée tout entière soit présente à cette rencontre ; d'où les dosages minutieux, d'où l'équilibre habituel dans la représentation des armes, des corps, des services, du présent et de l'avenir.

Les 14 juillet sont les fêtes où la Nation qui se veut une et indivisible évoque les souvenirs de victoires indivisibles quels que soient les gloires et les mérites particuliers.

Rompant avec cette tradition, le Président du Conseil et le ministre de la Défense nationale entendent cette année, par le nombre même des parachutistes qui participeront au défilé, particulariser le 14 juillet et en faire le 14 juillet des troupes parachutistes.

Une telle décision ne peut avoir été prise sans raisons.

On peut valablement remarquer que les troupes parachutistes sont des troupes particulièrement bien équipées, bien armées, bien encadrées, qui font donc particulièrement honneur à l'Armée et à la Nation. Présenter « les meilleurs » au peuple, c'est honorer à la fois le peuple et les meilleurs.

C'est un argument qui n'est ni sans valeur ni sans danger. L'ensemble de l'armée qui souffre douloureusement de la désorganisation d'un appareil militaire qui ne peut lui donner ni les cadres, ni l'entraînement, ni le matériel, ni les services nécessaires à son fonctionnement normal, constate avec amertume qu'un corps privilégié ne manque de rien alors qu'elle manque de tout et peut aligner des compagnies à 5 officiers et 18 sous-officiers d'active quand des bataillons entiers n'ont parfois qu'un officier d'active dans leurs rangs.

A la qualité de l'encadrement ne se limite pas la différence.

Avec leurs tenues camouflées parfaitement bien adaptées, leurs Rangers, leurs équipements type U.S., les troupes parachutistes tranchent brutalement sur l'ensemble de l'armée qui arbore des vestes de combat mal adaptées, des godillots cloutés et des équipements en cuir type 1914 (décision qu'ont arrachée à la faiblesse des gouvernements les interventions de quelque quarante députés défendant des intérêts particuliers).

La solde à l'Air — de trente pour cent plus élevée que la solde normale — octroyée aux parachutistes sous la condition qu'ils effectuent dans le courant de l'année quelques sauts « d'entretien », consacre la situation privilégiée des troupes parachutistes au sein de l'Armée.

Celle-ci constate en même temps que rien, sur le plan technique, ne justifie ces privilèges : les parachutistes n'ont jamais été employés en Algérie en tant que parachutistes mais comme toutes les autres unités d'infanterie. Au cours de la dernière guerre mondiale, l'emploi des grandes unités parachutistes n'a pas été concluant, en dehors de l'opération Crète et rien n'autorise à dire que leur utilité sera évidente dans un conflit à l'échelle atomique.

Au surplus, la France n'a pas les moyens de transports aériens nécessaires pour l'emploi, en vraie grandeur, de divisions parachutistes. Rien n'explique le groupement en divisions d'unités parachutistes que des raisons d'ordre administratif.

La situation privilégiée du corps parachutiste ne s'explique pas. Elle se constate.

Que ces troupes soient à la mesure des sacrifices que la Nation fait pour elles, il n'y a aucun doute et il n'est pas douteux qu'elles eussent — sur le plan technique — mené d'une autre manière

> **Trois mille paras à Paris. Pourquoi ?**

l'aventure égyptienne (border sur toute sa longueur le canal de Suez et faire un raid sur Le Caire avant l'intervention attendue des Nations Unies) si le gouvernement leur en avait donné l'ordre.

Après Suez, le commandement français a pu estimer que ces troupes étaient supérieures aux troupes anglaises et, notamment, parce qu'elles étaient dirigées par des P.C. volants.

Ces raisons ne me semblent pas suffisantes pour qu'un 14 juillet leur fût consacré. L'ensemble de l'Armée ne s'identifie pas plus aux parachutistes que la Nation ne s'incarne en M. Boussac ou en M. Thorez.

Il y a sans doute d'autres raisons.

« Les parachutistes, a pu écrire Thierry Maulnier dans « Le Figaro », ont le goût de la victoire et c'est ce que certains intellectuels ne leur pardonnent pas. »

A cela il faut bien répondre que depuis 1945 leur goût de la victoire n'a guère été satisfait.

L'incapacité du gouvernement à diriger la guerre d'Indochine les a fait écraser en rase campagne à Dien-Bien-Phu par une armée d'hommes que nous jugions tout juste bons à faire des coolies, commandés par un général qui s'était bien gardé de passer par nos écoles de guerre.

L'incapacité du gouvernement en Algérie conduit à nouveau ces troupes — qui n'ont sans doute rien de comparable au monde — à échouer devant une rébellion qui est toujours estimée à 20.000 hommes, médiocrement armés, sans moyens de liaison, de commandement, de transport, sans avions, sans blindés, sans artillerie...

La poursuite des « traîtres », la chasse aux sorcières, le néo-maccarthysme d'Alger ne sont plus aujourd'hui des missions suffisantes pour donner le change à des troupes « qui ont le goût de la victoire » et sont depuis 1945 acculées à l'échec ou au désastre.

Le mécontentement profond de l'armée qui s'exprime à voix basse sous la signature de Milites ou de capitaine X..., lieutenant Y..., (1) est incontestablement dirigé contre les partis au pouvoir et les gouvernements responsables depuis douze ans de ces échecs et de ces désastres. Le gouvernement s'en inquiète au moment où il s'aperçoit que sa faiblesse met les institutions à la merci de chefs aventureux. Le gouvernement fait face à ce mécontentement en essayant de le canaliser à son profit. Le premier objectif de cette manœuvre est la pointe de lance de l'armée : les parachutistes.

L'opération en cours est politique. Elle tend à engager politiquement les parachutistes aux côtés du gouvernement qui se pose en défenseur de l'Armée contre les attaques dont il est lui-même responsable.

Les événements d'Alger en donnent le prétexte. Alors que les critiques qui ont été faites de l'action des parachutistes à Alger ne visent que le gouvernement — qui est responsable d'avoir déchiré le contrat de la pacification et se trouve ainsi dans une voie sans issue — ce dernier a eu l'habileté de détourner sur les exécutants ces critiques.

Il lui reste ensuite à jouer les défenseurs de cette Armée.

Conscients de leur valeur, de leurs qualités intactes de désintéressement et de foi, mais mal habitués aux ruses politiques et ne s'apercevant pas que les louanges cachent des intentions et des arrière-pensées, les parachutistes sont invités à être les soutiens d'un condamné.

Le gouvernement prétendra ensuite que les applaudissements qui leur seront justement prodigués sont un blanc-seing pour une politique qui mène à l'abandon, sous les outrances et l'hystérie qui accompagnent la faiblesse. Mais les gardes prétoriennes qui accompagnaient et protégeaient César dans les triomphes devaient aussi le protéger contre lui-même, en lui répétant inlassablement : « César, souviens-toi que tu dois mourir ce soir ».

X X X

(1) Tribune libre de « Messages des Forces armées ».

(Suite de la page 3.)

rable à de telles dispositions d'exception. On apprenait en effet jeudi, dans les couloirs de l'Assemblée, que le gouvernement n'avait tenu aucun compte des divers amendements apportés à son texte par la plus haute instance juridique de l'Etat. En particulier, le Conseil d'Etat n'avait pas admis que la détention préventive des prévenus puisse être désormais illimitée (art. 4). Surtout, il avait ajouté trois petits mots à l'article 2 du projet de « pouvoirs spéciaux », précisant que les résidences forcées assignées par le ministre devraient être situées « dans la métropole ». Ces objections n'ont pas été retenues.

LES AVENTURES DES PIEDS NICKELES (*suite*)

Le 14 Juillet

ÉCONOMIE

● ***Les prix vont franchir le seuil fatidique ; les salaires risquent de suivre ; l'expansion est menacée ; les devises manquent. M. Gaillard étudie l'équation...***

Les deux risques

DEPUIS son installation au ministère des Finances, il y a un mois, M. Félix Gaillard, qui est, si l'on en croit la presse, la seconde raquette du gouvernement, mais son meilleur défenseur devant le Parlement, a joué et gagné une première manche : celle des impôts nouveaux, qui avait entraîné l'élimination de son prédécesseur, M. Ramadier, et la chute du gouvernement Mollet.

Une deuxième bataille s'engage : la vraie discussion, celle dont dépend l'avenir, vient en effet de commencer. Au centre du débat, la question suivante : est-il possible d'empêcher une hausse générale des prix et, dans l'affirmative, par quels moyens ?

Le bilan Gaillard

Pour comprendre comment on en est arrivé là et dans quel contexte cette question se pose, il faut avoir présent à l'esprit le bilan des mesures prises ou obtenues du Parlement par l'actuel gouvernement depuis son installation.

Tout d'abord, 159 milliards d'impôts nouveaux ont été votés. Le catalogue qu'avait établi M. Ramadier a été légèrement modifié, les impôts indirects ayant vu augmenter leur part (70 % au lieu de 43 %).

Les 250 milliards d'économies budgétaires prévus par le gouvernement Mollet ont été d'autre part réalisés. L'appel à l'aide de la Banque de France a été sensiblement plus pressant qu'on ne le prévoyait normalement : 300 milliards de francs d'avance spéciale à l'Etat et prêt de 100 milliards d'or. Diverses dispositions annexes ont complété ces mesures d'urgence : rétablissement de la liberté de vente de l'essence, assouplissement du régime fiscal des sociétés et surtout mesures en faveur de l'épargne.

L'ensemble d'une part tendait à réduire la pression de la demande intérieure, d'autre part constituait des actes de sauvegarde. Actes de sauvegarde encore que la suspension de la libération des échanges et la modification considérable apportée au système de l'échelle mobile des salaires.

Désamorcer la bombe

Ce dernier aménagement visait d'abord à désamorcer la bombe que constitue l'indice des 213 articles, baromètre officiel du coût de la vie, pour le cas où elle ferait explosion, l'indice franchissant la cote d'alerte (149,1). Une telle explosion parait maintenant à peu près inévitable, le niveau atteint en juin (149) étant déjà alarmant et les hausses récentes (essence, tarifs des P.T.T., droits divers, etc.), devant être répercutées dans leurs prix de vente par de nombreuses entreprises. Pour parer au plus pressé, on a donc décroché les loyers et divers prix de cet indice de référence auquel ils avaient été rattachés ; il a été décidé d'autre part que le salaire minimum (SMIG) serait majoré chaque fois que le coût de la vie s'élèverait non plus de 5 %, mais de 2 % seulement.

L'effet de la hausse des prix étant ainsi limité et amorti, tout au moins selon les règles officielles, il reste à savoir quelle va être dans la réalité l'ampleur du mouvement qui va se produire sur les salaires.

Et les salaires ?

Ceux-ci ont augmenté au même rythme que ces dernières années depuis le début de 1957, c'est-à-dire sur la base de 8 à 10 % par an. Mais les prix sont montés plus vite que d'habitude ; surtout, les dépenses les plus quotidiennement renouvelables (fruits et légumes par exemple) se sont trouvées brusquement alourdies. Ajoutées aux effets mécaniques des relèvements de la fiscalité indirecte, ces hausses spectaculaires risquent de déclencher, cet été ou dès la rentrée d'automne, un mouvement de revendications des salariés. Tout le problème économique français, pour les années à venir, dépend de l'ampleur d'un tel mouvement, et des résultats qu'il obtiendra.

M. Félix Gaillard l'affronte dans une position bien difficile et bien incommode. Dès son arrivée rue de Rivoli, il s'est trouvé contraint de prendre à la fois deux risques terribles, dont l'un suffirait seul déjà à peupler de cauchemars les nuits d'un ministre des Finances. Il a dû accepter le risque d'un dégel de la politique salariale avec le remaniement du système d'échelle mobile ; il a dû d'autre part faire face, avec la suspension de la libération des échanges, au risque d'un blocage de l'essor de la production.

Pour M. Gaillard, le problème est maintenant de naviguer entre ces deux écueils.

VOYAGES - CROISIÈRES
par Paquebots Transatlantiques

BRESIL - URUGUAY ARGENTINE
Départ le 10 août 38 JOURS
à partir de Fr. 279.000

CANADA - ETATS-UNIS
Départ du Havre le 30 juillet 36 JOURS
à partir de Fr. 256.000

ETATS-UNIS - MEXIQUE
Départ du Havre le 31 juillet 29 JOURS
à partir de Fr. 434.000

Les Antilles - Haïti - Jamaïque Cuba - Mexique - Etats-Unis
Départ du Havre le 17 août 33 JOURS
à partir de Fr. 387.000

AMERIQUE DU SUD
Croisières aériennes en collaboration avec AIR FRANCE
18 jours et 22 jours
à partir de Fr. 500.110

Programmes détaillés sur demande
Transocean Travel Service
29, rue Godot-de-Mauroy, PARIS
Tél. OPE. 00-71 - RIC. 92-01

ALGÉRIE

● ***Le Bachagha Boutaleb avait accepté une mission officielle. Il est en prison pour dix ans.***

La mission du Bachagha

LE mercredi 3 juillet, le « Tribunal permanent des Forces Armées » d'Alger condamnait à dix ans de réclusion et à la dégradation civique un petit homme rougeaud comme un paysan normand : le Bachagha Boutaleb.

C'est une singulière histoire. Le Bachagha Boutaleb représente ce qu'on appelait il y a quelque dix années « les grandes familles arabes ». Il a 60 ans, deux femmes, cinq enfants, 27 ans de bons et loyaux services, huit décorations, dont six à titre militaire et la Légion d'honneur. Il est capitaine, son fils est lieutenant (sorti avec un bon rang de Saint-Maixent) ; parmi ses beaux-frères : des députés comme Bouthiba, des médecins comme Bentami. Descendant du fameux émir Abdel Kader, dont la Smalah résista héroïquement aux conquérants français de 1838, M. Boutaleb fut comblé d'honneurs par l'Administration française. Entré dans le caïdat en 1930, il gravit tous les échelons de cette dignité et fut nommé successivement Caïd, Agha et enfin Bachagha. En 1946, il était président de la Fédération des Caïds. En 1954, avec l'aide de l'Administration, il devenait délégué à l'Assemblée algérienne.

Bref, tout ce qu'un homme comme lui pouvait espérer de la France, il l'eut. Et tout ce que la France pouvait attendre, en retour, d'un allié comblé, mais digne, elle le reçut jusqu'à l'an dernier, du moins.

L'affaire commence il y a exactement un an, un dimanche de juillet 1956. Depuis quelques mois, les musulmans modérés sentent que la situation s'aggrave et que leur position va devenir intenable. « L'armée de libération » multiplie ses menaces, ses demandes de fonds, et en pleine Casbah, lieu de résidence du Bachagha Boutaleb, assassine les « traîtres », les « collaborateurs » et ceux qui tout simplement refusent de verser leur « contribution » à la « Révolution algérienne ».

L'espérance

Mais depuis quelques semaines aussi, les musulmans modérés et autres nourrissent une sérieuse espérance. M. Robert Lacoste vient de s'assurer le concours de M. Lucien Paye, ancien collaborateur du gouverneur général Chataigneau (qui demeure le haut fonctionnaire le plus aimé des Algériens). M. Lucien Paye a six mois pour élaborer un statut très libéral en Algérie. Du temps du gouverneur général Chataigneau, il était l'ami de Ferhat Abbas, d'Ahmed Boumendjel et de bien d'autres nationalistes aujourd'hui passés du côté du F.L.N. ou du M.N.A. Entouré du colonel de Vulpillières et assisté du colonel Schoen, directeur du Service des liaisons nord-africaines, la « mission Paye », comme on l'appelle à Alger, devient le dernier refuge de l'espérance au cabinet de M. Robert Lacoste.

Le statut s'élabore. M. Paye voudrait connaitre ce qu'en pensent ses anciens amis algériens. Comment avoir leur réaction ? Il en a le droit, légalement, puisque le président Guy Mollet a recommandé les « contacts à l'échelon local ».

D'ailleurs, M. Lucien Paye obtient de M. Robert Lacoste l'autorisation de procéder à des « sondages ». Mais →

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

L'ÉCOLE DU SILENCE

Il y a trois semaines, « L'Express » lançait dans les milieux parlementaires une rapide enquête. Une question très simple était posée par écrit à huit leaders politiques : « M. Bourguiba vient de proposer la création d'une communauté nouvelle qui lierait la France aux trois pays d'Afrique du Nord. Pensez-vous que cette idée offre un cadre pour une solution du problème algérien ? » **La réponse demandée pouvait avoir de cinq à cinquante lignes ; chacun était prié de donner son avis en toute liberté.**

Les huit destinataires de ce bref questionnaire sont tous des hommes de premier plan : parmi eux, deux anciens ministres et trois anciens présidents du Conseil.

Trois sont, en outre, président ou secrétaire général d'un parti. Tous sont députés. Enfin, ils avaient été choisis de façon à couvrir assez largement l'échiquier parlementaire des progressistes aux indépendants.

Deux réponses

Dans les jours suivants, deux réponses sont parvenues à la rédaction du journal. **Les six autres personnalités interrogées ont fait savoir courtoisement qu'elles estimaient « impossible pour le moment » ou « peu souhaitable en l'état actuel de l'opinion » ou encore « dangereux », « inefficace » de faire connaître publiquement leur sentiment sur le problème algérien.**

L'affaire serait sans portée et sans intérêt si presque tous n'avaient pris en même temps la peine de préciser qu'ils ont de l'amitié ou de l'estime pour « L'Express », qu'ils approuvent son attitude ou du moins se sentent très proches de ses conclusions sur l'Algérie et que leur refus n'était nullement inspiré par une hostilité quelconque envers le journal ou sa position politique. Certains d'entre eux même, et en particulier les plus éloignés en apparence des idées souvent défendues par « L'Express », ont tenu à expliquer longuement, en détail, les raisons profondes de leur silence, à exposer avec précision — mais à titre strictement confidentiel — leur véritable pensée. Aucun n'a esquissé, dans ses confidences, la moindre tentative de justification de la politique algérienne du gouvernement ; aucun même n'a hésité à condamner « une politique imbécile », « dangereuse », « sans issue », à dénoncer « les slogans stupides », « les illusions redoutables » qui ont cours à ce sujet ; aucun n'a dissimulé son angoisse.

Et cependant, presque tous se conduisent publiquement comme s'ils étaient entièrement favorables à l'action de M. Lacoste. Cinq d'entre eux ont d'ailleurs donné leur voix à M. Bourgès-Maunoury dans le dernier scrutin de confiance ; plusieurs l'ont appuyé de toute leur influence.

« Ah ! si je pouvais... »

Voilà donc où nous en sommes. « Il y a au moins cinq cents députés, **disait la semaine dernière M. Mendès France,** qui savent et qui disent dans les couloirs, dans des conversations particulières, que la politique de M. Lacoste a échoué et qu'elle finira par nous faire perdre toute l'Afrique du Nord. Mais parmi ces cinq cents députés, il y en a un nombre considérable qui continuent à tenir à la tribune les discours que vous lisez dans la presse... » **Il y a aussi ces dirigeants nouveaux muets du sérail, qui s'expriment à l'aide de signes intelligibles pour quelques rares initiés seulement, et qui n'hésiteraient pas un instant à démentir avec éclat l'impudent qui oserait rapporter les propos amers et désabusés qu'ils tiennent à huis clos. Dans la mesure où, en plus de leurs responsabilités parlementaires directes, ils exercent sur l'opinion une sorte de magistère moral, leur silence est infiniment plus lourd de conséquences que l'hypocrite conformisme du député de « la base ».**

Si on laisse de côté les démagogues et les habiles — catégories qui n'étaient pas représentées dans la liste de « L'Express » — les autres invoquent pour justifier leur silence divers motifs qui se ramènent en définitive à deux explications d'ensemble : patriotisme de parti et raison d'Etat.

Le patriotisme de parti n'apparaît pas seulement dans les formations associées au pouvoir et dont, à ce titre, les chefs s'estiment plus ou moins solidaires de leurs représentants au gouvernement ; il pèse tout autant ailleurs, chez les modérés par exemple ou même au M.R.P., qui pourtant n'ont pas accepté de partager les responsabilités et servent M. Bourgès-Maunoury comme la corde soutient le pendu. Mais peut-on faire à des amis politiques l'affront de les contredire publiquement ? Peut-on désavouer le groupe lui-même, qui a voté l'investiture ou la confiance ? Et surtout quand on est un dirigeant, un responsable dont chaque mot engage tout le parti ? Ce serait trahir, n'est-ce pas ? Mieux vaut se taire : c'est plus commode. « Ah ! si je pouvais parler... »

Trop tard

L'appel à la raison d'Etat invoque des mobiles plus élevés, mais passe parfois par de bien singuliers détours. Ecoutons l'un de nos prudents :

> « On ne peut pas aller contre le sentiment d'une fraction importante de l'opinion, choquer, se placer à contre-courant. Pour un homme politique, ce serait courir le risque de perdre son crédit, se suicider.
>
> Mieux vaut s'efforcer d'infléchir l'action des gouvernants, c'est plus efficace et plus réaliste. Mais pour peser réellement dans la balance, il faut économiser ses forces, ne pas se découvrir trop vite. La victoire est à ce prix. L'opinion finira toujours par suivre le mouvement. Pour le moment, il est trop tôt. Si je disais ce que je pense, je trahirais en quelque sorte le mandat que m'ont donné mes électeurs. Tandis que vous, les journalistes, vous pouvez et vous devez dire la vérité. Ah ! je vous envie... »

Cette fois, ce n'est plus la famille politique qui est en cause, c'est l'opinion et, à travers elle, la nation elle-même. Tout le monde « joue le jeu ». Inutile d'objecter que l'opinion se forme, que ses guides naturels sont les élus du peuple, et d'abord les plus responsables d'entre eux. Et qu'à force d'être « trop tôt », il finira par être trop tard.

Pierre VIANSSON-PONTE.

(Copyright « L'Express »).

→

malgré le crédit de son ancien patron, M. Paye ne retrouve pas les amitiés qu'il espérait. Il s'en plaint à ses collaborateurs et notamment au colonel Paul Schoen.

Le contact

Celui-ci, 57 ans, du Corps des Affaires indigènes, amoureux depuis toujours de la mission nord-africaine de la France, Alsacien patriote et protestant puritain, garde, au milieu des tempêtes, l'estime de tous. Or, le colonel Schoen déjeune, de temps à autre, chez le Bachagha Boutaleb qui lui confie, chaque fois, ses inquiétudes.

Un dimanche de juillet 56, M. Boutaleb déclare au colonel Schoen que tous ses amis sont bouleversés par l'ampleur du terrorisme et de la répression, que la catastrophe s'annonce pour tous et qu'il faut « parler ». « *C'est alors,* dit au procès M. Boutaleb, *que le colonel Schoen m'a demandé comment il serait possible de contacter les chefs de la rébellion (...), il m'a indiqué que si je réussissais dans ma mission, ce contact serait pris entre le dirigeant du F.L.N. et M. Lucien Paye, directeur des Affaires politiques, mais qu'il allait consulter ce dernier auparavant.* » Quelques jours plus tard, M. Paye, après avoir obtenu l'accord de M. Lacoste, donne lui-même le feu vert au Bachagha Boutaleb.

Le Bachagha commence à faire dire dans la Casbah qu'il est chargé de contacts avec le F.L.N. et, au bout d'une quinzaine de jours, un marchand de tissus lui fait savoir qu'il recevra la visite de deux hommes. Le soir-même, il doit laisser sa porte ouverte. La nuit, un rebelle arrive qui déclare attendre deux « parlementaires ». M. Boutaleb le loge sur la terrasse, mais le matin, ce sont de jeunes musulmans armés jusqu'aux dents qui arrivent pour vérifier qu'il ne s'agit pas d'un piège. Ils restent deux jours chez M. Boutaleb, partent, puis reviennent deux semaines après annoncer au Bachagha qu'ils sont chargés d'organiser une rencontre entre M. Paye et Abane Ramdane, l'un des principaux responsables de la rébellion algérienne. C'est le 3 octobre 1956. M. Boutaleb prévient alors M. Paye et les colonels Schoen et de Vulpillières de l'imminence de la rencontre. Les trois collaborateurs de M. Robert Lacoste manifestent leur satisfaction.

Le 22 octobre, l'avion transportant Ben Bella et ses compagnons est intercepté. Le 25 octobre, cependant, un « représentant qualifié » se présente au domicile du Bachagha. Celui-ci reconnaît non pas Abane Ramdane, mais Benmehidi, autre chef F.L.N., responsable de l'armée de libération pour la région d'Alger, qui, trois mois plus tard, arrêté, devait se pendre par crainte que des tortures ne le forcent à parler. Benmehidi déclare que l'affaire Ben Bella a provoqué une telle méfiance chez les F.L.N. qu'il convient de remettre le rendez-vous avec M. Paye à plus tard.

Benmehidi revoit alors plusieurs fois le Bachagha. Mais à partir de ce moment-là, devait assurer le colonel Schoen, M. Paye considère la « mission » comme terminée. Mais elle ne l'est pas pour Benmehidi qui continue à voir Boutaleb.

La « cachette »

En décembre, Benmehidi avertit le Bachagha qu'il va faire construire chez lui une cachette pour abriter, en cas d'alerte, les chefs F.L.N. venus à la rencontre de M. Paye. M. Boutaleb refuse, « puis, dira-t-il plus tard, j'ai cédé sous la menace ». Au début janvier 1957, la « cachette » est construite. M. Boutaleb, menacé dans sa famille, sa personne et ses biens, ne dit rien. En février 57, appelé en consultation par son ami, M. Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, qui s'est rallié au F.L.N. après avoir, comme lui et bien d'autres, réclamé l'intégration de l'Algérie dans la République française, le Bachagha arrive à Paris où il rend visite à de nombreuses personnalités, dont : MM. Pinay, Pineau, Duchet, Teitgen, Mgr Feltin et le général Catroux.

A chacune de ces personnalités, M. Boutaleb explique l'urgence de contacts si la France veut continuer

de « garder en main la situation algérienne ». « Tous, assure M. Boutaleb, étaient d'accord avec moi sur ce point de vue. » Le vendredi 15 février, le Bachagha rentre à Alger. Dès son arrivée, on le prévient que les parachutistes ont fouillé sa maison et découvert dans la « cachette » huit bombes. Le Bachagha va se réfugier chez sa seconde épouse. Il fait prévenir le colonel Schoen de la situation dans laquelle il se trouve. Le colonel a déjà été prévenu par le général Massu que si M. Boutaleb ne voulait pas risquer de se faire abattre soit par le F.L.N., soit par les parachutistes, il faut qu'il se rende immédiatement. Le lundi 18, le Bachagha se fait conduire chez le général Massu. Après avoir été interrogé en présence du colonel Schoen, il est arrêté.

Aussitôt, les services de police entrent en action. Le colonel Schoen a-t-il pris personnellement l'initiative des contacts ? Une enquête est faite sur lui. Le départ de M. Paye d'Alger est-il lié au désaveu de M. Lacoste dans cette affaire ? Le Bachagha a-t-il « renié » 27 ans de bons et loyaux services en jouant, à la fin, un double jeu ? Enfin et surtout, le Bachagha était-il oui ou non au courant du fait que la « cachette » contenait huit bombes ?

Coup double

Selon les estimations des adjoints du colonel Bigeard, les bombes auraient été remises dans la « cachette » avant le départ de M. Boutaleb pour Paris. Le maçon qui mura la « cachette » déclare avoir fini son travail avant le 6 janvier 1957. Mais le Tribunal militaire décide le 3 juillet de ne pas retenir ce chef majeur d'inculpation et accepte la thèse de la bonne foi de l'accusé. Cette clémence sur un point a d'ailleurs conduit le Tribunal à une sévérité singulière sur un autre : dix ans de réclusion, la dégradation civique pour avoir négligé de prévenir les autorités de la persistance, au-delà d'une durée convenue, des contacts avec le F.L.N., autorisés par les représentants du ministre résidant !...

Au procès, l'avocat du Bachagha, Mᵉ Poppie, demande le huis-clos pour permettre à M. Boutaleb de répéter ce qu'il avait dit au colonel Bigeard, sans qu'on puisse l'accuser de trahir des secrets d'Etat. Le huis-clos est refusé et en pleine audience, M. Robert Lacoste convoque Mᵉ Poppie.

Le ministre résidant a un vieux compte à régler avec l'avocat. C'est la secrétaire de Mᵉ Poppie qui tapa à la machine le rapport contre M. Lacoste, de la Fédération S.F.I.O. d'Alger, parce que M. Ceccaldi-Reynaud se méfiait de sa secrétaire, employée au gouvernement général. Mᵉ Poppie qui est M.R.P. en garda une copie qu'il fit parvenir à M. Pflimlin. Désormais, M. Lacoste tient sa vengeance. Même, il réussit un coup double.

Le premier, en apprenant aux socialistes, par les révélations publiques de Boutaleb, qu'il a tenté une négociation.

Le second, en calmant les Français d'Algérie, furieux d'apprendre cette tentative, par la condamnation de Boutaleb.

Quant au Bachagha, lui, il est en prison...

PARTIS

● ***Les communistes français ont pris « en souplesse » le dernier virage. Pas d'épuration en vue mais des promotions possibles.***

Le dernier virage

ANNONCE le mercredi 3 juillet au début de la soirée à Moscou, le grand remaniement du gouvernement soviétique était commenté moins de vingt-quatre heures plus tard, le jeudi 4 au début de l'après-midi, devant le comité central du parti communiste français réuni à Ivry, dans la banlieue parisienne, par M. Maurice Thorez dans les termes suivants : « *Pour nous, communistes français, il ne peut y avoir le moindre doute, la moindre hésitation.* »

En 1956, il avait fallu plusieurs mois au P.C.F. pour s'aligner, non sans réticences, sur les décisions prises par le parti soviétique au cours de son 20ᵉ Congrès. Au contraire, la semaine dernière, quelques heures ont suffi : c'est qu'il s'agissait d'une décision attendue à Paris et qui a paru suffisamment claire, voire définitive, pour nécessiter une complète et immédiate adhésion.

Les événements de Moscou risquent-ils d'entraîner des changements, une épuration parallèle à celle du Præsidium dans le bureau politique du P.C.F. ? Rien, jusqu'à présent, ne l'indique.

Le souci majeur de M. Maurice Thorez et de l'équipe qui l'entoure, depuis le début de la déstalinisation, semble avoir été que des réformes trop hardies ne viennent pas briser l'unité internationale communiste. Depuis dix-huit mois, l'action du P.C.F., polémiquant avec M. Gomulka, s'en prenant ouvertement à M. Nagy, multipliant les réserves sur les thèses de M. Mao Tsé-toung, a donc visé à prévenir, puis à dénoncer ces risques.

(A.D.P.) (U.F.P.)
MM. Waldeck Rochet et François Billoux
A la sortie du virage, la promesse du pouvoir.

Dans la mesure où les décisions de Moscou tendent à supprimer les hésitations, à mettre un terme aux controverses, donnant ainsi plus de continuité et de cohésion à la politique communiste en général, elles ne pouvaient donc qu'être approuvées à Paris.

Un modeste

Cependant, si aucune menace précise ne paraît suspendue actuellement sur la tête de tel ou tel dirigeant français, les exigences de la nouvelle ligne peuvent conduire à mettre en vedette plus que par le passé certains d'entre eux, soit qu'ils aient su précéder l'évolution qui vient de se produire, soit que leur apparition sur les devants de la scène soit justifiée par des impératifs tactiques.

Il est symptomatique qu'un homme comme M. Waldeck Rochet soit constamment mis en avant depuis quelques mois et cité à nouveau ces jours-ci comme successeur possible ou futur second de M. Maurice Thorez.

M. Waldeck Rochet, 52 ans, député de Saône-et-Loire, spécialiste n° 1 des problèmes agricoles au P.C., est un modeste. Depuis longtemps, il avait l'ambition de s'exprimer sur les problèmes idéologiques. Mais il hésite toujours à prendre position sur des questions difficiles sans avoir eu le temps de les approfondir. Au bureau politique, l'état-major suprême du P.C.F., où il avait accepté de s'occuper des questions agricoles, il était amené à prendre souvent des positions «droitières» (le blé est cher, défense de la viticulture, de la petite exploitation, etc.) mais se prononçait rarement sur les problèmes de fond.

Son silence finit par paraître lourd de mystère. Il prit bientôt conscience des avantages de cette attitude et, quand il crut devoir la rompre exceptionnellement, en mars 1956, pour s'élever contre le vote par les communistes des « pouvoirs spéciaux » demandés par le gouvernement Mollet, son intervention prit un relief inattendu. Homme de juste milieu, arbitre presque déjà M. Waldeck Rochet pourrait bien commencer d'ici peu une nouvelle carrière.

Autres promotions

D'autre part, la position stratégique qu'occupe à la tête de la C.G.T. M. Benoît Frachon pourrait expliquer une prochaine ascension. Le cynisme de M. Casanova, fidèle lieutenant de M. Maurice Thorez, peut plaire à Moscou — M. Kroutchev n'était-il pas lui-même le fidèle lieutenant de Staline ? — d'autant qu'il s'appuie sur une intelligence plus souple que celle de la majorité des leaders du P.C.F. Enfin M. Billoux, que ses altercations avec M. Raymond Guyot, l'un des « durs » de la direction, en présence des dirigeants communistes yougoslaves lors de la visite d'une délégation du P.C.F. à Belgrade, ont signalé à l'attention, pourrait être lui aussi utilisé dans la « ligne » nouvelle.

Le 15ᵉ anniversaire des rafles exécutées à Paris le 16 juillet 1942, sera commémoré le mardi 16 juillet 1957, à 20 heures 30, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-IVᵉ. (Métro : Saint-Paul ou Pont-Marie).

Prendront la parole :

M. Daniel Mayer, Député de Paris, ancien ministre ;

M. G. Wellers, Maître de Recherches au C.N.R.S.

La réunion sera suivie d'une visite au Musée du Mémorial.

(Communiqué.)

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

LA « Commission de sauvegarde des droits et libertés individuelles en Algérie » créée au début de mai par le précédent gouvernement et maintenue par M. Bourgès-Maunoury, a entendu récemment l'un des plus hauts fonctionnaires d'autorité de l'administration centrale.

Emue de ses révélations, la Commission lui a demandé de désigner au moins une personne qui pût confirmer son témoignage. Trois noms de fonctionnaires furent fournis : trois convocations envoyées à leur adresse.

Tous trois viennent de répondre que le ministre de l'Algérie, M. Lacoste, leur avait interdit de se présenter devant la Commission. Les juristes qui la composent envisagent de suspendre leur tâche. Mais M. Lacoste a pris les devants. Après avoir lu le pré-rapport de la commission, il a déclaré dans son discours de dimanche à Alger : « Je doute fort que des clartés viennent de la Commission de Sauvegarde dont la création même me paraît un soupçon insultant, composée de noms mais pas de volontés, d'orateurs mais pas d'hommes connaissant les nécessités de l'action ; de personnes infiniment honorables certes, mais peut-être par cela même trop soucieuses de leur renom personnel et professionnel pour exprimer une opinion avec la brutalité qui, seule, crèverait l'abcès. »

★

M. CECCALDI-REYNAUD, secrétaire de la Fédération socialiste d'Alger, devait prendre la parole au congrès de Toulouse. Mais, quelques instants avant l'heure fixée pour son intervention, il fit savoir qu'il renonçait à monter à la tribune.

Que s'était-il passé ?

Plusieurs leaders du parti étaient en possession, avant même l'ouverture du congrès, d'un document confirmant, sans équivoque, l'authenticité de la lettre adressée à Guy Mollet par la Fédération Socialiste d'Alger critiquant la politique de M. Lacoste. Cette lettre que « L'Express » a publiée et que M. Ceccaldi-Reynaud avait nié avoir écrite.

Les représentants de la tendance Lacoste firent donc discrètement comprendre à M. Ceccaldi-Reynaud qu'il convenait de se montrer extrêmement prudent.

La dérobade de M. Ceccaldi devant le congrès avait donc un sens précis et personne ne s'y trompa : il n'y a plus aujourd'hui aucun doute pour les socialistes ni sur l'authenticité du rapport Ceccaldi, ni sur les raisons qui conduisirent son auteur à en renier la paternité.

★

VOICI ce qu'écrit dans sa « Lettre à l'Union Française » du 27 juin 1957, M. Jacques Foccart, qui, dans l'entourage du général de Gaulle, se consacre aux affaires d'outre-mer :

« ...Nous n'avons pas été étonnés des déclarations de M. Bourguiba... Ce que nous retenons de l'interview accordée à « L'Express » par le président du Conseil tunisien c'est l'idée, formulée par lui avec force et sans ambages qu'un « choc psychologique » est nécessaire pour orienter le conflit nord-africain vers une issue... Ce qui nous frappe c'est le ton adopté par M. Bourguiba... Une évidence s'impose... L'autorité et le prestige du général de Gaulle, le feraient admettre comme arbitre par l'Afrique du Nord. »

B. G.

tout le nettoyage
pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
MAR. 47-60 et 61
"L'IMPECCABLE"

COMMENT ON DE

Comment devient-on Kroutchev ? Plon publie cette semaine une biographie détaillée de celui qui semble être aujourd'hui le maître de l'U.R.S.S. (« L'Ukrainien Kroutchev » par Victor Alexandrov).

L'auteur y donne en particulier une version personnelle des derniers moments de Staline, victime selon lui d'un singulier retour vers l'idéal de sa jeunesse — liberté et égalité sociale — qui devait le conduire à combattre l'Etat qu'il avait lui-même créé et à casser « l'épine dorsale bureaucratique ».

Les membres du Praesidium, qui en auraient été les premières victimes, décidèrent alors de se débarrasser de lui.

Il y eut une réunion au Kremlin, d'une extrême violence. Auparavant, les fils téléphoniques avaient été coupés, le commandant de Moscou et le commandant du Kremlin mis aux arrêts et remplacés par le général Serov, ami intime de Kroutchev.

Staline, en proie à une terrible colère, eut une attaque et perdit connaissance. Les conjurés sortirent de la salle et revinrent le lendemain matin pour constater la mort du dictateur, après avoir passé la nuit à distribuer le rôle de chacun dans le gouvernement qui allait lui succéder.

Si le visage de Kroutchev, ses boutades, ses incartades, et ses toasts, lui ont constitué, depuis, une physionomie familière au public, la première partie de l'ouvrage d'Alexandrov éclaire un autre aspect presque inconnu du personnage.

Comment un petit paysan ukrainien illettré aborde aux rives du pouvoir, comment il a su mener sa carrière auprès de ceux qu'il abat aujourd'hui, bref comment on devient Kroutchev, c'est la partie du livre que nous résumons ici. Elle donne, sur le chef actuel de l'U.R.S.S., des indications non négligeables.

A sept ans, Nikita Kroutchev était un petit paysan fort gai et dégourdi mais auquel on eût pu difficilement prédire un grand avenir. Il grandissait en force et en bonne humeur dans le hameau de Kalinovka, en Ukraine, au sud de Koursk ; quelques dizaines de toits de chaume alignés au bord d'une rivière.

Son père, Serge Kroutchev, est un fort tempérament, gros mangeur et grand buveur, descendant des Cosaques Zaporogues que les tsars ont exilés de leur république et qui ont transporté au Kouban et en Ukraine leur estomac d'autruche et leur palais d'acier. Il possède une forge dont il s'occupe lui-même, quelques hectares de terres que sa femme et ses enfants cultivent et un modeste pâturage dans lequel le jeune Nikita va garder les deux vaches, les deux chèvres et les quelques porcs de la famille. Nikita court les champs et se bat avec les autres galopins du village, il prend au piège des renards dont il vend la peau pour quelques kopecks. Avec l'argent ainsi gagné, il s'est acheté une flûte dont il joue bien. Et il est imbattable au *lapta*, sorte de base-ball russe.

Les études, en revanche, l'enthousiasment moins et le pope Amvrossi le voit rarement sur les bancs de son école paroissiale. Aussi n'apprendra-t-il à lire que fort tard.

Le dandy-prolétaire

A 15 ans, il est déjà le coq du village. Il danse très bien, surtout le fameux *gopak* ukrainien, aux sauts audacieux. C'est un redoutable escrimeur qui se révèle vivement aussi solide buveur que son père.

Lorsque celui-ci tombe malade et meurt, Nikita se retrouve seul pour faire fonctionner la forge. Il se met alors à travailler dur et ne conserve qu'une distraction : la pêche aux tanches qu'il pratique dans les marécages du prince Kozlovsky, à quelques kilomètres du village.

Un jour, il est surpris par le garde-champêtre du prince, roué de coups, ligoté et livré au brigadier de la police impériale, l'*ouriadnik*, pour être jugé. Celui-ci confisque à son profit le matériel de pêche de Nikita, y compris la barque, et le laisse partir après l'avoir sérieusement corrigé avec sa cravache plombée. Il n'oubliera jamais cette première prise de contact avec l'administration tsariste. Il a découvert, d'un coup, l' « injustice sociale ».

Maintenant, il ne se réfugie plus dans les bois pour prendre les renards au piège, mais pour lire une petite brochure. C'est un livre du révolutionnaire terroriste Stepniak-Kravchinsky, qui circule clandestinement en Russie. « Partons à la conquête de la terre les armes à la main. Faisons disparaître l'injustice sociale. Mort à la police du tsar », lit Nikita.

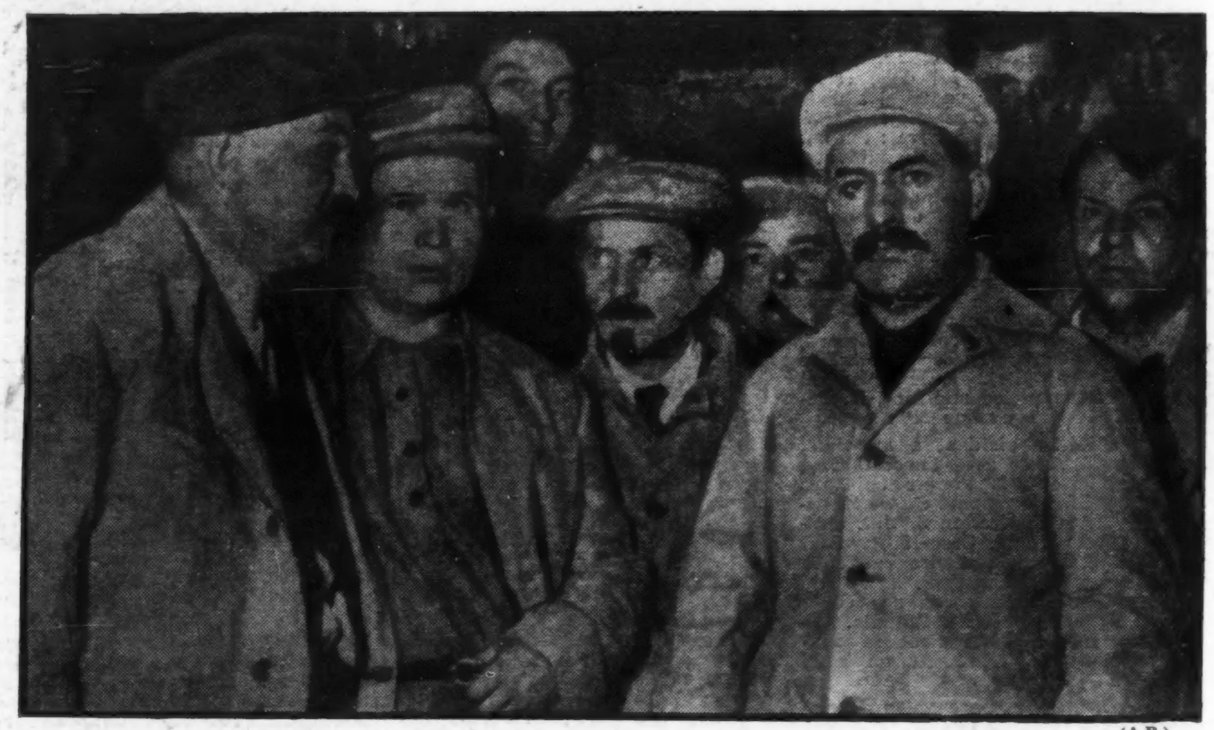
Alors, décidé à échapper à la condition paysanne, la plus humiliante de la Russie impériale, il part pour Kharkov. Il a 17 ans.

Il y trouve une place d'aide-tourneur dans une usine de machines agricoles avec le salaire dérisoire de 10 roubles par mois. Des cousins l'hébergent. Ce sont des ouvriers aux opinions révolutionnaires ; la maison est pleine de littérature clandestine, de brochures socialistes, de tracts, de livres. Nikita se plonge dans la lecture.

Lorsque les milieux révolutionnaires de Kharkov convoquent un grand meeting en 1911, « à la mémoire de Dimitri Bogrov, ce martyr du tsarisme » (qui venait d'assassiner le premier ministre Stolypine), Nikita s'y rend avec ses quatre cousins et décide de prendre la parole. Il n'a pas encore 18 ans.

Ce premier discours révolutionnaire n'est pas très brillant mais il a des conséquences immédiates pour Kroutchev. Dans l'assistance, se trouvent des agents de l'*Okhrana* (police secrète du tsar). Quelques jours plus tard, les gendarmes se présentent au bureau de l'usine avec le signalement de Kroutchev, mais celui-ci, prévenu à temps par son chef de section, peut s'enfuir.

Il trouve un emploi à Marioupol mais la crise économique qui sévit dans toute la Russie entraîne la fermeture de l'atelier où il travaille. Commence alors une période de vagabondage qui le conduira, au hasard des emplois, dans presque toutes les villes du Donetz.



(A.P.)

LE MILITANT AU TRAVAIL.
Un protégé de Kaganovitch.

Quand la guerre de 1914 éclate, il est à Lougansk, tourneur à l'usine de locomotives de la ville, poste qui lui vaut de ne pas être mobilisé. Sachant que la moindre incartade peut le faire déporter en Sibérie, il ne participe à aucune activité clandestine. Il n'a aucune vocation de martyr.

Un agronome, réfugié plus tard aux Etats-Unis et qui le rencontra à cette époque dans une brasserie de Lougansk, le décrit comme « habillé avec un certain chic, celui des ouvriers de Kharkov : casquette grise en laine, veste bleu foncé en diagonale de Lodz, pantalon bleu clair à pattes d'éléphant — le dernier cri de la mode des *ourkas* (les durs) d'Odessa, emprunté aux matelots et devenu l'uniforme des dandys prolétariens. On voyait qu'il ne manquait pas d'argent. Il insistait auprès de ses amis pour qu'ils commandent encore une bouteille ».

Mais les livres le fascinent autant que la « bonne vie » et les jeunes personnes. Lecteur assidu de la bibliothèque populaire, il fréquente également les cours du soir où l'on enseigne les mathématiques, les sciences naturelles, l'orthographe, l'histoire et la géographie.

Lorsque éclate la révolution, en 1917, il a 23 ans et n'est plus du tout l'illettré de Kalinovka. Grâce au président du soviet de la ville, Klementi Vorochilov, bagarreur révolutionnaire qui fait sur lui une très forte impression, il est élu — bien qu'étant « sans parti » — membre du soviet et se voit confier un commandement dans les gardes rouges.

Kroutchev combat les blancs dans tout le bassin du Donetz. Il est blessé à la bataille de Taganrog, passe trois mois dans un hôpital de Lougansk, puis reprend le commandement du 1er régiment du Donbass, qui s'illustre en retenant pendant plus d'une journée la cavalerie allemande devant Kharkov pour permettre l'évacuation des forces rouges. En avril 1918, il signe sa demande d'inscription au parti bolchevik. Il vient d'avoir 24 ans.

Après le traité de Brest-Litovsk — qui séparait l'Ukraine de la Russie — Nikita est nommé chef de la section d'agriculture de Koursk. C'est en venant présenter son rapport à Moscou qu'il rencontre pour la première fois Lénine qui lui laisse une impression inoubliable.

« *J'ai senti devant moi*, dira-t-il en 1939, *un camarade et un chef de parti. Illitch était simple, il était accessible.* »

Stalinien dès les premiers jours...

Lorsque l'armée blanche de Denikine lance son offensive contre l'Ukraine après la dénonciation du traité de Brest-Litovsk par Lénine, Kroutchev reprend les armes. Après la défaite des blancs, en décembre 1919, il sort de la forêt avec ses partisans pour entrer dans Kharkov avec les troupes régulières de l'armée rouge. C'est là qu'il se fait épingler sur la poitrine, des mains mêmes de Trotsky, alors chef de l'armée, le premier ordre institué par la révolution : celui du Drapeau Rouge.

On lui offre le grade de commandant de régiment dans l'armée rouge, mais il refuse, préférant quitter l'armée pour parfaire son instruction. A 26 ans, il s'inscrit au *Rabfak* (université pour ouvriers) de Kharkov, et se met à étudier l'agriculture. Deux ans plus tard, il épouse une étudiante de la Faculté agricole qui lui donnera une fille et deux fils, dont l'un sera tué pendant la seconde guerre mondiale.

Peut-être Kroutchev serait-il devenu un agronome de valeur si le développement d'un nouveau conflit politique — celui de Trotsky et de Staline — ne l'avait détourné de ses études. Dès le début, il prend résolument parti pour Staline, non sans courage — puisque presque tous les étudiants de Kharkov sont trotskystes.

En 1924, le nouveau secrétaire du parti communiste ukrainien, Lazare Kaganovitch — représentant personnel de Staline chargé de combattre le trotskysme — arrive à Kharkov. Venu assister un jour à une réunion d'étudiants du Rabfak, il est accueilli par un auditoire déchaîné et par des torrents d'éloquence trotskyste. Un seul étudiant ose s'opposer à ce courant par un discours véhément en faveur de la « ligne générale du camarade Staline » ; malgré les sifflets, les injures et les projectiles de toutes sortes qui lui sont lancés, il tient bon, termine son discours et gagne une dizaine de voix à la motion qu'il présente.

— *Qui est-ce ?* demande Kaganovitch.

— *Nikita Kroutchev, étudiant au Rabfak.*

Dès le lendemain, il est convoqué chez Kaganovitch et engagé comme propagandiste du comité central du parti. Cette rencontre marque le début de sa carrière politique. Il a plu à Kaganovitch et celui-ci restera son « protecteur » pendant près de vingt ans.

Mais son ascension se heurte bientôt à un obstacle majeur : il est incapable de parler correctement l'ukrainien qui devient peu à peu la langue officielle des administrations de Kharkov (d'origine cosaque, la famille de Kroutchev parlait le russe et non l'ukrainien). A la fin de 1929, à 35 ans, en réponse à une demande directement adressée à Kaganovitch, Nikita

IENT KROUTCHEV

obtient d'être envoyé à Moscou « pour y terminer ses études à l'Académie industrielle Joseph Staline ».

Lorsqu'il arrive dans la capitale avec sa famille, la lutte contre les trotskystes est terminée, mais une autre commence, plus dangereuse pour Staline : celle contre les « droitiers », Rykov, Boukharine, Tomsky, Piatakov, Sokolnikov.

Lazare Kaganovitch, troisième secrétaire du comité central du parti, est alors à la tête du comité du parti de la région de Moscou, où Staline l'a placé pour « tenir la capitale en main ». Mais il a besoin d'aide et pense tout de suite à Kroutchev, dont il a déjà pu apprécier l'énergie et l' « orthodoxie » à Kharkov.

Il décide de le laisser un certain temps à la tête de la cellule de l'Académie industrielle, puis de le faire nommer secrétaire de l'arrondissement le plus « pourri » de Moscou, celui de la Krassnaia-Priessnia.

Il fait rire Staline

Entre temps, il s'applique à faire connaître son « poulain ». Il le convoque fréquemment aux réunions des secrétaires d'arrondissements. On le remarque, on parle de lui, on s'aperçoit qu'il est rusé, intelligent, bon orateur et totalement dévoué à Staline.

Un ancien officier de la garde personnelle de Molotov raconte qu'il le vit souvent à la *datcha* (maison de campagne) de Molotov, alors président du Conseil, entre 1931 et 1935 :

> « *Il venait avec Kaganovitch et tous deux restaient pendant des heures. Parfois, ils faisaient une partie de « préférence »* (bridge russe) *avec Molotov. Or celui-ci, très renfermé, ne jouait qu'avec des amis sûrs.* »

Pour un nouveau venu dans la capitale, pâle secrétaire de cellule, c'était un succès éclatant. La nomination de Kroutchev au secrétariat du comité du parti de l'arrondissement Krassnaia-Priessnia, en 1932, marque le début de sa carrière d' « épurateur ». Lorsqu'il prend son poste, une épuration massive vient déjà d'avoir lieu sous la direction de Kouibychev et près de 25 % des communistes moscovites ont été exclus du parti. Malgré cela, Kroutchev organise sa propre « opération de nettoyage » et plus de 500 nouveaux « oppositionnaires » sont livrés à la Guépéou.

Un an plus tard, une circonstance fortuite lui permettra d'accéder à l'entourage immédiat de Staline : le remariage de celui-ci (après le suicide de sa première femme) avec la sœur de Kaganovitch. Rosa Kaganovitch est une belle femme de type oriental qui aime la vie mondaine. Une fois par semaine, elle organise dans la *datcha* de Staline des réunions intimes au cours desquelles les invités prennent le thé, écoutent de la musique, dansent même.

Une jeune Française, engagée en 1933 comme gouvernante des enfants de Staline, parle dans ses mémoires d'un « Ukrainien, secrétaire d'un comité de Moscou, qui venait souvent aux réceptions. Il dansait très bien, parfois seul, parfois avec la maîtresse de maison. Il chantait avec une voix agréable. Il racontait des anecdotes qui faisaient rire tout le monde et surtout Staline ». Cet Ukrainien, c'était Nikita Kroutchev que Rosa invitait à la demande de son frère. Il n'était alors que secrétaire de l'arrondissement Baumann (où on l'avait muté après son succès à Krassnaia-Priessna). Tous les autres invités étaient déjà des membres du Politburo et du comité central du parti communiste.

A partir de 1935, l'ascension de Kroutchev s'accélère. Il est nommé adjoint du premier secrétaire de la région de Moscou et devient ainsi le bras droit de Kaganovitch, membre du Politburo et beau-frère de Staline.

La première tâche qui lui est confiée est la construction du métro de Moscou. C'est sur les chantiers souterrains de la capitale qu'il fait la connaissance du maire de Moscou, Nicolas Boulganine, pour lequel il éprouve aussitôt une vive sympathie. Les deux hommes se retrouvent souvent en dehors du travail, soit à la *datcha* de Boulganine, soit à celle que Kroutchev a reçue pour son usage personnel, à vingt-cinq kilomètres de Moscou. Ils jouent au croquet, au tennis, se prouvent l'un à l'autre, au cours de longues soirées, leur remarquable résistance à l'alcool et scellent une amitié que n'ont pas ébranlée jusqu'à ce jour les « changements de ligne politique ».

Nikita le « dépanneur »

En 1937, l'année de la grande purge, Kroutchev est nommé membre suppléant du Politburo. C'est un honneur qui comporte des obligations. Staline ne contraint pas les membres du Politburo — comme Pierre le Grand ses ministres — à exécuter de leurs mains ses ennemis proclamés « vipères lubriques », mais il les force bel et bien à diriger les épurations en province. Kroutchev est donc envoyé à Rostov avec un « pouvoir » illimité signé de Staline pour y éclaircir l'accusation de « trahison » portée contre le chef du gouvernement local, Cheboldaïev. Nikita s'accomplit à merveille de sa tâche. En une semaine, il obtient des « aveux complets » de Cheboldaïev qui est arrêté, transféré à Moscou et exécuté dans les caves de la Lioubianka. Kroutchev, lui, reçoit à son retour une décoration : l'Ordre de Lénine.

Cette affaire fait de lui l'épurateur n° 1 du Politburo. En décembre 1937, sur la suggestion de Kaganovitch, il part pour Kiev avec mission de diriger la grande purge ukrainienne.

Cette opération terminée — qui lui vaut les félicitations de Kaganovitch et de Staline — Kroutchev s'attaque à la réalisation de son grand programme politique : intégrer plus étroitement l'Ukraine à l'U.R.S.S. pour « éliminer le danger de voir le dynamisme national ukrainien se tourner contre l'U.R.S.S. ».

Après la signature de l'accord germano-soviétique d'août 1939, le ministre des Affaires étrangères allemand, von Ribbentrop, notait dans ses papiers :

> « *Chaque fois que nous en arrivions avec Molotov à parler des territoires ukrainiens qui devaient être rattachés à l'U.R.S.S. d'après notre accord, il se montrait d'une extrême intransigeance. Il y avait un Ukrainien parmi les hauts dignitaires soviétiques, un homme très influent qui incitait Molotov et Staline à se montrer intransigeants.* »

Ce personnage mystérieux, c'était Nikita Kroutchev.

Lorsque éclate la guerre germano-soviétique, en juin 1941, Kroutchev est nommé commandant en chef de « l'armée de partisans en Ukraine », avec le grade de colonel-général. Il prépare, avec le maréchal Timochenko, la contre-offensive manquée de Kharkov en 1942, puis participe à la défense de Stalingrad avec le maréchal Joukov. Lorsque ce dernier quitte Stalingrad à la suite de frictions avec le commandant du front du Don, Rokossovsky, Nikita se rend à Moscou pour le défendre contre les accusations de Rokossovsky. Il devait toujours le soutenir, par la suite, au sein du Politburo.

Au lendemain de la guerre, le problème numéro un qui se pose en Ukraine pour le gouvernement soviétique est celui de l' « épuration ». Le passé de Kroutchev le désignait tout naturellement pour cette tâche, mais cette fois il se dérobe et s'arrange pour ne reprendre les rênes qu'une fois l'opération effectuée par les organes de la N.K.V.D., sous les ordres directs de Béria. Peut-être pressent-il qu'il pourra mettre un jour sur le dos de Béria la déportation en Sibérie de trois millions d'Ukrainiens. Ce n'est qu'en 1948 qu'il se fait nommer par Staline « chef du gouvernement ukrainien ». Il a la situation bien en main et s'attaque aussitôt à la réalisation de son grand plan : ramener les paysans au « socialisme intégral » par la centralisation des kolkhozes et la création d' « agrovilles ».

En 1949, lorsque Staline décide de réorganiser le secrétariat du comité central du parti communiste afin d'en faire un instrument plus docile encore, il se rappelle le « prestigieux Ukrainien », le « dépanneur » Nikita Kroutchev qui sait danser, chanter, raconter des anecdotes mais qui est aussi un organisateur dynamique. Il lui confie le poste de deuxième secrétaire chargé des questions agricoles, le premier secrétaire étant Georgei Malenkov. Kroutchev utilise cette promotion pour étendre à toute la Russie son programe d' « agrovilles » et débute dans la région de Moscou où près de 7.000 kolkhozes sont concentrés en 1.200.

En mai 1952, Kroutchev et Staline visitent ensemble quatre agrovilles dont les bâtiments ont tout le confort moderne et où les antennes de T.S.F. et de télévision se dressent sur les toits. Les enfants offrent des fleurs au « grand-père » Staline. Quant à Nikita, il se souvient de sa jeunesse à Kalinovka : accordéon en main, il joue des airs ukrainiens et danse avec les jeunes filles, sous les yeux de Staline, amusé et détendu.

Un mois plus tard, préparant le XIX° congrès du parti communiste avec l'intention bien arrêtée d'abolir le Politburo, dernier vestige de la « collégialité » léniniste, le dictateur confiait à Kroutchev le soin d'élaborer les nouveaux statuts du parti. C'était une marque de confiance absolue. Elle prouvait que Staline considérait Kroutchev comme un fonctionnaire docile. Mais ce choix faisait de Kroutchev le chef de file de la bureaucratie du parti, des *apparatchiki* (fonctionnaires de l' « appareil »).

Huit mois plus tard, Staline mourait.

Il a fallu moins de quatre ans au petit paysan ukrainien qui rêvait de justice sociale pour liquider son protecteur, Kaganovitch. Et pour donner à Molotov l'occasion de réfléchir sur son « ami sûr ».

(Copyright « L'Express » et Ed. Plon.)

(U.P.)

LE DIRIGEANT EN REPRÉSENTATION
Un « ami sûr » de Molotov

Les « mots » de Kroutchev

● Le 12 mars 1956, à Varsovie, où il assiste aux obsèques de Bierut, un diplomate asiatique lui demande :

— Pourquoi ne pas publier votre rapport in extenso ?

— On ne lave jamais le linge sale devant les étrangers.

— Mais il ne s'agit pas de linge ! Il s'agit de vies humaines...

— Nous avons à Léningrad un exemplaire très rare du Mémoire de Machiavel pour les diplomates, avec une note marginale de Machiavel où il dit :

« La vie humaine n'a qu'une valeur négative pour un diplomate, car chaque homme rencontré sur sa route est un obstacle à surmonter. »

● A Belgrade, où il rend visite à Tito, il dit à Mikoyan :

— Quand tu vas signer un nouveau traité de commerce et d'échanges avec le camarade Tito, n'oublie pas d'y mettre une clause spéciale.

— Laquelle ? demande Tito.

— Le traité devient caduc si le maréchal Tito n'échange pas sa femme contre celle du membre du Praesidium du Soviet suprême Nikita Serguievitch Kroutchev...

U. R. S. S.

M. « K » a liquidé, en une seule opération, sa gauche et sa droite. Que va-t-il faire de sa victoire ? Il n'est pas seul à en décider...

(U.F.P.)

MM. JOUKOV, KROUTCHEV ET BOULGANINE.
Les jeux ne sont pas encore faits...

L'ennemi n° 1

PENDANT une semaine, du 22 au 29 juin, plus de 200 dirigeants de toutes les Républiques soviétiques se réunirent chaque jour à Moscou pour participer à une session plénière extraordinaire du Comité central du parti communiste russe. Rappelés d'urgence, les ambassadeurs soviétiques à Paris, à Londres, à Varsovie et dans plusieurs autres capitales avaient quitté précipitamment leur poste pour arriver à Moscou quelques heures seulement avant l'ouverture de la première séance.

Pourtant, dans le monde occidental, personne ne se douta de rien, personne ne soupçonna qu'un débat décisif venait de s'engager à Moscou. A la veille de l'annonce officielle par la *Pravda* des résultats de cette lutte intérieure qui avait duré une semaine, les ambassades occidentales de Moscou ne pouvaient que parler de « rumeurs non confirmées ». Le Kremlin sait encore garder ses secrets.

Fuite inspirée

Depuis le matin du 4 juillet, où la *Pravda* est parue avec les quinze portraits des membres du bureau politique « remanié et élargi », les vainqueurs de l'épreuve se sont ingéniés à accréditer une version officielle de la crise. Ils ont non seulement prononcé de nombreux discours d'explication, mais utilisé la méthode typiquement occidentale des « fuites inspirées », notamment dans le journal communiste italien *Unita*.

Cette version contient indiscutablement une part de vérité : ce sont les « minoritaires » exclus qui ont déclenché la crise. MM. Molotov, Kaganovitch et Molotov ont cru l'occasion venue de se débarrasser de M. Kroutchev en exploitant le mécontentement provoqué dans la haute administration soviétique par son plan de décentralisation industrielle. Trois jours après son retour de Finlande, le premier secrétaire du parti était mis en minorité par ses adversaires au cours d'une réunion du bureau politique. Selon toutes les apparences, sur les onze membres du bureau, cinq votèrent contre M. Kroutchev (MM. Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Pervoukhine et Sabourov), deux s'abstinrent (MM. Boulganine et Vorochilov) et trois seulement (MM. Mikoyan, Souslov et Kirichenko) soutinrent le premier secrétaire.

Le vrai pouvoir

Mais il ne suffit pas, en U.R.S.S., d'obtenir la majorité, fût-ce dans l'organe suprême du parti, pour avoir gain de cause. Il faut encore avoir les moyens pratiques d'imposer les décisions prises. Or, depuis le démantèlement de la police politique, après la chute de Béria, il ne reste que deux forces capables d'exécuter les décisions du bureau politique : le parti et l'armée. Maitre absolu de l'appareil du parti et assuré du soutien du maréchal Joukov, chef incontesté de l'armée, M. Kroutchev a pu passer outre au vote intervenu contre lui. Il a fait appel au Comité central qui se réunit cinq jours plus tard dans le plus grand secret.

Après une semaine de discussions passionnées — qui suffisent à infirmer la thèse officielle de « l'unanimité » — M. Kroutchev sortit vainqueur de l'épreuve et obtint l'exclusion totale des trois « conspirateurs » (MM. Molotov, Kaganovitch, Malenkov), ainsi qu'une dégradation brutale de MM. Pervoukhine, Chepilov et Sabourov. Pour se mettre à l'abri de nouvelles surprises au sein du bureau politique, il y a introduit ses fidèles du secrétariat (MM. Aristov, Belyaiev, Breznev et Mme Fourtseva) et facilita la promotion de dirigeants de province qui lui sont entièrement dévoués.

Belgrade et Varsovie

Les comités centraux de la plupart des partis communistes européens se sont réunis en toute hâte pour féliciter le camarade Kroutchev d'avoir si sagement éliminé le groupe « anti-parti ». En Yougoslavie, où Tito joue depuis longtemps la carte Kroutchev, on ne cache pas sa joie. A Varsovie, on se félicite à un double titre : la défaite de M. Molotov réduit à l'impuissance l'opposition stalinienne antigomulkiste et la crise gouvernementale soviétique est la première dont les remous ne risquent pas de bouleverser par ricochet la vie du parti communiste polonais. Autrefois, le moindre changement de personne au sein de la direction soviétique faisait passer des nuits blanches à tous les dirigeants polonais. Aujourd'hui, les Polonais sont heureux de pouvoir, pour la première fois, suivre en spectateurs le déroulement de l'épreuve de force engagée à Moscou, sans craindre pour leur vie et leur avenir.

En Occident, enfin, la nouvelle a été favorablement accueillie : chacun a décelé dans le communiqué officiel de Moscou des « ouvertures » vers une politique de détente et la disparition de « M. Niet » n'a pu que réjouir les cercles diplomatiques. M. Vyacheslav Molotov, au cours de sa longue carrière de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., n'a jamais réussi à se faire d'amis, ni à l'intérieur ni à l'extérieur.

Le cas Malenkov

Si M. Molotov était un anachronisme dans la Russie actuelle, il n'en va pas de même de M. Malenkov, que M. Kroutchev essaie artificiellement d'associer aux staliniens endurcis dans un même acte d'accusation.

M. Malenkov, le plus jeune des membres du directoire qui dirigea la Russie pendant la guerre, et l'enfant spirituel de Staline, a prouvé dès son arrivée au pouvoir qu'il était le moins attaché aux méthodes et aux principes de son maître. Son bref passage au gouvernement a été marqué par des tentatives de révisionnisme complet dans le domaine intérieur comme dans le domaine extérieur. Tous ceux qui l'ont rencontré, depuis les travaillistes anglais jusqu'aux conservateurs allemands, ont été impressionnés par son intelligence et sa culture.

La faute majeure de M. Malenkov a été de croire, en mars 1953, que l'heure était venue de gouverner en s'appuyant sur l'appareil de l'Etat et non plus sur la machine du parti. Il a préféré être président du Conseil plutôt que premier secrétaire du parti (poste confié à M. Kroutchev) et c'est ce choix malheureux qui est à l'origine de sa défaite.

Le plus dangereux

C'est contre lui que M. Kroutchev lance aujourd'hui ses accusations les plus graves — y compris une prétendue complicité dans la sanglante purge de Léningrad en 1949 — prouvant ainsi qu'il le considère comme le plus dangereux de ses adversaires. Mais cet « amalgame » invraisemblable et ces attaques outrancières rappellent trop les méthodes autrefois employées par Staline pour ne pas inquiéter.

Après la mort de Lénine, sept hommes se partageaient le pouvoir et proclamaient leur foi inébranlable dans le principe de la « collégialité ». C'étaient Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov, Tomsky et Staline. Au départ, ils n'étaient divisés en aucunes « fractions » bien définies, mais la crainte de tomber sous la domination du plus fort d'entre eux (Trotsky) et leurs désaccords sur les décisions à prendre les amenèrent bientôt à s'organiser en tendances rivales. Les trois premiers finirent par former l'aile gauche du parti, tandis que les trois suivants se situaient au pôle opposé. Staline resta toujours au centre, s'alliant alternativement avec les uns et les autres. Lorsque ce jeu d'équilibre devint trop dangereux pour lui, il fit une petite révolution de palais en introduisant au bureau politique trois hommes à lui : Molotov, Vorochilov, Kalinine. Deux ans plus tard, en 1927, le Congrès du parti expulsait Trotsky, Zinoviev, Kamenev et toute l'opposition de gauche. En même temps, il acceptait le principe de l'industrialisation rapide de la Russie qui avait été précisément la principale plate-forme de combat des exclus. On sait que les « droitiers », Boukharine, Rykov et Tomsky, furent plus tard victimes d'une opération toute semblable.

Ces précédents historiques commandent la méfiance à l'égard de l'interprétation officielle de la crise actuelle. Rien ne prouve que les idées que M. Kroutchev présente aujourd'hui comme siennes n'aient pas été défendues par M. Malenkov. Rien ne permet de croire, d'autre part, à une action concertée de longue date entre MM. Molotov et Malenkov. On serait plus enclin à penser que Kroutchev — « l'homme du centre » comme autrefois Staline — a joué d'abord la carte Molotov pour déloger M. Malenkov de la présidence du Conseil, puis s'est allié avec ce dernier pour imposer la nouvelle ligne de la « déstalinisation » au XX[e] Congrès. Aujourd'hui, il profite de la maladresse des deux oppositions, qui ont tenté une révolution par le haut sans s'être assuré un appui suffisant de la base, pour les liquider l'une et l'autre.

Un parallèle

Mais on peut s'inquiéter d'un autre parallèle : lorsque Staline se débarrassa de ses opposants, les communistes du monde entier et même les démocrates occidentaux se réjouirent. Il leur paraissait en effet plus raisonnable et plus modéré qu'un Trotsky avec sa « révolution permanente » ou qu'un Boukharine avec son audace idéologique. Mais c'est justement parce qu'ils ont félicité trop vite le secrétaire général que celui-ci s'est senti encouragé à régler leur compte à tous ses adversaires de la façon la plus brutale. Peut-être, si les hommes du Komintern et la gauche du monde entier avaient réagi énergiquement dans un autre sens, n'y aurait-il pas eu de « procès de sorciers » à Moscou ni la période de terreur que l'on connait.

Aujourd'hui, de nouveau on croit un peu partout, à l'extrême gauche et à gauche, pouvoir se féliciter de l'opération Kroutchev, en fermant prudemment les yeux sur ses accusations un peu choquantes à l'égard des exclus et en particulier à l'égard de M. Malenkov.

On le décrit comme l'homme le plus raisonnable de toute la Russie et on se soucie peu de ses ambitions personnelles. Certes, une répétition exacte de la dictature stalinienne n'est plus possible en Russie. Ce pays n'acceptera plus les déportations massives, les camps de concentration et une nouvelle époque de terreur. Son économie ne pourra pas se développer et fonctionner dans un tel climat. Mais il y a plus d'une forme de dictature et plus d'un danger qui découle du pouvoir personnel dans un pays aussi vaste que la Russie. Il ne faudrait pas, sous prétexte que M. Kroutchev a empêché MM. Molotov et Kaganovitch de restaurer le stalinisme, lui faciliter l'établissement d'une néo-dictature kroutchevienne.

Les jeux ne sont pas encore faits et il n'est pas vrai que les hommes au Kremlin ne comptent point avec ce que pense le reste du monde.

K.S. KAROL.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES.............................. 200 fr.
3 SEMAINES.............................. 300 —
1 MOIS.............................. 400 —
2 MOIS.............................. 650 —
3 MOIS.............................. 750 —

Règlement à L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées
soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P 7378-19 Paris

GANTS TETINES OLLA CHEZ VOTRE PHARMACIEN

MM. KAGANOVITCH, MALENKOV ET MOLOTOV.
...Mais rien ne va plus.

CONGRÈS

L'Internationale socialiste, réunie à Vienne, a payé le prix fort pour préserver son unité. Elle a ajourné les vrais problèmes.

Une fenêtre entrouverte

(De notre envoyé spécial à Vienne)

LES représentants de dix millions de militants socialistes et de soixante millions d'électeurs se sont réunis la semaine dernière à Vienne pour le Vᵉ Congrès de l'Internationale socialiste. Un Congrès calme : seuls les applaudissements permettaient de mesurer les réactions de l'assistance. Et encore, cette première impression était-elle souvent trompeuse, la commission politique se chargeant d'édulcorer à l'avance les textes soumis aux délégués. A part cela, aucune discussion, aucune interruption, pas le moindre éclat de voix.

Dans la petite salle aux fresques baroques où se tient d'habitude la Diète de la Basse-Autriche, journalistes et invités s'entassaient, sans tables ni écouteurs, comme si tous étaient polyglottes et savaient écrire sur leurs genoux. Quant à l'auditeur privilégié, muni d'un écouteur, il pouvait assister, pour la traduction française, à un numéro très réussi de danse-hésitation à la manière de Darry Cowl.

Peu de délégués, mais d'importance. MM. Gaitskell et Bevan pour la Grande-Bretagne, M. Ollenhauer pour la Social-Démocratie allemande. Mais M. Guy Mollet, pourtant vice-président de l'Internationale, s'était fait remplacer par son adjoint, M. Commin, à la tête d'une nombreuse représentation française qui avait à livrer une nouvelle bataille d'Algérie, après celle de Toulouse. Il s'agissait, en effet, pour la S.F.I.O., d'empêcher que l'Internationale se prononce pour l'indépendance algérienne.

Facile victoire

Sa délégation à Vienne y est parvenue, non sans peine, malgré l'intervention écoutée et applaudie de M. Bevan, soutenu en séance publique par les délégués norvégien et suédois.

M. Commin, dans un long exposé, a repris les arguments formulés par M. Guy Mollet au Congrès de Toulouse : refus de l'indépendance et promesse d'octroyer à l'Algérie une large autonomie interne. Trop touffu, son exposé a produit un effet mitigé sur les auditeurs. Il en fut tout autrement en commission, où le texte condamnant la politique algérienne de la S.F.I.O. n'a été soutenu que par M. Bevan, alors qu'était acceptée l'offre de M. Commin d'envoyer en Algérie une commission d'enquête de l'Internationale.

Il a été un moment question de faire précéder cette décision par une référence explicite aux principes de l'Internationale favorables au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». On s'est finalement contenté d'une vague allusion aux principes, sans préciser lesquels. La commission d'enquête est devenue une simple « mission d'information » dont la composition, les prérogatives et la date de départ seront fixées par le bureau dont fait partie, en qualité de vice-président, M. Guy Mollet. Ce texte, expurgé ainsi de tout jugement de valeur, a été adopté à l'unanimité, seul le délégué du parti socialiste japonais s'étant abstenu.

Une autre bataille a été livrée et perdue autour du projet d'une zone neutre en Europe, dont la presse française a très peu parlé. Ce projet a été soutenu par MM. Gaitskell et Ollenhauer qui se sont prononcés pour un accord limité avec l'U.R.S.S. sur l'arrêt des explosions atomiques, sans condition préalable. Ils ont affirmé que pour amener l'U.R.S.S. à accepter l'unification de l'Allemagne, il faut lui offrir des garanties réelles sous la forme d'une « zone neutre » en Europe, englobant l'Allemagne réunifiée et les républiques populaires, ou tout au moins la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie.

Echec au neutralisme

Une telle solution impliquerait, d'une part, le retrait de l'Allemagne occidentale de l'O.T.A.N. et, d'autre part, l'abandon du pacte de Varsovie par l'Allemagne de l'Est et les républiques populaires incluses dans la zone neutre. Toutefois, M. Ollenhauer a précisé qu'il ne s'agissait pas de retirer la République fédérale de l'O.T.A.N., mais simplement d'admettre dans un premier stade que son retrait de cette organisation peut faire l'objet d'une négociation.

Ainsi se sont affirmées les tendances « neutralistes » des deux plus grands partis de l'Internationale. Il est vrai qu'outre les raisons d'ordre général, des impératifs de politique intérieure poussent les dirigeants de ces partis à adopter une attitude plus conciliante à l'égard de l'U.R.S.S. Il s'agit pour eux d'apparaître, lors des élections qui approchent en Allemagne, puis en Angleterre, comme les champions de la coexistence pacifique et d'un *modus vivendi* à long terme avec Moscou.

Or, ces initiatives, hardies étant donné leur origine, ont échoué en dépit de l'approbation inattendue des porte-parole des partis socialistes en exil, ceux de l'Europe de l'Est. Ces derniers ont exigé l'évacuation de tous les pays satellites de l'U.R.S.S., y compris les pays baltes, et la libération de tous les prisonniers politiques. Mais ils ont admis le principe d'une « zone neutre » en Europe comme étape vers le rétablissement pacifique de l'indépendance complète de leurs patries respectives. L'idée de la reconquête par les armes de cette indépendance semble, pour les socialistes, définitivement abandonnée.

En commission, ce projet de « zone neutre » n'a finalement pas été retenu. Et on a assisté, en séance plénière, à cet étonnant dialogue : les deux plus grands partis de l'Internationale, représentant les deux tiers de ses effectifs, se battaient seuls, abandonnés de leurs alliés traditionnels. Rejoignant les Français, Belges et Hollandais, défenseurs du pacte atlantique et adversaire de la neutralité, les Scandinaves et les Autrichiens ont refusé de s'engager et demandé que les passages contestés de la résolution soient supprimés.

En vain, M. Ollenhauer a livré un combat sans espoir. Par dix voix contre deux, le délégué suisse s'abstenant, le texte a été d'abord édulcoré, puis adopté à l'unanimité, après la suppression des passages essentiels.

Prudence

Ce double échec des anticolonialistes et des neutralistes est assez inattendu. Les réticences et les réserves l'ont emporté sur les initiatives jugées prématurées ou gênantes, peut-être même aventureuses. L'Internationale socialiste n'a adopté aucun texte qui risquait de déplaire à un des partis membres, préférant s'abstenir que se diviser.

C'est pourquoi la résolution sur le Moyen-Orient reste muette sur l'expédition de Suez, que la plupart des partis socialistes ont désavouée ; c'est pourquoi on s'est contenté de tirer la sonnette d'alarme sur l'affaire algérienne ; c'est pourquoi la tendance neutraliste, qui s'est affirmée pour la première fois avec force au sein de l'Internationale, a été stoppée aussi nettement.

On s'est contenté à Vienne de prendre date, d'esquisser une solution pour les problèmes en litige, d'entrouvrir une fenêtre sur l'avenir.

OH... PARDON!

Tous les faits confirment qu'il existe un accord parfait entre la pensée et l'action, entre les paroles et les actes des dirigeants soviétiques.

(L'Humanité 17 mars 1953.)

ETATS-UNIS

Le club des milliardaires du Texas n'a plus que trois membres. La vie de celui qui vient de disparaître, Hugh Roy Cullen, vaut d'être connue.

Mort d'un géant

(Correspondance de Washington)

DEPUIS vingt-cinq ans, le « Club des milliardaires du Texas » groupait les quatre hommes les plus riches du plus grand Etat des Etats-Unis. Si tous quatre faisaient front pour préserver leurs privilèges, ils ne s'aimaient guère. Aussi ne verseront-ils pas de larmes sur la mort de Hugh Roy Cullen, troisième membre du club par ordre d'importance, qui vient de suivre dans la tombe son idole, le sénateur McCarthy, qu'il avait proclamé « le plus grand homme d'Amérique ».

La vie de Hugh Roy Cullen, c'est celle d'un de ces « géants » du Texas que racontait le dernier film de James Dean. Cullen avait quitté l'école à l'âge de douze ans pour s'embaucher, pour 3 dollars par semaine, dans une fabrique de bonbons.

Depuis il a cherché à donner à ses contemporains l'éducation qu'il n'avait pas reçue. Il a distribué à des institutions éducatives et charitables près de la moitié de sa fortune, évaluée à 500 millions de dollars (175 milliards de francs). Il a financé des hôpitaux, des écoles, un collège réservé aux Noirs ; en donnant 30 millions de dollars à l'Université de Houston, il a stipulé qu'elle devait être ouverte en premier lieu aux fils d'ouvriers et dispenser son enseignement de 7 heures du matin à 10 heures du soir afin que les étudiants puissent suivre les cours tout en gagnant leur vie. Il a donné des millions à toutes les communautés religieuses, à l'exception des juifs qu'il accusait de vouloir détruire l'Amérique.

Riche ou malin ?

Ses concitoyens s'expliquaient mal les prodigalités de Cullen. « Si vous êtes si malin, pourquoi n'êtes-vous pas plus riche ? » dit-on au Texas. Mais de Cullen on disait : « S'il est si riche, pourquoi n'est-il pas plus malin ? » Cullen tenta de se justifier en expliquant : *« Ma femme et moi sommes des égoïstes. Nous voulons dépenser notre fortune de notre vivant afin d'en jouir pleinement. »* Les motifs réels de Cullen étaient plus complexes. En subventionnant les écoles, il tentait d'acquérir, par procuration, la culture dont il se savait dépourvu. Il croyait aussi que l'éducation était l'antidote du socialisme : *« Il faut éduquer les gens*, disait-il, *afin qu'ils comprennent que la libre entreprise fait la force des nations et la dignité des hommes. Lorsqu'elles pèchent contre la « free enterprise », les nations vont à leur perte. »*

Tel est également le « credo » des autres milliardaires du pétrole texan. Car ils doivent leur fortune à trois circonstances :

1° La chance. Cullen dut sa fortune au fait d'avoir trouvé du pétrole là où les géologues, après prospection, le déclarèrent absent.

2° Le privilège fiscal. En vertu d'une exemption qui n'a d'autre raison d'être que la puissance du « lobby » pétrolier, tout propriétaire d'un gisement du Texas garde, libres d'impôts, les 27,5 % de ses gains et, en outre, ne paie pas d'impôts sur les sommes qu'il investit dans la prospection.

3° La simplicité de l'exploitation pétrolière : le marché est assuré, la vente du brut se fait par téléphone, le pompage et l'acheminement ne demandent pas de main-d'œuvre. L'affaire d'un pétrolier texan « marche toute seule ». Le reste des gros entrepreneurs américains doivent composer avec des centaines d'ouvriers et d'employés protégés par un syndicat. Le pétrolier ne rencontre jamais le problème des relations humaines.

Pétrole et politique

Son caractère est à l'image de cette situation :

Il croit à la chance et à la débrouillardise et est l'ennemi le plus acharné de ce « socialisme rampant » qui tend à coordonner la « libre entreprise » individuelle. Il est farouchement antisyndical et, sous prétexte de « lutter contre le communisme », il a réussi jusqu'à ce jour à empêcher la pénétration des syndicats dans le sanctuaire texan. Enfin, conscient de ses privilèges fiscaux exorbitants, il craint infiniment d'en être spolié par les législateurs de Washington. Il lui faut se protéger contre leur éventuelle fureur égalitaire, contre un éventuel abaissement des droits de douane, contre une politique étrangère risquant de tenir compte des intérêts des producteurs étrangers. Bref, il lui faut faire de la politique.

Cullen en fit, de même que ses pairs. Sur le plan local, la chose était simple. Il avait l'argent et la puissance. Ses prodigalités lui valaient constamment des titres à la « une » des journaux. On cherchait à se le concilier en flattant sa vanité et ses manies. Ainsi, l'Université de Houston avait

→

son « corps d'officiers » : « les fusiliers de Cullen ». Cullen leur fournissait leur uniforme. L'orchestre symphonique de Houston (auquel Cullen versait 20.000 dollars par an) ouvrait ses concerts symphoniques en jouant « Old Black Joe », l'air favori de Cullen. Cullen put se permettre d'éjecter de l'estrade le pasteur venu inaugurer l'année universitaire et de prendre le micro à sa place ; il trouvait le sermon inaugural « lugubre ». Il faisait ou défaisait les politiciens locaux en finançant leurs campagnes électorales ou en leur refusant ses subventions.

Sur le plan national, toutefois, Cullen eut plus de difficulté à affirmer son influence. Il avait vainement soutenu Dewey, Taft et les Dixiecrates contre Truman et Roosevelt. En 1951, il avait organisé une tournée triomphale pour le général MacArthur. Il s'était vainement battu contre l'entrée des Etats-Unis à l'O.N.U. et contre le plan Marshall. Il décida alors, en 1952, d'augmenter sa mise. L'enjeu en valait la peine : les démocrates, conformément à la Constitution, entendaient nationaliser les gisements sous-marins ; les républicains promettaient de les donner aux exploitants des Etats côtiers.

Entre Ike et McCarthy

Cullen se lança dans la mêlée ; il dénonça M. Acheson (secrétaire d'Etat) comme « homosexuel », et versa 72.000 dollars à la caisse électorale des républicains. Il dépensa 750.000 dollars pour financer la campagne électorale de 34 candidats à la députation ou au Sénat. Vingt-deux d'entre eux gagnèrent, tous des « ultras ». Parmi eux se trouvaient McCarthy, son compère Jenner et le député Bramblett, condamné depuis pour chantage et fraude.

Après la victoire d'Eisenhower, Cullen veilla au grain de très près. Il prit l'habitude de bombarder le président, les sénateurs et députés de lettres et de télégrammes. Durant dix-huit mois, il fut radieux : « C'est moi qui ai « fait » Ike, disait-il. C'est un type formidable. Mais il faudra qu'il se débarrasse dé quelques incapables. » Au printemps 1954, tandis que Haroldson Hunt, le « numéro un » du club des milliardaires, finançait un émetteur radiophonique réservé à McCarthy et à ses chasseurs de sorcières, Cullen commença à se plaindre : *« Le président ferait mieux d'écouter Joe Martin et Joe McCarthy plutôt que Dewey, Lodge et Stassen. »*

Cullen jugeait que Stassen, dont il avait financé la campagne, était un sot et un ingrat : *« Harold, lui dit-il, tu ne vaux rien. Tu penses comme un conservateur, mais au fond tu es un socialiste. »* Et dans la même année il envoya au président un télégramme qui se terminait par cette sommation : *« Ike, j'espère que tu n'attendras pas plus longtemps et t'occuperas immédiatement de cette question. »*

Contre le féodalisme

Si les interventions d'hommes comme Cullen ont fait du Texas l'Etat le plus réactionnaire des Etats-Unis et ont parfois pesé lourdement sur la politique du gouvernement, elles ont également déclenché des réactions saines en sens inverse. Le *Reporter*, notamment, a dénoncé « l'impérialisme politique du Texas qui, sous prétexte de préserver ses privilèges « souverains », intervient, avec son argent, dans la politique interne de trente autres Etats « souverains », du Connecticut à Washington et du Wisconsin au Nouveau-Mexique ». Au Texas même, les forces libérales, renforcées par l'essor de l'industrie et de l'emploi, commencent à grignoter les positions du « féodalisme pétrolier ». Elles n'ont pas encore gagné de batailles, mais le fait même d'avoir pu en engager est déjà une promesse.

« POLYESSEF »
REVETEMENT MURAL PLASTIQUE
LESSIVABLE
SOCIETE FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-46

MAROC

● *Le prince Moulay Hassan, investi prince héritier, a reçu de son père une mission précise : faire du Maroc une démocratie moderne.*

L'avenir du royaume

(De notre envoyé spécial Claude Krief)

C'EST agenouillé aux pieds de son père, le sultan Mohammed V, que Moulay Hassan a reçu mardi dernier, au palais Ryad, à Rabat, le dahir l'in-

LE SULTAN ET LE PRINCE HÉRITIER
Les communistes étaient d'accord
(Keystone.)

vestissant prince héritier ; deux larmes coulaient le long des joues du futur souverain marocain, tandis que le sultan, au visage habituellement impassible, maîtrisait difficilement son émotion.

On n'a rien négligé à Rabat pour que cet événement prenne plus de poids. Et d'abord le choix de la date : le monde musulman célèbre, en effet, le 9 juillet de cette année, l'Aïd El Kebir, la « grande fête ».

Quelques heures avant la cérémonie du Ryad, le sultan présidait une prière solennelle dite en plein air, aux portes mêmes du palais. Il égorgeait ensuite rituellement deux moutons, l'un pour sa maison, le second pour sa capitale.

L'Aïd El Kebir commémore, en effet, le sacrifice d'Abraham qui, disposé à immoler son fils à Dieu, y vit substituer à la dernière minute un bélier. En ce jour, la communauté musulmane est remise de ses péchés.

Tout Rabat chômait. Dans la ville décorée de guirlandes et de drapeaux, chaque chef de famille accomplissait à son tour le rite du sacrifice, et dans les ruelles ensoleillées de la Médina, l'âcre odeur des têtes de moutons que l'on fait griller en plein air imprègne l'atmosphère malgré la brise venue de l'océan.

Mais le même jour encore, Moulay Hassan atteint ses 28 ans. De toujours, le sultan a voulu que l'anniversaire de son fils coïncide avec une grande fête de la jeunesse. Tenant déjà à unir les forces de l'avenir au destin de sa propre maison.

Dans l'après-midi, les enfants des écoles, les groupements de jeunesse, les mouvements sportifs défilaient devant Moulay Hassan dans la vaste enceinte du Mechouar, devant le palais royal.

Devant cette foule enthousiaste, Mohammed V prit la parole pour annoncer et commenter le choix qu'il venait de faire.

Innovation

Pour Mohammed V, l'investiture de son fils répond d'abord à ses mérites. A 28 ans, le prince Moulay Hassan a déjà derrière lui un long passé politique. Après avoir obtenu ses deux baccalauréats et achevé en France ses études de droit, le jeune prince fut vite pris par le virus politique. Confident de son père qui l'associait chaque jour plus étroitement à son action, il fut de plus en plus écouté. C'est grâce à lui que l'Istiqlal trouva en partie le chemin du palais impérial et l'on dit que Moulay Hassan se reprocha jadis d'avoir été un des responsables indirects de l'exil de son père à Madagascar.

Le retour de Mohammed V sur le trône chérifien accrut encore l'influence de Moulay Hassan.

Le souverain, qui voue à son fils une véritable passion, avait apprécié dans l'intimité de l'exil la justesse de vues, le sens politique et les qualités humaines de son fils aîné.

La loi musulmane ne précise nullement, en effet, que le fils aîné d'un sultan, ni même l'un de ses fils, doive nécessairement lui succéder. Emir des croyants, c'est-à-dire chef religieux, sorte de pape de l'Islam, il lui faut être descendant du Prophète. Mais sa désignation, d'un esprit relativement démocratique, est décidée par les Oulémas, docteurs de la foi, censés traduire grâce à leur science religieuse et leur sagesse, la volonté de la communauté.

Mohammed V a donc innové en matière de désignation d'un souverain. Certes le souverain a ménagé les formes. C'est à la demande officielle de Si Bekkaï, président du Conseil marocain, que le décret d'investiture a été promulgué. Des pétitions venues de tous les corps constitués du Maroc, de l'Assemblée consultative aux organismes syndicaux, ont prié le souverain de nommer Moulay Hassan prince héritier.

Et ce fut un des plus hauts dignitaires oulémas, Mohammed Larbi Alaoui, également conseiller de la Couronne, qui lut solennellement le dahir royal et fit prêter serment au prince.

Il demeure que même plébiscitée par le peuple, l'investiture de Moulay Hassan a été d'abord voulue par son père.

En fait, Mohammed V a tenu à assurer la pérennité de sa dynastie en consolidant le trône chérifien. Peut-être aussi préserver son pays de bouleversement sanglants s'il disparaissait prématurément. On ne fait pas mystère à Rabat de l'irritation de plusieurs dirigeants de l'Istiqlal, même s'ils font figure au palais de courtisans déférents.

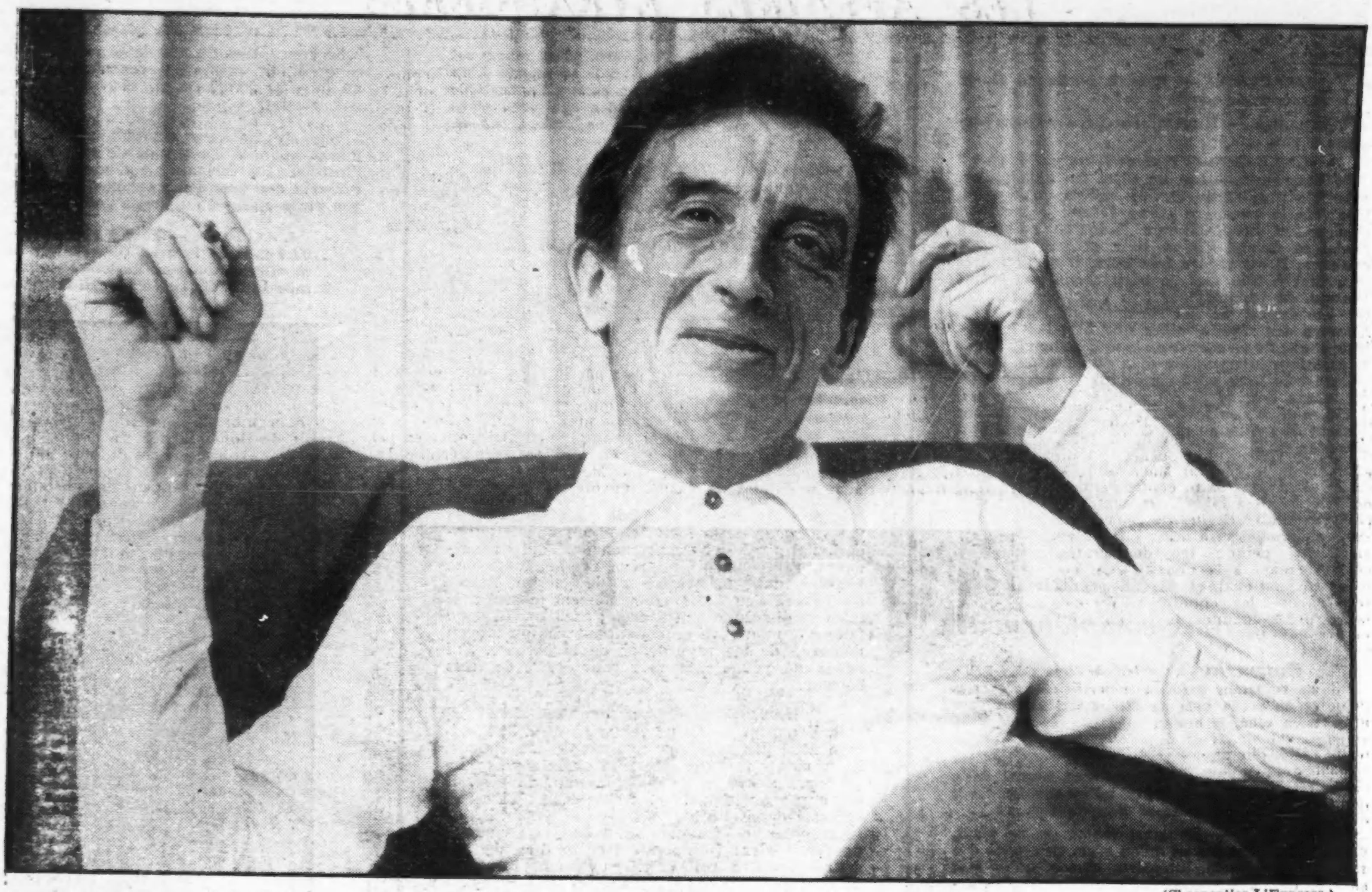
En luttant contre le protectorat, l'Istiqlal avait mis en avant le « préalable dynastique », mais le parti espérait garder grâce à ses appuis populaires la haute main sur la cour sans prétendre ouvertement changer le régime.

L'Istiqlal s'attendait à jouer au Maroc un rôle analogue à celui du parti de Bourguiba en Tunisie. La personnalité de Mohammed V, sa popularité semblent avoir ruiné ces desseins pour de nombreuses années encore. Et il est par exemple frappant de constater que « Démocratie », l'organe du P.D.I., qui s'affirmait récemment encore partisan d'une démocratie de type occidental, consacre sa première page à l'investiture de Moulay Hassan et exprime « son indéfectible attachement à la dynastie alaouite »... Et les communistes même...

Est-ce dire que le Maroc ne vivra pas avant longtemps sa révolution ? Est-ce dire que l'investiture de Moulay Hassan perpétuera dans sa forme actuelle la structure du régime marocain ? Mohammed V a formellement exprimé sa volonté de transformer le Maroc en monarchie constitutionnelle. Des groupes de juristes parmi lesquels le prince aimerait voir figurer un de ses professeurs, Maurice Duverger, préparent des projets d'élections communales pour la fin de l'année.

Mais il demeure que le palais entend contrôler et diriger une évolution qui correspond indiscutablement aux idées libérales bien que sincèrement paternalistes de Mohammed V.

EXCURSIONS SPÉCIALES
POUR LE 14 JUILLET
ENSUITE DEPARTS
CHAQUE SEMAINE
en car de luxe
●
CIRCUITS D'UN JOUR
DEAUVILLE, DIEPPE, LE TOUQUET, LE HAVRE, etc., depuis .. 1.690 fr.
REIMS, vignoble, dégustation. 1.695 fr.
LE MONT-SAINT-MICHEL et SAINT-MALO avec repas ...... 3.150 fr.
CHATEAUX DE LA LOIRE .. 2.550 fr.
BRUGES et OSTENDE ...... 2.990 fr.
BRUXELLES .... 2.990 fr.
ORLY, FONTAINEBLEAU, circuit en forêt et BAPTEME DE L'AIR .. 2.280 fr.
LE SUPER-WEEK-END
Départ samedi soir, retour lundi matin
LES PLAGES ANGLAISES .. 9.700 fr.
WIMEREUX .... 5.700 fr.
LONDRES .... 9.700 fr.
CIRCUITS DE 2 JOURS
Du samedi soir au lundi matin
LUXEMBOURG .... 9.600 fr.
BELGIQUE .... 8.800 fr.
LA BOURGOGNE .... 8.650 fr.
CHATEAUX DE LA LOIRE .. 9.300 fr.
LE MONT-SAINT-MICHEL et la NORMANDIE ...... 8.450 fr.
CIRCUITS DE 3 JOURS
Du samedi matin au lundi soir
L'ILE D'OLERON .... 14.900 fr.
GOLFE DU MORBIHAN et BELLE-ILE-en-MER (INEDIT) .... 14.900 fr.
Tour du MONT-BLANC .... 12.900 fr.
VALLEE DU RHIN .... 13.800 fr.
FORET NOIRE .... 14.500 fr.
Tour de BELGIQUE ...... 13.600 fr.
LACS SUISSES .... 14.900 fr.
VOSGES et ALSACE ...... 14.300 fr.
CHATEAUX DE LA LOIRE .. 13.800 fr.
ET LE WEEK-END GEANT
Départ vendredi soir à 19 h. 30
Retour lundi soir vers 23 heures
AUVERGNE et PERIGORD .. 16.400 fr.
BELGIQUE et HOLLANDE .. 17.800 fr.
GRANDS COLS SUISSES .. 20.900 fr.
Demandez la brochure gratuite
300 EXCURSIONS, VOYAGES ET CROISIERES
Cie FRANÇAISE DE TOURISME
14, boulevard de la Madeleine
PARIS (8e) - OPE. 97-93



(Charpentier-L'Express.)

ROGER VAILLAND
« La psychanalyse ne m'intéresse pas. Je vois très clair en moi. »

Un grand entretien avec Roger Vailland

LA LOI DU ROMANCIER

Avec « La Loi » (voir p. 25 la critique de Jean-Louis Bory), Roger Vailland a écrit, de l'avis général, le meilleur de ses livres, et peut-être le meilleur roman français de l'année.

L'auteur est un personnage singulier dans la vie des lettres.

Surréaliste vers 1930, puis journaliste de presse à grand tirage, il s'est révélé après la guerre, avec « Drôle de jeu », comme un romancier classique de tradition française, sorti tout droit du XVIIIe siècle.

Il reçut le Prix Interallié, fit quelques incursions du côté du théâtre, et acquit très vite, pour les ouvrages qu'il écrivit depuis 1945 (« Les Mauvais Coups », « Bon pied bon œil », « Un jeune homme tout seul », « Beau Masque », « 325.000 francs », « Le Cardinal de Bernis ») un public régulier et fidèle.

Comment un romancier de sa génération voit « le métier d'écrire » dont François Mauriac sut si bien parler ici il y a quelques semaines, c'est ce que l'entretien que Roger Vailland a eu avec notre collaboratrice Madeleine Chapsal exprime ici.

L'EXPRESS. — Ce jeu de cartes, « la loi » qui fait le pivot de votre dernier roman, l'avez-vous inventé ou est-ce qu'il existe réellement ?

R. VAILLAND. — Il existe.

L'EXPRESS. — Vous y avez joué ?

R. VAILLAND. — J'aurais été bien incapable d'y jouer. D'abord c'est un jeu qu'on ne joue qu'en Italie du Sud et comme il est d'une extrême subtilité, il faut connaître toutes les finesses des dialectes locaux pour en être véritablement un acteur. C'est un jeu de cartes bien sûr, mais c'est d'abord le jeu de l'humiliateur humilié et de l'humilié devenant humiliateur. Il faut tout connaître de la vie de ses partenaires pour y jouer efficacement.

L'EXPRESS. — Comme au jeu de la vérité ?

R. VAILLAND. — Oui, mais plus cruel encore.

L'EXPRESS. — C'est la cruauté de ce jeu qui vous a inspiré ?

R. VAILLAND. — La cruauté n'est pas en elle-même un sujet de roman. Au point de départ il y eut bien sûr le jeu de cartes qui donnait le ton des rapports sociaux dans la petite ville où je vivais alors, mais il y a eu aussi la rencontre avec des personnages réels.

L'EXPRESS. — Ce Don Cesare ? Celui qui use de son privilège seigneurial sur les filles de sa maison ?

R. VAILLAND. — Oui, j'ai fréquenté plusieurs propriétaires terriens qui m'ont fourni beaucoup de traits pour Don Cesare. Mais ce n'était pas le point de départ.

L'EXPRESS. — Mariette peut-être ?

R. VAILLAND. — C'est cela. Je passais l'après-midi chez un de ces propriétaires terriens. Et puis il y a eu Mariette. Dès que j'ai vu Mariette, j'ai pensé : c'est un personnage de roman pour moi. C'était une jeune fille, évidemment nue dans sa blouse blanche — il faisait très chaud — qui s'est accoudée à la fenêtre, donc on ne voyait que ses cuisses. La lumière tombait en plein, et tous les regards des hommes convergeaient vers cette fille assez dédaigneuse, d'une agréable insolence, qui était une servante de la maison.

Un manchot qui jouait aux cartes

L'EXPRESS. — Et dans « 325.000 francs », qu'est-ce qui a déclenché le roman ?

R. VAILLAND. — Ce sont les mains coupées. Un ami qui venait de faire visite à une parente, à l'hôpital d'Oyonnax (c'est la capitale de l'industrie de la matière plastique en France), en est revenu bouleversé. Il m'a raconté qu'à Oyonnax les presses à injecter coupent plusieurs mains par semaine. Moi aussi j'ai été bouleversé. Je suis allé à Oyonnax et dans un café, j'ai vu un manchot qui jouait aux cartes. On m'a dit qu'il jouait aux cartes toute la journée, qu'il ne faisait plus que cela. Il ne lui restait plus que cela à faire. Il tenait ses cartes dans un crochet fixé à son moignon. Le roman s'est organisé autour.

L'EXPRESS. — Vous avez admirablement parlé de la presse à injecter dans « 325.000 francs ». Est-ce parce qu'elles prennent tant d'importance dans notre vie d'aujourd'hui que vous aimez tellement les machines ?

R. VAILLAND. — Je ne sais pas. Non, je ne crois pas que ce soit lié à ma conception de l'histoire des sociétés. J'ai le goût des machines. Dans « Héloïse et Abélard », qui se passe au XIIe siècle, j'ai placé aussi une machine, très compliquée, que j'ai fait inventer à Abélard pour clore plus complètement le lieu de sa studieuse et amoureuse retraite. Non, les machines pour moi c'est un goût personnel.

L'EXPRESS. — Vous ne croyez pas que la psychanalyse pourrait y voir clair ?

R. VAILLAND. — La psychanalyse ne m'intéresse pas. Je vois très clair en moi.

L'EXPRESS. — « Beau Masque » donne l'impression que vous êtes parti non pas d'une circonstance, mais de l'idée bien déterminée de peindre les luttes ouvrières ?

R. VAILLAND. — Bien sûr, j'avais l'intention de peindre les luttes ouvrières. C'est très intéressant de peindre les luttes ouvrières. C'est peut-être le plus grand sujet de notre époque, je peindrai encore des luttes ouvrières. Mais il ne suffit absolument pas de vouloir développer un thème pour que se déclenche un roman. A l'origine de « Beau Masque », il y a un garçon laitier qui venait avec sa camionnette ramasser le lait dans le village où j'habitais. Il était Italien. Il était très vexé de conduire une vieille camionnette et il me parlait tous les matins d'Alfa-Romeo. Moi je rentrais d'Italie. Sur la grand-route Venise-Milan, j'avais dû stopper à cause de jeunes gens qui dansaient le boogie-woogie au milieu de la route, autour de leur Alfa-Romeo. En bas de mon village, dans une petite ville de textiles, à l'issue d'une réunion politique, j'avais vu une jeune militante qui notait sur un cahier d'écolière les tâches à accomplir ; elle les inscrivait au crayon ; quand le crayon n'écrivait plus, elle l'humectait avec ses lèvres. Le roman s'est organisé autour de ces trois images : le laitier, les jeunes gens à l'Alfa, la militante.

→

L'EXPRESS. — Mais à partir de là, le roman reste encore à faire !

R. VAILLAND. — Il est *déclenché*. J'écris la première scène.

L'EXPRESS. — Vous ne faites pas de plan ?

R. VAILLAND. — Pas de plan. Au début, c'est à la fois plus vague et plus précis qu'un plan. Une fois la première scène écrite, je me sens déjà moins libre. Comme lorsqu'un peintre a choisi le format de sa toile et jeté quelques couleurs, il est encore très libre, il ne l'est déjà plus tout à fait. Oui, je bâtis scène par scène. J'essaye de les imaginer très précisément avant de les écrire. Je les imagine un peu à la manière des rêves éveillés que font les enfants, juste avant de tomber dans le vrai sommeil. Après la première intervention d'un personnage, on est encore très libre vis-à-vis de lui. A mesure qu'il est mieux dessiné physiquement, à mesure qu'il a été mêlé à des actions plus diverses, l'auteur devient de moins en moins libre parce qu'il sent très bien qu'il y a des choses que son personnage peut faire et des choses qu'il ne peut pas faire, et si le roman est réussi, à la fin du livre l'auteur n'est plus libre du tout. Ça ne peut finir que comme ça finit.

Je n'ai jamais été malheureux complètement

L'EXPRESS. — On trouve dans « La Loi » un reportage précis sur la vie et les mœurs d'une petite ville de l'Italie du Sud où vous avez vécu, je crois...

R. VAILLAND. — ...quatre mois.

L'EXPRESS. — Pourquoi vous, journaliste de formation, avez-vous jugé nécessaire de donner à vos observations le tour du roman ?

R. VAILLAND. — Dans un reportage, un récit, on essaie de décrire ce qu'on a vu. Cela pose des tas de problèmes littéraires parce qu'il faut essayer de rendre vraiment la réalité. Par exemple, on est en train de faire un reportage sur le Grand Prix Automobile de Monaco. On voit Stirling Moss sauter de sa voiture à cent à l'heure. On voit arriver la voiture sur la chicane, la voiture s'écraser, Moss sauter. Il y a théoriquement mille façons de décrire cela. Au fond, il n'y en a qu'une ; il faut chercher longtemps celle qui rendra exactement l'impression donnée. Ça, c'est du reportage, du récit.

Le roman, la véritable création, c'est tout à fait différent.

Voilà. Supposons qu'à un moment donné de sa vie, l'écrivain... Supposez que l'écrivain soit une balance. A une certaine époque de sa vie, un certain moment de l'année, il se passe une série d'événements qui font baisser un plateau de la balance. L'œuvre qu'il crée alors, même si l'on n'y trouve aucune espèce d'allusion directe aux événements qui ont fait pencher la balance, l'œuvre est une espèce de réponse : elle fait le poids, elle remet la balance en équilibre. Vous voyez ce que je veux dire ? Un récit ou un reportage, c'est la réponse directe de l'écrivain à l'événement qu'il raconte. Le roman, c'est une réponse globale...

L'EXPRESS. — Dictée par l'inconscient ?

R. VAILLAND. — J'aimerais mieux dire : c'est une espèce de réponse totale à tout ce qui, dans l'ensemble de l'univers, agit à ce moment-là sur l'écrivain, réponse totale et indirecte. Chacun a sa manière de répondre dans la vie, à la vie. A telle ou telle sollicitation, à telle ou telle provocation, si vous voulez, les uns répondent en mettant des pierres les unes sur les autres, ce sont des maçons ; d'autres deviennent ministres, ils essaient de transformer le cours de l'histoire, c'est une autre réponse. La plupart des gens, je veux dire ceux qui ne sont pas des artistes, lorsque le monde agit sur eux, répondent en essayant de transformer le monde, directement. L'artiste répond au second degré, il répond en créant un monde intermédiaire — tableau, sonate, roman, poème — qui, ensuite, va se mettre à agir à sa place et d'une façon d'ailleurs souvent imprévisible pour lui-même.

L'EXPRESS. — Dans « La Loi », vous dites que Don Cesare, vieillissant, se « désintéresse ». Il pense qu'à certaines époques de l'histoire il ne reste à l'homme qui veut préserver sa qualité qu'à se « dégager », à se suicider même. Ce n'est pas là une « réponse au monde » qui risque de le transformer.

R. VAILLAND. — Don Cesare n'est pas un artiste. L'artiste, je veux dire le créateur, a son œuvre à faire. Il ne peut pas se « désintéresser ».

L'EXPRESS. — Vous faites une grande différence entre les créateurs et ceux qui ne le sont pas ?

R. VAILLAND. — Cela va de soi. Ils répondent d'une manière tout à fait différente à certaines situations de la vie, par exemple au malheur. Artiste, écrivain : inapte au malheur.

L'EXPRESS. — Parce qu'il est sauvé ?

R. VAILLAND. — Non, parce qu'il pense à sa création. Je n'ai jamais pu être malheureux complètement, parce que lorsqu'il m'arrive quelque chose de très désagréable, dans un domaine quelconque, je pense quand même immédiatement à la matière que cela me donne. C'est pourquoi je n'ai jamais été malheureux complètement.

L'EXPRESS. — Vous dites qu'un roman est pour vous une réponse totale au monde, à un moment donné. Pourtant, dans « La Loi », le lecteur n'a pas l'impression que vous soyez présent, vos personnages ne parlent pas en votre nom, mais bien au leur.

R. VAILLAND. — Je l'espère bien. Il faut que je sois personnellement absent de mon roman pour qu'il *fasse le poids*, comme nous disions tout à l'heure.

C'est pourquoi aussi je crois qu'il faut être arrivé à maturité pour écrire de vrais romans. Il faut arriver à un âge où l'on soit capable de se désintéresser de soi-même. Je comparais tout à l'heure un roman à ces rêves éveillés que font les enfants, et j'espère beaucoup d'adultes, avant de s'endormir. Jusqu'à une certaine période de ma vie, j'étais, comme c'est le cas le plus général je crois, le héros de mes rêves éveillés. Ça n'est que plus tard que je suis devenu un vrai romancier. Je m'en suis aperçu sur un exemple très concret il y a peu d'années. Un après-midi je me promenais dans la montagne. J'ai rencontré une bergère d'un hameau voisin, je l'avais déjà remarquée, je la trouvais charmante. Je me suis approché d'elle, je lui ai parlé, j'ai compris tout de suite qu'elle attendait quelqu'un, et puis j'ai vu sortir de la forêt le garçon qu'elle attendait. J'ai poursuivi ma promenade. Tout en marchant, j'ai construit un rêve éveillé, toute une histoire, dont la bergère et le garçon étaient les héros. J'en étais complètement absent ; je m'en suis brusquement aperçu ; preuve était donc faite que mon rêve ne constituait pas un moyen détourné de me rapprocher de la bergère. J'ai pensé que j'étais enfin mûr pour écrire de vrais romans.

L'EXPRESS. — L'art pour l'art, alors ?

R. VAILLAND. — Ça ne veut rien dire. Si l'écrivain n'est pas mêlé aux combats de son époque, il n'a rien à raconter. Même si on le veut, on ne peut pas s'enfermer dans une tour d'ivoire. Il n'y a pas de tour d'ivoire. L'homme qui serait enfermé dans une tour d'ivoire ne pourrait que se raconter indéfiniment lui-même, et comme il ne ferait rien, il n'aurait rien à dire de lui-même. Sinon à refléter éternellement lui-même se reflétant.

L'EXPRESS. — Alors écrivain engagé ?

R. VAILLAND. — Ça ne veut rien dire non plus. L'écrivain comme homme est nécessairement engagé dans quelque chose, même quand il ne le croit pas. Mais comme créateur, il a une façon tout à fait particulière d'agir et de réagir. L'œuvre d'art a ses exigences propres. Elle ne peut pas être fabriquée sur commande, même si c'est l'artiste qui fait à lui-même sa commande. Ou alors l'artiste triche avec la commande, prend prétexte de la Madone pour peindre sa maîtresse. Une œuvre d'art — roman, tableau ou sonate — n'est ni un outil ni une arme, on ne peut pas la fabriquer tranchant ici pour qu'elle coupe, et ronde là pour qu'elle cogne. Elle n'est véritablement œuvre d'art que si la partie tranchante et la partie ronde sont nécessaires l'une par rapport à l'autre, et non en fonction d'une certaine façon de s'en servir. Une œuvre d'art est comme un être vivant : c'est l'unité d'une multiplicité, chaque partie ne prend sa valeur qu'en fonction du tout et le tout n'existe comme tel que si chaque partie y est organiquement liée ; si l'œuvre d'art est réussie, elle se met à vivre par elle-même. A partir de ce moment-là elle a une action sur le monde, comme tout être vivant dont la définition est de perpétuellement transformer le monde tout en étant transformé par lui. Mais l'auteur ne peut pas du tout prévoir quel genre d'action aura son œuvre.

Je ne suis pas un écrivain de ghetto

L'EXPRESS. — Lorsque vous avez écrit « 325.000 francs », n'aviez-vous donc vraiment pas l'intention de démontrer que ce n'est pas en faisant des heures supplémentaires qu'un ouvrier peut transformer sa condition ?

R. VAILLAND. — Je ne voulais pas démontrer, un roman n'est pas une démonstration. Mais c'est ce que je pense et c'est ce qui me paraît pouvoir être la conclusion à tirer de l'histoire que j'ai racontée. Or, je viens d'apprendre qu'après avoir lu « 325.000 francs », un jeune ouvrier de la matière plastique a décidé, comme mon héros, de travailler jour et nuit pour offrir un snack-bar à sa bien-aimée ; il y a déjà perdu trois doigts.

L'EXPRESS. — Dans vos précédents romans, vous introduisiez à un monde que la littérature ignore généralement, celui des ouvriers, des ouvriers communistes. Allez-vous continuer dans cette voie-là ?

R. VAILLAND. — Je ne vois aucune raison pour me borner à la peinture des ouvriers communistes. Les communistes ne sont pas enfermés dans un ghetto et je ne suis pas un écrivain de ghetto.

Une conception matérialiste de l'histoire des sociétés, y compris les événements contemporains, n'implique pas pour un écrivain qu'il ne s'intéresse qu'aux milieux ouvriers et qu'aux luttes ouvrières.

Sa conception du monde se reflétera dans tout ce qu'il fait, même s'il consacre, par exemple, un livre aux voitures de course ou à la chasse aux girafes.

Elle s'y reflétera d'autant mieux qu'il aura mieux assimilé les termes de sa philosophie de l'histoire. Un écrivain ne devient véritablement écrivain que quand il a surmonté le *jargon* : jargon philosophique ou jargon politique.

L'EXPRESS. — Tout à l'heure vous parliez de l'unité de l'œuvre. On voit très bien comment cela vaut pour un tableau ou une œuvre musicale. Mais lorsqu'il s'agit du roman, on se

UN BAL DE PAYS
Je ne vois

trouve face à un élément qui est plutôt un élément de dispersion que d'unité : le temps. Depuis Proust, n'est-ce pas le problème qui tourmente le plus les auteurs de roman ?

R. VAILLAND. — Vous mettez précisément là l'accent sur la contradiction fondamentale de tout roman et tout particulièrement du roman contemporain. Elle est si importante que beaucoup en arrivent même aujourd'hui à mettre en doute l'avenir du roman.

Il y a une manière classique d'organiser le temps d'un récit, c'est de lui donner la forme d'une action dramatique. Aristote en a donné la définition. La tragédie classique en a été la plus parfaite réalisation. Le schéma de l'action dramatique : exposition, nœud, développement, crise, dénouement, s'applique également à toutes les sortes de récits organisés, par exemple à un bon reportage, ou à un roman policier bien fait. Peter Cheyney le connaissait très bien : le découpage de ses meilleurs *romans noirs* correspond exactement aux cinq articulations de la tragédie classique. Je pense avoir beaucoup appris sur l'action dramatique en faisant jadis du *rewriting* pour des hebdomadaires du dimanche ; on se trouve avec devant soi une pile de documents, de récits, d'informations ; il faut ramasser tout cela en une page de journal, c'est-à-dire en douze pages dactylographiées, interligne 2, et que ça se lise, c'est-à-dire que le lecteur soit entraîné, lié, tenu en suspens, ébranlé, remué, secoué et finalement satisfait par un dénouement qui résolve toutes les questions posées ; on n'y parvient qu'en organisant toutes les phases du récit dans la durée ramassée d'une seule action dramatique.

Le reportage, le cinéma, la forme même de la vie, ont rendu nos contemporains très exigeants quant à l'action dramatique, bien que le plus souvent ils ne savent pas ce qu'ils exigent. Mais là où il n'y a pas d'action dramatique, l'ennui surgit. La peinture aussi, même la peinture abstraite, implique aujourd'hui la recherche d'une action dramatique.

Mais le roman, en tant que roman, exige aussi, exige d'abord des personnages. Un grand roman, c'est d'abord un roman dont on n'oublie plus

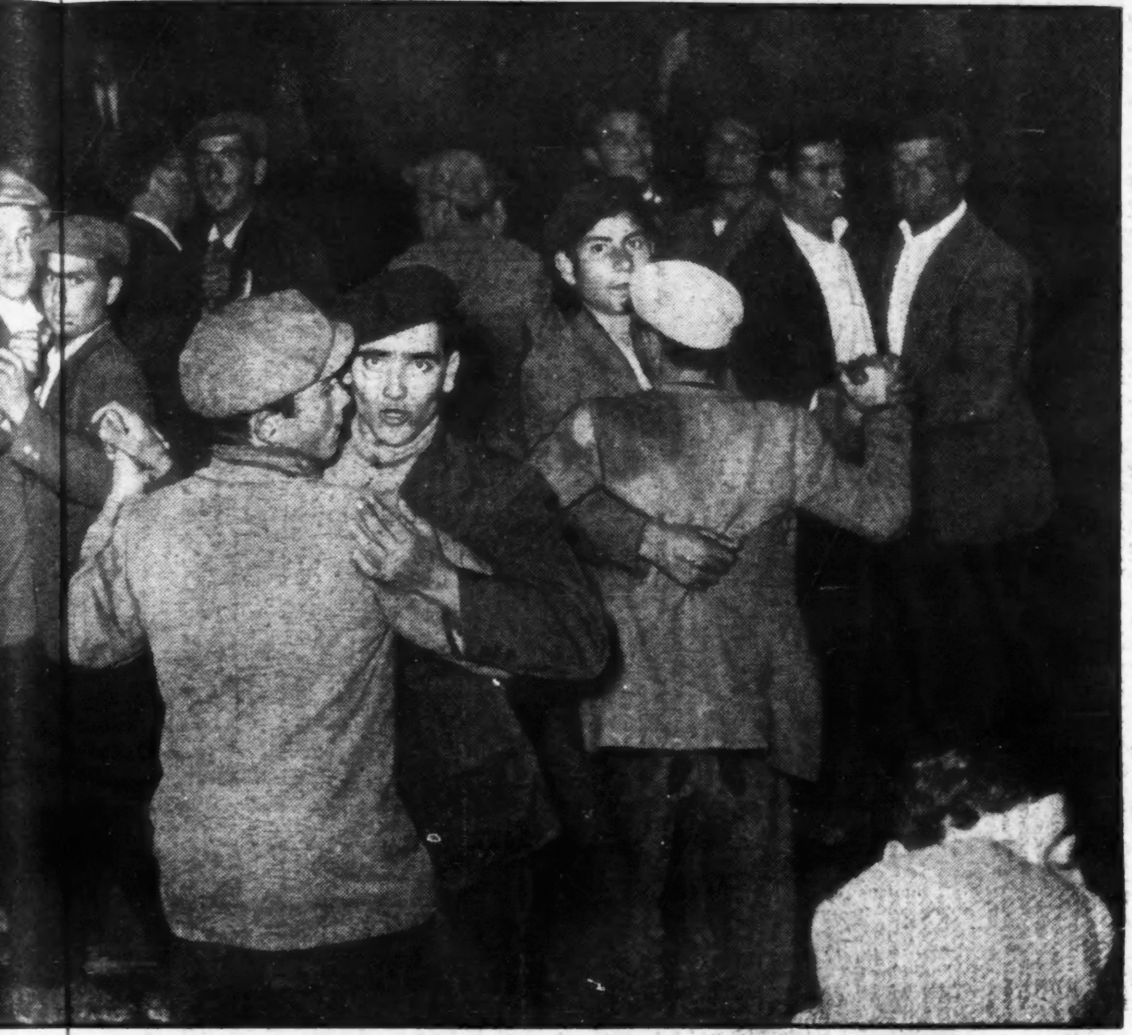
jamais le ou les héros. Une bonne manière de mettre un roman à l'épreuve, c'est d'y repenser six mois après l'avoir lu ; ou bien un ou plusieurs personnages reviennent immédiatement à la mémoire · ils sont autant ou davantage vivants qu'au moment de la lecture ; c'est un roman, un vrai roman. Ou bien aucun personnage, pas de roman.

Un vrai personnage de roman, le lecteur sait ou croit savoir tout de lui, tout ce qu'il a fait et tout ce qu'il va faire, son passé, son présent et son avenir. Vous connaissez mieux Mme Bovary, Anna Karénine ou Rastignac que votre femme, votre fille ou votre frère.

il est en acier, c'est une chiffe. A ce moment-là, même les difficultés de la grammaire donnent des facilités, la concordance des temps par exemple...

L'EXPRESS. — Vous pratiquez souvent le brusque passage, dans la même phrase, du passé simple au présent, à l'imparfait ou au futur...

R. VAILLAND. — J'ai employé systématiquement le présent, d'abord dans les parties d'exposition, au premier acte, quand il faut dire : les choses sont comme cela et pas autrement ; ensuite, dans la description d'un personnage, lorsqu'il s'agit d'exprimer ce qu'il a de constant. Par exemple : « Il a les yeux bleus » (il les a eus, il les aura



...E PAYSANS APRÈS LA RÉCOLTE DES OLIVES DANS UN VILLAGE DE L'ITALIE DU SUD.
...ne vois aucune raison pour me borner à la peinture des ouvriers communistes.

(Mario-Garruba-l'Express.)

La construction fondamentale du roman, c'est de donner cette connaissance totale des personnages dans le temps ramassé, concentré, fait *un* d'une action dramatique.

L'EXPRESS. — N'est-ce pas le problème que Faulkner, surchargeant son action dramatique de constants retours en arrière, voudrait résoudre ?

R. VAILLAND. — Faulkner semble en effet perpétuellement hanté par ce problème de faire entrer la durée propre aux personnages de roman dans le temps de l'action dramatique. Il a parfois trouvé des solutions géniales. Dans « Lumière d'août » par exemple. D'autres, comme Caldwell, cherchent dans un autre sens — ils ramènent tout un roman à une nouvelle — la solution du même problème. Proust l'avait résolu en faisant de son propre temps d'écrivain à la recherche du temps perdu l'essence, la substance, l'unité de son œuvre.

L'EXPRESS. — Aujourd'hui, un écrivain comme Robbe-Grillet le résout aussi en supprimant les personnages ?

R. VAILLAND. — On ne surmonte pas une contradiction en éludant l'un de ses termes.

L'EXPRESS. — Est-ce pour respecter les unités de l'action dramatique que vous avez ramassé celle de « La Loi », en quelques jours?

R. VAILLAND. — Epilogue mis à part, toute l'action de « La Loi » ne dure que soixante heures. Elle se déroule dans le même lieu. J'ai essayé de faire quelque chose qui soit à la fois une tragédie et un vrai roman. Cela pose bien sûr toutes sortes de problèmes. C'est très fascinant que d'essayer de faire entrer le passé d'un personnage dans son présent, autrement que par des « retours en arrière ». Balzac disait qu'à quarante ans un homme est responsable de son visage. Il faut justement essayer de rendre présent tout le passé d'un personnage par un trait du visage, par le poids d'un geste. Il faut essayer d'exprimer la singularité d'un personnage sans faire appel à son histoire, sans faire non plus appel à la psychologie ; c'est une science dépassée ; il faut essayer de rendre le poids d'un personnage, sa matière — matière dans le sens où on dit de quelqu'un : il est dur, il est mou, toute sa vie) ; « il est méchant » (car c'est vraiment dans sa nature d'être méchant) ; mais « il alla vers la jeune fille, il l'aimait, il lui dira qu'il ne l'aime plus »...

L'EXPRESS. — Vous ne semblez pas croire, comme beaucoup aujourd'hui, que le roman soit un genre condamné, ou du moins en décadence ?

R. VAILLAND. — Non, je lui crois le plus grand avenir. Il y a toutes sortes de choses à inventer, à découvrir.

L'EXPRESS. — Qui voyez-vous parmi les jeunes auteurs qui vous intéresse ?

R. VAILLAND. — Je ne lis pas beaucoup les jeunes romanciers.

L'EXPRESS. — Pourquoi ?

R. VAILLAND. — Ils racontent leurs petites histoires personnelles, ça ne suffit pas pour faire un roman, je crois qu'ils sont paresseux.

L'EXPRESS. — Ne croyez-vous pas qu'ils ont affaire à de grands obstacles qui tiennent à l'époque ?

R. VAILLAND. — Il y a toujours toutes sortes d'obstacles qui empêchent un homme de se concentrer. La vie est tellement divertissante. Mais tout métier créateur est difficile, il faut avoir le courage de s'y consacrer. Ecrire est un métier qui prend beaucoup de temps, qui exige la concentration, la solitude, il faut aussi lire d'autres choses, même si ce ne sont pas des romans contemporains. Par ailleurs, on ne trouve de matériaux que si on vit ailleurs que dans sa chambre. Il faudrait donc à la limite ne plus dormir, avoir assez de temps pour d'une part vivre la vie des hommes de son temps, pour d'autre part écrire. Etre écrivain, c'est avoir une vie en partie double, ou si vous voulez deux vies dans une seule.

L'EXPRESS. — Ne vivez-vous pas surtout à la campagne ?

R. VAILLAND. — Seulement quand j'écris.

L'EXPRESS. — Mais quand vous écrivez, est-ce que vous ne vous protégez pas beaucoup?

R. VAILLAND. — Tant que je peux. J'écarte sévèrement tout ce qui peut m'empêcher d'être *en forme*. C'est très important la forme dans laquelle on se trouve dans l'instant où on écrit. Le roman sera très différent selon qu'on aura eu assez de concentration pour l'écrire d'un seul jet, sans être distrait, en restant dans le même endroit, en ne faisant que ça, ou bien si on a été interrompu deux ou trois fois ; ce ne sera plus le même roman, bien qu'on soit parti du même thème. Et ensuite, chaque passage du roman, on peut l'améliorer à la seconde écriture, mais il est plus ou moins bon, et en fin de compte il sera plus ou moins bon définitivement selon la forme dans laquelle on s'est trouvé le jour où on l'a écrit pour la première fois.

L'EXPRESS. — Forme qu'on peut préparer ?

R. VAILLAND. — Un écrivain en train d'écrire, c'est un peu comme un athlète en cours de compétition. La diététique compte beaucoup. J'aime la chaleur de l'alcool et les ballets nocturnes de bar en bar. Mais quand j'écris un roman, je ne bois pas d'alcool. Chaque matin, le problème capital c'est de savoir combien de tasses de café je boirai dans la journée et à quelle heure.

L'EXPRESS. — Mais, en plus du café ou de tout ce qui contribue à votre « forme », n'y a-t-il pas quelque chose qui vous exalte ?

R. VAILLAND. — Le travail lui-même. Si c'est autre chose que le travail, ça joue contre lui.

L'EXPRESS. — Et les gens ?

R. VAILLAND. — Les gens, c'est pour quand le roman est fini.

J'espère être libre envers toutes choses

L'EXPRESS. — Quelle impression éprouvez-vous lorsqu'on dit : « Ah ! Roger Vailland, le libertinage... » ?

R. VAILLAND. — Ah ! oui, c'est comme quand on dit ; « Roger Vailland, écrivain du XVIIIe siècle... » Etiquette pour étiquette, ce qui me ferait plutôt plaisir, c'est « écrivain du XXIe siècle »...

Dans divers textes, j'ai beaucoup joué avec le mot libertinage en le prenant dans son sens originel. Le libertin, c'était l'homme libre qui se refusait aux contraintes de la morale religieuse de son temps, qui refusait d'avoir peur de Dieu, et qui se prouvait à chaque instant sa liberté à l'égard du ciel en commettant ce qu'on appelait le péché. Plus tard, dès le milieu du XVIIIe siècle, le mot s'est dégradé ; on a appelé libertin l'homme qui est libre dans ses mœurs, qui estime qu'on a le droit de faire ce qu'on veut dans le domaine de l'amour.

Si la question se posait encore en ces termes, je revendiquerais d'être libertin aux deux sens du mot. Mais il n'y a plus intérêt à se revendiquer libertin, dans une société où il n'y a plus de mœurs. J'espère être libre envers toutes choses, et aussi envers l'amour. Le mot *libre* suffit aujourd'hui pour exprimer cela.

Vous ne trouvez pas qu'on est aujourd'hui bien pédant quant aux choses de l'amour ? On le fait assez facilement, mais on en parle toujours comme d'un drame ou d'un problème philosophique, ou d'une maladie mentale ?

L'EXPRESS. — Il y a des problèmes qui se posent réellement.

R. VAILLAND. — Il y a toujours des problèmes, en amour, en politique, en géométrie, en poésie ou dans la pratique du ski. C'est la manière dont les Français d'aujourd'hui se posent les problèmes qui est désagréable. On croirait cette nation devenue pédante. C'est un signe de faiblesse. Les esprits vigoureux, comme les automobiles de grosse cylindrée, ont une réserve de puissance ; ils peuvent se permettre de poser avec légèreté les problèmes les plus graves. Chaque fois que j'aperçois dans un texte le mot Esprit, écrit avec une majuscule, je tourne la page. Comme les Français étaient profonds, raisonnables, sages et agréables à vivre quand ils ne prétendaient qu'à l'esprit.

L'EXPRESS. — Oui, mais ne court-on pas alors le danger d'oublier ce qu'est un homme, quels sont ses besoins réels ?

R. VAILLAND. — L'esprit n'est pas facilité. Il exige beaucoup de tenue, de contrôle de soi-même. Comme jadis le libertinage, il implique la domination des passions. Il implique une certaine qualité humaine qui fait qu'on exige de soi-même d'être toujours un sujet agissant et non pas un objet subissant ; c'est la définition cartésienne de la liberté. C'est aussi la définition qu'on pourrait donner de l'homme de qualité. Ce sont les hommes de qualité qui changent le cours de l'histoire, ce ne sont pas les rampants, les baveux, les fielleux, les anxieux, ni les humanistes de profession.

L'EXPRESS. — A quoi reconnaît-on un homme de qualité ?

R. VAILLAND. — On n'est pleinement sûr de la qualité d'un homme que dans le moment de sa mort. C'est toute sa vie qui fait la preuve de sa qualité. Toute sa vie se reflétant et s'achevant et achevant de se vérifier dans l'heure et dans l'instant même de sa mort.

(Copyright « L'Express ».)

UN VOYAGE EN U. R. S. S.

avec Jacques LANZMANN

“C’est comme par chez nous...”

Jacques Lanzmann a passé huit jours en U.R.S.S., à l’occasion d’une croisière en mer Noire. Il avait pour ce pays de l’admiration et de la tendresse.

Ses sentiments n’ont pas varié. Seulement il a confronté l’image qu’il s’en faisait avec la réalité, la propagande dont il a été nourri avec les petits faits qu’il a pu, en un si bref séjour, observer.

Et, sans respect pour les tabous, ni de droite ni de gauche, il a décrit ses impressions de voyage dans « Cuir de Russie » que publie Julliard.

De ce livre original, impertinent et drôle, nous avons publié de larges extraits dans nos précédents numéros. En voici la conclusion.

LE retour se fit sans escales. Bien que le climat fût aussi clément qu’à l’aller, les passagers s’amusaient moins. « Retour » signifiait surtout « Fin de vacances ».

Dans les salons, au bar, dans le vent, à table entre deux repas, les gens griffonnaient, annotaient sur des cahiers d’écoliers. Ceux qui n’avaient pas le trait de plume facile développaient des photographies dans la chambre noire. Chacun s’occupait à organiser les souvenirs de ce voyage encore presque inédit. Il ne fallait pour rien au monde décevoir ses amis : « Nous avons fait un beau voyage, mais nous avons vu des choses terribles. » Cette phrase-lasso venait en tête de presque tous les récits, comme pour capturer sur-le-champ l’intérêt du lecteur. Chacun cuisinait donc selon sa vision et sa conscience, sur ce bateau devenu soudain studieux ; un plein bateau d’explorateurs, de moralisateurs, de souteneurs, de forts en thème. Dans cette classe qui portait son ancre sur le flanc comme un cartable d’écolier, un seul homme ne s’interrogeait point.

Que faisait à bord un paysan de la Côte-d’Or ? Voici qui n’était pas sans m’inquiéter. L’homme était mystérieux, paisible, solitaire. Il portait sur son visage l’air hébété des bergers ; un visage rougeaud, avec une langue de terre glaise et des yeux de laine. Il était sur ce bateau comme une mouette qu’on aurait volée de nuit, une mouette perdue. Nous avions tous des ailes et des becs, mais nous n’étions point de la même espèce ; l’homme le sentait bien et il se tenait à l’écart nuit et jour, sur une petite passerelle ventilée par la fumée de la cheminée. Nuit et jour (je ne sus quand il dormait), il restait là, assis sur un pliant de toile comme un pêcheur de vagues. Un béret enfoncé jusqu’aux oreilles, une flanelle sous son gilet, des pantoufles de concierge sur des chaussettes de laine : l’homme était surprenant.

UN jour, décidé à m’élever un peu, j’arrivai jusqu’à lui sur sa passerelle d’escarbilles, qui était comme un avant-goût de l’enfer.

— Pourquoi restez-vous là, dis-je, c’est plein de fumée ?

— Bah ! là ou ailleurs, ici au moins on est tranquille.

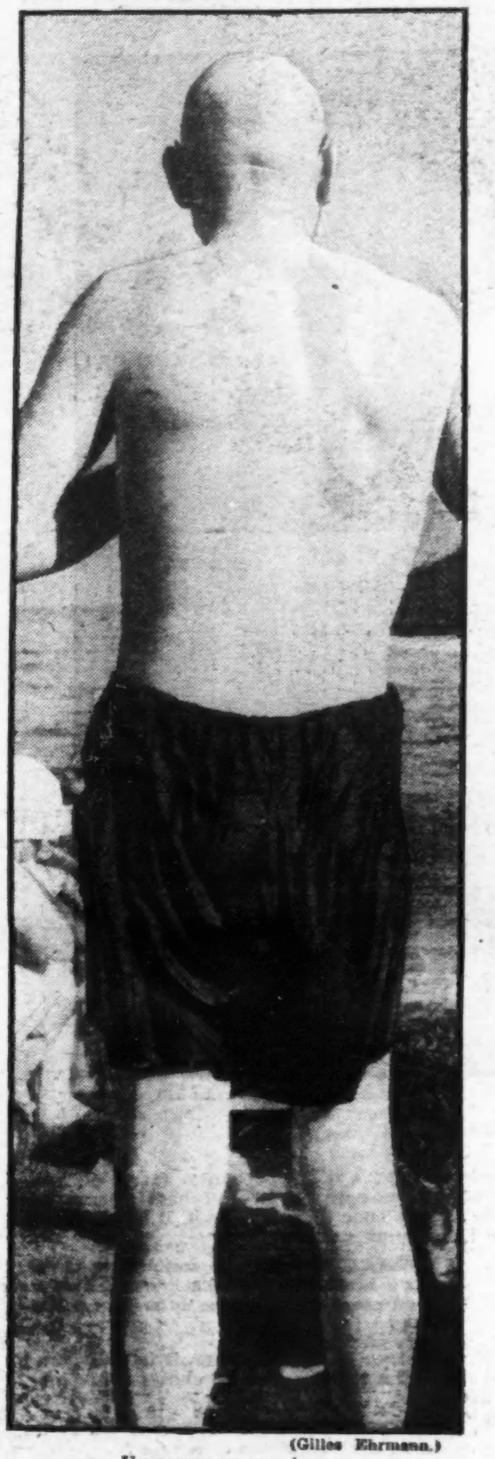
— Je m’excuse, monsieur, mais pourquoi êtes-vous sur ce bateau ? demandai-je ; vous n’avez pas l’air d’aimer voyager.

L’homme cracha, non de mépris, mais de la gorge.

— C’est ce maudit concours ! Il a fallu que je gagne je ne sais quoi pour que je sois là... Parlez d’une affaire ! Moi, j’suis forgeron, fallait répondre dans mon journal à une question sur le fer : « Avec quoi ferre-t-on les bœufs, avec du fer ou avec de l’acier ? » Hein ! parlez-moi d’une affaire ; j’étais plutôt bien placé pour répondre, alors ma fille m’a dit : « Papa, pourquoi tu répondrais pas ? » J’ai répondu ça, puis un peu plus aussi, alors j’ai gagné. J’suis ici depuis trois semaines, j’me morfonds, moi !

— On a tout de même fait un voyage intéressant, dis-je. Vous avez vu l’U.R.S.S. C’est quelque chose, l’U.R.S.S. dans la vie d’un homme !

— L’U.R.S.S. ! Bah ! Ça ne vaut pas par chez moi, allez !



(Gilles Ehrmann.)

UN ESTIVANT SOVIÉTIQUE
« *Je leur dirai que c’est comme partout...* »

— Vous dites ça parce que vous avez trouvé de la misère ?

— Bah ! de la misère, y en a aussi par chez moi.

— Mais on a vu aussi de belles choses, des hôpitaux, des maisons de repos, des parcs, des monuments ! Que pensez-vous de tout ça ?

— Bah ! C’est comme partout, quoi ! Faut vivre, alors faut se soigner.

L’homme était désespérant, non désespéré. Pensant que l’U.R.S.S. était trop difficile pour lui, je demandai :

— Et la Grèce, ça vous a plu ?

— Bah ! c’est pas mal, oui, mais ça vaut pas par chez moi.

— Il n’y a tout de même pas d’Acropole à Dijon, répliquai-je ; l’Acropole, bon sang, c’est merveilleux !

— Bah ! vous savez, hein ! Les vieilles pierres, dans mon village, ça court les rues.

— Mais alors, dis-je, que leur direz-vous à vos amis quand ils vous questionneront sur ce voyage ?

— Bah ! ils me questionneront pas, les voisins ; ils sont trop méfiants ; mais si ça leur arrive, je leur dirai que c’est comme partout : pas trop mal, quoi, comme par chez nous !

— C’est tout ? demandai-je, vous ne leur direz rien d’autre ?

— Bah ! vous en avez de bonnes, vous. J’peux tout de même pas inventer ! Ah ! ça non, alors !

NOUS longeâmes les côtes de France une partie de la nuit pour arriver à Marseille dans la matinée. Les dockers étant en grève, nous débarquâmes dans la semi-clandestinité. Les grues immobiles tenaient les paupières du port fermées. Il faisait lourd et humide, un temps très peu français, une journée coloniale. Des sifflements coupèrent l’air d’un seul coup, coups de sifflets secs, sifflets de flics.

Une centaine de policiers couraient, la matraque levée comme de méchants drapeaux. Un convoi de cars noirs passa devant le hangar de la douane. Massé le long de la route, un peloton de C.R.S., l’œil tombant sur le mousqueton brillant, attendait l’ordre. Un groupe de Nord-Africains déboucha d’un chemin pierreux ; ils levaient la poussière derrière eux.

Le capitaine des C.R.S., qui n’aimait pas plus la poussière des hommes que la poussière d’homme donna l’ordre.

Des Arabes tombèrent sur le ventre en tournant.

Un chien, pris dans la mêlée, mordit le capitaine à la jambe. Un coup de crosse lui défonça le crâne.

En file indienne, les passagers du *Papadopoulos* se hâtaient vers les taxis.

Je revenais de voyage.

— FIN —

(Copyright Ed. Julliard.)

La semaine prochaine. « L’Express » vous emmènera aux Indes avec *Pierre GASCAR*

VOULEZ-VOUS VOYAGER AVEC MOI ?
15 PAYS D’EUROPE AVEC JEAN FOUGÈRE

LE LIVRE DU JOUR
le texte de toutes les chroniques télévisées de MAX-POL FOUCHET
LE FIL DE LA VIE
l’émission dont tout le monde parle
ROBERT LAFFONT

LA SEMAINE

VOICI les événements qui ont fait l'actualité cette semaine et qui vous ont peut-être échappé si vous êtes en vacances.

● 37e dimanche, 45.000 voitures empruntent l'autoroute de l'Ouest. Les cafés manquent d'eau minérale, de soda et de bière. De violents orages ont provoqué des centaines de millions de dégâts en Seine-et-Oise, dans l'Aube, la Nièvre et l'Eure.

● Les légumes sont taxés aux Halles de Paris : les tomates de Cavaillon qui cotaient 250 fr. le 1er juillet se sont vendues 100 fr. le 9. Les légumes mis en vente à Paris depuis la taxation sont moins abondants et de moins bonne qualité.

● Les employés de banque décident une grève illimitée. Ils réclament la fixation à 35.000 fr. (au lieu de 25.000) du salaire minimum mensuel, la semaine de quarante heures et une prime d'attente de 5.000 fr. Les cadres C.G.C. et C.F.T.C. ne participant pas au mouvement, la Fédération professionnelle des banques peut maintenir les guichets ouverts.

● Hausses en vue : 15 % pour les taxis, 12 % pour les blanchisseries, 5 % pour le tabac.

● Une bombe A, quatre fois plus puissante que celle de Nagasaki, est expérimentée dans le désert du Nevada : la terre a tremblé en Californie à 500 km de là.

● Malaise à la Comédie-Française : la part des sociétaires à douze douzièmes n'atteint que 780.000 francs au lieu des 1.200.000 prévus. Disent les sociétaires : « Nous sommes deux fois moins payés que nos camarades du T.N.P. »

● Le Dr Jean Kearney a soutenu à la faculté de Médecine de Paris une thèse sur les accidents d'automobile. Dans 24 % des cas, l'accident est dû à une déficience physique des conducteurs auxquels il conseille de toujours porter un chapeau pour se protéger des chocs.

● Les Etats-Unis demandent l'extradition de deux anciens agents secrets U.S. installés depuis 1955 à Paris et qui sont accusés de travailler pour les services russes.

● Alex Ancel, chroniqueur judiciaire du *Parisien libéré*, a été mortellement blessé dans un accident d'automobile près de Lieusaint.

● André Chevrillon vient de mourir à l'âge de 93 ans. Il avait été élu à l'Académie Française en 1921. Trois fauteuils sont donc désormais libres sous la Coupole.

● La deuxième Chambre civile, présidée par M. Camboulives, a, dans une affaire de divorce, rendu une sentence qui fera date : « L'interdiction absolue et sans discrimination faite par le conjoint à sa femme de lire des romans, de s'adonner aux plaisirs de la danse, et de fréquenter les cinémas, apparaît dans l'état présent de nos mœurs d'une rigueur excessive qu'aucun précepte de morale ne saurait justifier. » Le mari qui avait voulu imposer ses conceptions morales à sa femme a été condamné à payer les frais du divorce.

AU VÉL' D'HIV', LE 16 JUILLET 1942
Cent reviendront

CE JOUR-LA...

Les portes de l'enfer

Dans le cadre de cette rubrique, L'Express *a déjà raconté l'histoire de deux journées : le 18 juin 1940, et le 5 juillet 1830. Serge Groussard, l'auteur de « Une femme sans passé » a choisi de rappeler ici ce que fut un 16 juillet.*

JEUDI 16 juillet 1942... Une chaleur lourde règne sur Paris. Les semelles de bois traînent sur l'asphalte brûlant, les pneus de vélos éclatent.

Le 14 juillet n'a fait l'objet d'aucune réjouissance « en raison du deuil de la Patrie », mais les Parisiens ont profité de ce jour férié pour envahir les piscines.

Le soir, les salles de spectacles sont bondées. Pour voir les grands succès de l'année, « N'écoutez pas, Mesdames », ou « Sylvie et le Fantôme », il faut louer sa place. On fait queue devant le Colisée où passe « La Nuit Fantastique »... et on se hâte pour rentrer avant le couvre-feu.

Les troupes allemandes ont pris Sébastopol le 1er juillet et avancent victorieusement dans le bassin du Donetz. Les travailleurs qui achètent « Le Petit Parisien » en prenant le métro pour se rendre, le 16 juillet, à leur travail, apprennent que « les armées de Timochenko sont en déroute », que celles de Rommel menacent Alexandrie et qu'aux concours du Conservatoire, quatre élèves se sont distingués : Maria Casarès, Jean Desailly, Claude Nollier, Jacques Dacqmine. « Le Matin » demande à tous les jeunes d'être volontaires pour la moisson. L'Angleterre envoie un ultimatum à Farouk, exigeant l'entrée en guerre de l'Egypte contre l'Axe. Le roi d'Egypte refuse et menace de déclarer la guerre à l'Angleterre. Cinq volontaires français de la Légion Tricolore reçoivent la croix de fer sur le Front de l'Est...

La Veuve joyeuse

16 juillet 1942. Le théâtre Mogador affiche bravement « La Veuve Joyeuse ». Il y a un million et demi de prisonniers qui, dans leurs oflags et leurs stalags, éprouvent ce que recèle d'inexprimable la halte au sens absolu.

Sur les murs du métro, une nouvelle affiche surgit. Les autorités d'occupation informent la population de ce qui attend désormais les auteurs d'attentats, les saboteurs, etc.

1. Tous les proches parents masculins en ligne ascendante ainsi que les beaux-frères et cousins à partir de 18 ans seront fusillés.

2. Toutes les femmes du même degré de parenté seront condamnées aux travaux forcés.

3. Tous les enfants jusqu'à 17 ans révolus des hommes et des femmes touchés par ces mesures, seront remis à une maison d'éducation surveillée.

Mais ce sont des regards distraits qui parcourent ces avis. Pour les neuf dixièmes de la population, la résistance n'est encore qu'un état d'esprit. On écoute Londres. On fait circuler les bons mots. Il n'y a que des embryons de maquis. La relève a encore ses crédules. Les bars commencent à accueillir les « zazous » qui chantent : « Elle était swing, swing, swing, oh ! terriblement swing... »

Il règne en bref, à Paris, un semblant de tranquillité. On vivote. Sans joies et sans terreur. On ne craint pas les aurores. C'est une longue attente, attristée, supportable. Un purgatoire à l'échelle humaine.

Et à l'écart, il y a les Juifs.

Dans le wagon de queue

16 juillet 1942... Ils cousent sur leurs vestes les premières étoiles jaunes, dont le port est obligatoire depuis le 7 juin. De proche en proche, les ordonnances de l'occupant allemand les rejettent de l'existence commune. Oh ! les Français aryens ne leur sont pas hostiles, loin de là ; mais c'est le temps de l'impuissance. Certains manifestent timidement, en ne prenant plus, eux aussi, dans le métro, que le wagon de queue, le seul où les Juifs aient le droit de voyager.

Le S.S. Obersturmführer Heinz Röthke, directeur du IV-J, nom de la section anti-juive du secteur français de la Gestapo, se garde bien d'aiguiser l'indignation des Français dits aryens par de spectaculaires martyres en masse.

Le mot d'ordre est à la discrétion. Exactement comme une corde qui met longtemps à se serrer.

Le mercredi 10 juillet, P.-A. Cousteau écrit dans « Je suis partout » :

« *Les Juifs ont voulu cette guerre. Qu'a-t-on fait pour les châtier ? A-t-on fusillé Mandel, Blum et Zay ? A-t-on réduit, comme nous le demandions, tous les Juifs sans exception à la condition de prisonniers de guerre ? Leur a-t-on interdit les piscines, les stades, les cafés, les promenades où ils se prélassent, l'étoile en bataille, avec l'allure de conquérants ? Les condamne-t-on à mort lorsqu'ils souillent la race avec des femmes françaises ? Non, n'est-ce pas. Les Juifs de la zone occupée ont sur la poitrine un morceau d'étoffe jaune qui leur permet de jouer sans dommage aux martyrs.* »

LA VIE CONTINUE
« A-t-on fusillé Jean Zay ? »

Alors, on serre un peu plus la corde. Le 15 juillet, nouvel avis : il est désormais interdit aux Juifs de fréquenter les restaurants. Et les cafés. Et les théâtres. Et les cinémas, les concerts, les music-halls. Et les piscines, et les musées, et les bibliothèques, et les expositions. Et les monuments historiques et les stades comme participants ou spectateurs et les champs de course et les lieux de camping et les parcs...

Le 15 au soir, les journaux publient une nouvelle liste d'emplois défendus. Et le 16, presque toutes les cabines téléphoniques portent la pancarte : Interdit aux Juifs.

Ils ont encore le droit d'acheter dans les magasins. C'est seulement le 18 qu'ils ne pourront plus s'y présenter que de 15 à 16 heures.

C'est la porte de l'enfer. Ce n'est pas encore l'enfer.

Malgré les premiers ratissages, parmi lesquels ceux de mai 1941 et de l'hiver 1941-1942 dans le 11e arrondissement ; malgré les disparitions isolées, les optimistes donnent le ton parce que l'espoir et l'ardeur sont le fonds le plus vrai de l'âme d'Israël.

Je me rappelle notre dernière visite à un ancien pharmacien de Kiev devenu, vers les années 1930, premier vendeur dans un grand magasin de confection. Pendant que sa femme prépare le thé, nous échangeons des nouvelles sur nos relations communes. Quelque chose paraît fêlé et comme racorni dans leurs deux visages. Ils peuvent avoir, voyons, la quarantaine.

Au saut du lit

— Vos économies risquent de fondre bientôt. Qu'allez-vous devenir ?

Il hausse les épaules. Depuis tantôt un an, son magasin a été obligé de le renvoyer à cause de l'ordonnance qui interdit aux Juifs d'occuper un emploi où ils seraient en contact direct avec le public. Je lance brusquement :

— Enfin, pourquoi ne passez-vous pas en zone libre ?

— *Nos deux familles réunies comptent une vingtaine de personnes. C'est-à-dire dix-huit condamnés si nous fuyons*, répond d'une voix sourde mon hôtesse.

Elle verse avec parcimonie quelques feuilles au fond d'une théière de porcelaine assez vieille dans sa blancheur terne pour avoir connu l'Ukraine et les interminables soirées paisibles.

Le moment d'écouter les Français de Londres approchait. Je dis machinalement :

— On met la radio ?

— *Vous savez bien qu'ils ont emporté notre poste. On est venu nous le prendre le jour même où a paru l'ordonnance interdisant aux Juifs d'en avoir.*

Ils furent cueillis tous les deux au saut du lit. Ils ont tout laissé bien en ordre. Nous le savons parce que nous sommes retournés chez eux quelques jours plus tard. Dans leur cave, nous avons même la surprise de dénicher, sous une bâche noire, une bicyclette, celle de leur fils, un garçon qui devait se battre en Italie dans la brigade →

juive et qui, à l'époque, se trouvait en zone libre. Nous nous sommes souvent demandé ce qui les avait poussés à enfreindre l'ordonnance qui défendait aux Juifs de posséder une bicyclette. Peut-être ont-ils agi ainsi parce que leur fils tenait beaucoup à la sienne.

C'était le 16 juillet 1942...

Un rapport

Il existe, sur la journée du 16 juillet et sur la suivante, un rapport adressé par Röthke à la direction centrale de la Gestapo sous la mention : IV-J 225 *a Rö/Ge. — Objet : Déportation de Juifs apatrides.*

Apatrides ? On comptait parmi les malheureux ainsi définis des immigrants de Russie, de Pologne, des réfugiés d'Europe Centrale, des Nord-Africains. Mais il y avait aussi une seconde sorte d'apatrides, de nombre élevé : les masses de gens auxquels l'Etat français avait retiré la nationalité française de par l'unique raison qu'ils avaient du sang juif. Les bureaucrates qui mirent au point ce *texte à l'Hôtel du Parc de Vichy sont* en bonne santé.

Le rapport de Röthke débute par les précisions que voici :

Les rafles des Juifs apatrides des 16 *et* 17 *juillet* 1942 *ont donné les résultats définitifs suivants :*

Hommes	3.031
Femmes	5.802
Enfants	4.051
Total	12.884

Pour expliquer la différence entre le nombre d'hommes et de femmes arrêtés, le chef du IV-J écrit : *Lors des rafles antérieures, ce sont surtout les hommes qui ont été pris.*

L'ordre de procéder à ces rafles d'apatrides vient directement de Himmler, qui juge sans doute que l'opinion française s'émouvra moins pour des « étrangers ». D'autre part, les Juifs qui ont jusqu'ici réussi à conserver leur nationalité française auront une fausse et provisoire impression de sécurité.

Mais Röthke va au-delà des instructions de l'entourage de Himmler ; probablement veut-il rassurer ses supérieurs sur son efficacité, quitte à réparer une partie des abus du moment qui seront demain la règle, en libérant au bout de quelques jours les captifs « dits français » selon son expression.

Aucune des 13.000 arrestations n'est faite par l'occupant. La police française se charge de tout. Ecrire cela glace le cœur. Telle est pourtant la vérité. On a le devoir d'ajouter que le rapport 225 *a* de Röthke souligne le manque d'enthousiasme d'une grande partie des inspecteurs et des officiers de paix chargés de la besogne. Sauf de rarissimes exceptions, ils n'en exécutent pas moins les ordres.

Si l'un d'eux vient à lire ces lignes, il remontrera que s'il s'était levé contre la main d'acier il aurait été puni sans profit pour personne, et qu'en outre il est malséant, après tant d'années, de risquer de nuire à ceux qui ne furent jamais, en fin de compte, que les servants, les sous-ordre. Qu'il se rassure. Il y a beau temps qu'on a passé l'éponge. L'oubli a soulagé les lassitudes.

D'ailleurs, la plupart de ceux qui auront jeté un regard sur le début de ces lignes se seront dit : « Encore ces histoires juives ! » Et leurs yeux glisseront.

Ce bon vieux Vél' d'Hiv'

Les Juifs arrêtés les 16 et 17 juillet sont d'abord divisés en deux groupes.

Les hommes et les femmes âgés de plus de 16 ans et qui n'ont pas d'enfants, sont expédiés en autobus sur Drancy.

Les familles avec enfants sont, elles, dirigées sur le Vélodrome d'Hiver. Ce bon vieux Vél' d'Hiv' ! 7.000 Juifs dont, rappelons-le, 4.051 enfants exactement, envahissent le terre-plein en rectangle, et grouillent dans la grande cuvette qui n'est composée que de tribunes étagées, avec pour tout mobilier des bancs, des chaises, quelques fauteuils. Pas de couvertures, par de paille, rien. Ils sont amoncelés là-dedans, sous la verrière, avec les ballots qu'ils avaient parfois eu le temps d'emporter. Ils resteront, selon le hasard, de cinq à sept jours.

Il n'y a pas d'eau. Les pompiers ont l'autorisation, après le premier matin, de brancher un tuyau d'incendie sur une bouche à eau, dans la rue de Grenelle. Les gendarmes ont l'ordre de pourchasser les enfants qui cherchent à fuir l'étouffement des gradins en se réfugiant sur le terre-plein. Il y a une dizaine de w.-c. : ils sont vite bouchés. De temps en temps, l'on en remet quelques-uns en état, mais ils débordent, et les flaques se répandent dans chaque étage.

Aucun ravitaillement au cours des deux premiers jours. Les trois médecins — deux Juifs et un volontaire de la Croix-Rouge — assistés de plusieurs infirmières, n'ont rien pour soigner les malades qui pullulent d'emblée, d'autant plus que les Juifs ont été arrêtés quel que fût leur état de santé.

(L'Equipe.)

JACQUES ANQUETIL
Un nouveau mythe

Des équipes spéciales sont constituées pour isoler le plus possible les contagieux et transporter rapidement les morts jusqu'aux postes de garde en armes. La Croix-Rouge ne réussit que le troisième jour à faire entrer au Vél' d'Hiv' des médicaments et des vivres.

La volière

Röthke n'a dépêché dans « la volière », pour employer ses termes, que quelques Allemands. Ceux-ci se reposent entièrement sur les gendarmes et les gardes mobiles que les autorités françaises ont chargés de maintenir tout ce monde bien bouclé.

A partir du 21 juillet, on vide le Vél' d'Hiv'. Les hommes sont transférés à Drancy, cependant qu'on répartit les femmes et les enfants dans les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande.

Plusieurs rafles faites à partir du 18 juillet dans différentes villes de l'Ouest et du Nord de la France avaient déjà bondé les baraquements de ces deux centres, dont chacun contenait déjà de 4 à 5.000 internés. Aucun médecin, ni à Pithiviers ni à Beaune. Nourriture quotidienne : 180 à 200 grammes de pain ; café noir le matin ; quelques haricots dans de l'eau trouble deux fois par jour. Cela pour tous, y compris les bébés, les adolescents, les femmes enceintes. Geôliers : gendarmes et gardes mobiles. Les Allemands restent invisibles.

A la fin de juillet, en quelques journées, les femmes et les enfants âgés de treize à seize ans sont rassemblés par groupes de mille dans les cours centrales de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande et gagnent de là les gares proches où les attendent des wagons à bestiaux qu'on plombe après avoir distribué aux captifs du pain sec et de l'eau.

Soudain la hâte règne. Röthke a en effet, après beaucoup d'efforts, pu obtenir de la direction de nos chemins de fer qu'elle mette à sa disposition, pour un temps très limité, un lot de trains dont il entend profiter. Les gendarmes, qui ont la tâche de séparer les familles entassées jusqu'alors tant bien que mal dans les mêmes baraquements, puis qui doivent pousser de force les internés dans les camions, puis qui, le point de destination atteint, ont mission de contraindre les adolescents et les femmes à remplir les wagons à bestiaux, puis qui ferment et cadenassent les portières des wagons d'où partent, raconteront les témoins, « des plaintes lentes, ininterrompues » — ces serviteurs de l'ordre, disions-nous, connaissent des heures qu'ils qualifieront avec ensemble de pénibles.

Ils deviennent des numéros

Ainsi ne reste-t-il désormais, à Pithiviers et à Beaune, que des enfants de un à treize ans. Plus de 6.000 enfants qui demeurent seuls. On leur donne des numéros afin de remplacer leurs noms que les gardiens français « qui faisaient tous des heures supplémentaires étant donné leur faible nombre » jugent trop compliqués et trop semblables.

Parmi les six mille femmes et les quelques milliers d'enfants de treize à seize ans qui s'en étaient allés à la fin de juillet de Pithiviers et de Beaune, aucun ni aucune ne revint. Longtemps après, la S.N.C.F. récupéra ses wagons à bestiaux, vides.

Et Drancy ?

Dans ce camp déjà fort peuplé, on a donc déversé, dès le 17 juillet, à peu près six mille hommes et femmes sans enfants. Puis y arrivent les hommes d'abord mis au Vél' d'Hiv' avec leurs familles. Drancy n'est pas prêt à recevoir un tel afflux, et dans les chambrées déjà surpeuplées, c'est un effroyable embouteillage, sous le soleil de feu.

A peine les internés ont-ils commencé à ordonner leur étouffement que, dans la deuxième quinzaine d'août, un flot d'autobus surveillés par des agents en armes qui se tiennent sur les plates-formes, amène au camp quatre mille enfants. Ce sont des rescapés de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, où près de deux milliers de leurs petits camarades les ont précédés dans la mort. Des pères, des frères aînés ont la surprise éprouvante de retrouver les leurs, devenus de petites loques squelettiques. La soupe aux choux règne alors à Drancy avec la dysenterie, que les enfants subissent sur les matelas qu'ils partagent à trois et qu'ils ne peuvent plus guère quitter, la plupart du temps, pour la courte promenade quotidienne.

Les enfants meurent ensemble

A la fin d'août, les enfants sont réveillés à cinq heures du matin, rassemblés dans la cour et hissés de force dans les autobus, en deux groupes de deux mille, parmi les pleurs et les cris.

Ils ont dû subsister quelques jours encore, dans les wagons plombés où, sur les instructions de Röthke, on les a classés à peu près par âge, de telle façon que les enfants de deux à quatre ans, ceux de quatre à six, ceux de six à huit, etc., puissent mourir ensemble de faim et de froid. Il y a encore, malgré tout, quelques vivants dans certains des trains qui arrivent en septembre à Maidenek et à Treblinka. Ces coriaces furent dirigés immédiatement vers les chambres à gaz.

Il restait encore à Drancy quelques centaines de Juifs appartenant au lot détaillé dans le rapport 225*a*. Ils furent dirigés en fin septembre et au début d'octobre sur Auschwitz ou d'autres lieux de moindre encombrement provisoire. Là finit à jamais leur martyre.

C'est à environ dix-sept mille que s'élève le total des Juifs dits apatrides arrêtés du 16 au 24 juillet 1942 au cours de l'efficace série d'opérations conduite par le SS Obersturmführer Röthke.

Un millier de ces Juifs ayant été libérés dans les premiers jours, soit qu'ils pussent justifier de la nationalité française, soit qu'ils eussent profité de fortes protections, seize mille hommes, femmes et enfants restèrent donc arrêtés. Là-dessus, moins d'une centaine ont survécu par miracle.

Les récits de ces lentes agonies sont monotones, comme toutes les horreurs. Cela n'a même pas l'air vrai, à distance. Et ce n'est pas parce que six millions de Juifs furent exterminés pendant la dernière guerre mondiale, que nous perdrions la force de croire à la vieille chanson belle du repentir et de l'espoir.

Serge GROUSSARD.

TOUR

● ***Les vedettes ne sont plus là. Le public en fait d'autres.***

Ils n'ont plus besoin de Bobet

LE Tour de France a perdu ses anciennes vedettes, et il est en passe d'en forger de nouvelles. Le public renonce malaisément à ses héros. Il les croit, confusément, immortels. Or le Tour est parti cette année non seulement sans Coppi (blessé et vieilli), ni Ockers (tué sur la piste), mais sans Louison Bobet, sans Robic, sans Géminiani. Il a donc démarré avec un handicap sentimental. En très peu de jours, et avec l'aide du soleil, il a reconquis son prestige.

Parti sans ses anciennes vedettes, le Tour s'est aussi rapidement débarrassé de ses favoris. Le petit Luxembourgeois Charlie Gaul n'a pas résisté à l'atroce chaleur des premiers jours de course. On a avancé sans le prouver que sa défaillance était due à l'absorption d'un produit toxique. Quelques jours plus tard, l'Espagnol Federico Bahamontès abandonnait à son tour après avoir accusé son directeur technique de lui avoir fait au bras une piqûre intraveineuse. Une enquête a été ouverte. Mais on n'a jamais vu aboutir ce genre d'enquête.

Un « doping » mal digéré a peut-être précipité l'abandon des deux grands favoris du Tour 1957. Mais la cause essentielle de ces abandons est ailleurs. Jamais, depuis son époque héroïque, le Tour de France ne s'est disputé dans des conditions aussi féroces.

La chaleur accablante qui liquéfiait le goudron des routes et paralysait les membres et les volontés n'a pas ralenti la course, de son point de départ (Nantes) à l'approche des Alpes. Des coureurs comme Gaul et Bahamontès, qui sont essentiellement des grim-

5 Français sur 7 ne partent pas en vacances

LA traditionnelle photographie de la place de l'Opéra déserte, le 15 août, la ruée sur les rayons « maillots de bain » des grands magasins, en juillet, les boulangeries fermées, les rideaux de fer des teintureries baissés, l'encombrement autour des gares, et surtout la place que prennent, de janvier à décembre, les vacances dans les conversations (« Où vas-tu ? — Où as-tu été ? ») donnent l'impression que tous les Français participent aux grandes migrations estivales, qu'ils vont tous à Saint-Tropez ou aux Baléares.

Les chiffres sont moins optimistes : plus de 30 millions de Français, si l'on en croit les statistiques, restent chez eux pendant les vacances.

Que font les 12 millions qui partent ? Qui sont-ils ?

Voici ce que révèlent les derniers sondages :

● Partent : 13 % des rentiers, 44 % des ouvriers, 32 % des manœuvres, 42 % des fonctionnaires, 55% des artisans et industriels, 52 % des commerçants, 73 % des Français exerçant une profession libérale et 86 % des cadres techniques et intellectuels.

● 60 % des partants empruntent le train, 26 % utilisent leur voiture ou celle d'un ami, 6 % préfèrent le car, 8 % s'en vont à scooter, à bicyclette ou à pied.

● Les techniciens estiment que, cette année, les 12 millions de partants passeront 225 millions de nuits hors de chez eux : la durée moyenne des vacances sera donc de 18 jours 1/3.

● M. Tout le Monde ne passera pas de longues heures sur la route ou dans le train : il ira (en moyenne encore) à 250 kilomètres de sa résidence habituelle.

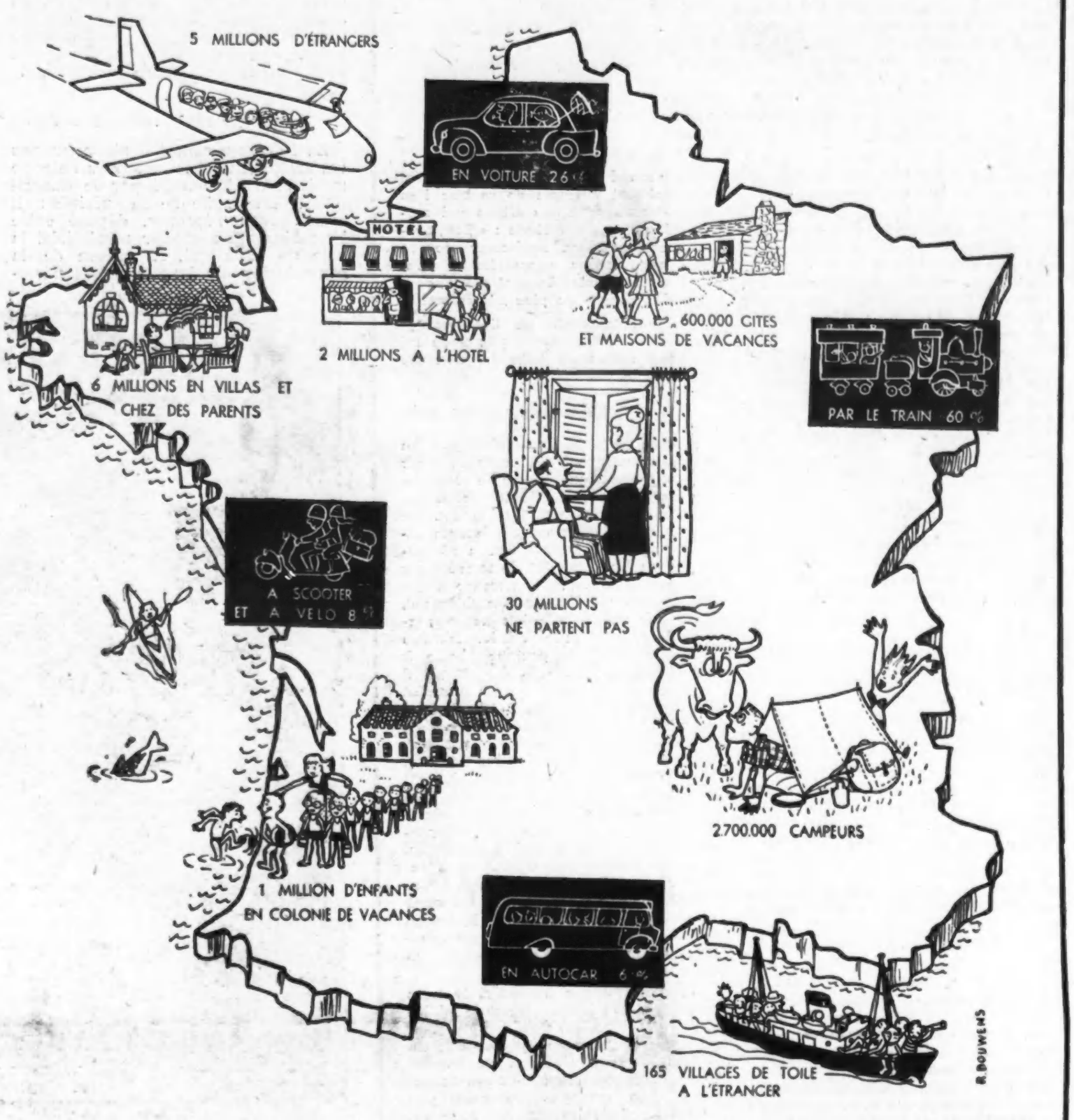
● 2.700.000 « vacanciers » (contre un million il y a deux ans) camperont seuls ou iront dans l'un des 165 villages de toile installés sur les rives de la Méditerranée entre Cadix et Athènes. 600.000 découvriront les gîtes ruraux et les maisons de vacances. 2.000.000 iront à l'hôtel, près de 6.000.000 se reposeront dans leur famille ou loueront une villa, les autres allant à l'étranger.

● 43 % des estivants iront à la campagne, 22 % à la mer et 16 % à la montagne.

● 250 partants reviendront ruinés à vie à cause des bêtises de leurs enfants : incendies, accidents, etc.

● Cinq millions de touristes étrangers passeront en moyenne une semaine en France où ils dépenseront, en devises, près de 100 milliards de francs. Mais les Français se rendant à l'étranger (Italie en tête) en dépenseront les 3/4.

● A leur retour, les estivants pourront dresser le bilan de ce qui va bien et de ce qui va mal en France pendant les vacances. Ils pourront s'estimer brimés ou comblés.



● BRIMÉS, parce que le prix de l'essence — super : 96 fr. 40 — bat, en France, tous les records (le litre d'essence coûte 42 fr. 03 en Autriche, 42 fr. 62 en Suisse et 43 fr. 75 en Hollande).

● COMBLÉS, parce que le Français, avec trois semaines de congés payés, a autant de vacances que le Nordique, mais plus que le Russe, l'Allemand, l'Argentin, l'Australien, le Polonais, le Hongrois ou le Hollandais (12 jours), beaucoup plus que l'Anglais ou l'Américain (6 ou 12 jours), le Luxembourgeois (8 jours), le Belge et le Suisse (6 jours) ou le Portugais (4 jours).

● BRIMÉS, parce que la nourriture des wagons-restaurants est exécrable et chère (1.272 francs sur le « Mistral »).

● COMBLÉS, parce que les trains sont rapides et arrivent à l'heure.

● BRIMÉS, parce qu'il est impossible de trouver une chambre d'hôtel au mois d'août.

● COMBLÉS, parce que les routes sont parmi les meilleures du monde.

● BRIMÉS, parce que les hôteliers exigent trop souvent que l'on prenne pension et qu'ils se soucient trop peu de la propreté.

● COMBLÉS, parce que les estivants français peuvent, sans franchir une frontière, aller à la mer ou à la montagne, trouver presque à coup sûr du soleil, une nourriture excellente et des rivières poissonneuses.

● BRIMÉS, parce que tout est fermé le dimanche et qu'il est impossible de trouver, en août, un chef de service dans un hôpital.

● COMBLÉS, enfin, parce qu'ils peuvent, pendant les vacances, croiser sur les plages françaises les plus jolies filles du monde... qui sont parfois des étrangères.

---

peurs et qui s'efforçaient d'atteindre la montagne en ménageant leurs forces, ont été abattus par les offensives incessantes d'adversaires décidés, eux, à livrer la bataille dans la plaine brûlante.

Voilà pourquoi, pour la première fois peut-être de son histoire, le Tour de France semble s'être joué avant d'atteindre les grands cols.

Les principaux bénéficiaires de ces opérations de feu roulant sont les coureurs de l'équipe de France, et surtout Jacques Anquetil. On ne croyait guère, avant le départ, aux chances des hommes sélectionnés hâtivement par Marcel Bidot. Ils ont pourtant fait merveille par leur solidarité, leur brio, leur efficacité et leurs qualités complémentaires.

Une équipe de coureurs dans le Tour n'est pas faite que de vedettes. Ceux dont on parle le plus, ceux qui occupent un bon rang au classement général, ne sont pas toujours les plus utiles. L'équipe de France du Tour 57 ne vaut pas que par ses généraux, Anquetil, Forestier, Privat. Elle vaut aussi par ses soldats : Bouvet, Stablinski, Bergaud.

Un pur-sang

Les prix remportés durant la course par les coureurs d'une même équipe sont d'ailleurs répartis à la fin *en parts égales entre tous*. On pense que l'équipe de France, si elle continue à se tailler la part du lion, s'attribuera environ 15 millions de francs de prix qui seront partagés entre ses dix coureurs.

Jacques Anquetil, cependant, s'il remporte le Tour, ne touchera rien ! C'est qu'il est d'usage, pour le vainqueur, de laisser tous les bénéfices à ceux qui l'ont aidé à triompher. Pour lui, une victoire dans le Tour de France représente une véritable fortune qu'il amassera peu à peu tout au long de sa carrière.

Ce Jacques Anquetil, Normand, 23 ans, blond, élégant, est un coureur cycliste plus racé que Bobet, aussi doué que Coppi. Il ne s'était guère, jusqu'alors, distingué que sur piste (il fut recordman de l'heure) et l'on ignorait si ce pur-sang pourrait s'adapter aux dures nécessités de la route et, en particulier, à la montagne.

Or, Anquetil qui court le Tour pour la première fois, a fait preuve dans le premier tiers du parcours d'une écrasante supériorité sur tous ses rivaux. S'il passe les Pyrénées aussi bien que les Alpes, il justifiera ce mot d'un journaliste qui, ayant entendu le nom d'Anquetil voler sur toutes les bouches de milliers de spectateurs du Tour, conclut : « *Ils n'ont plus besoin de Bobet.* »

MÉDECINE

● ***Les députés veulent nommer les médecins des hôpitaux. Les « patrons » se fâchent.***

La fin d'une épreuve

DE rebondissement en rebondissement, l' « affaire » des médecins des hôpitaux semble avoir atteint son point crucial : si le Parlement adopte définitivement la loi prévoyant le recrutement « direct » de 18 « patrons », les médecins des hôpitaux ont décidé à l'unanimité moins trois voix de donner leur démission. Ce geste pourrait ne pas être symbolique. Il pourrait, aussi, en augmentant la tension qui règne dans les milieux médicaux, précipiter le dénouement de l' « affaire » dont le point de départ a été le concours de 1949.

Quinze ans d'études

Cent cinquante-deux médecins sont inscrits au Syndicat des médecins des hôpitaux de Paris. Pour obtenir ce titre envié, qui permet de diriger un service dans un hôpital de l'Assistance publique et d'y dispenser son enseignement, il faut avoir passé une série de concours d'une difficulté croissante, et avoir été successivement externe, interne, chef de clinique et assistant, ce qui implique pratiquement quinze années d'études.

Selon le règlement, c'est un concours technique qui permet de devenir médecin des hôpitaux, les meilleurs candidats devant triompher. En fait, chaque « patron » poussant assez normalement ses poulains, la « cote d'amour » intervient autant que la compétence dont le candidat fait preuve le jour du concours.

Si un candidat ne dispose, dans le jury, de l'appui d'aucun de ses patrons ou d'aucun patron de même tendance que ses maîtres, il a donc moins de chance, sinon aucune chance, de triompher. Et inversement.

→

Dans les coulisses du bac

Les résultats du bachot ont fait couler beaucoup de larmes. Mais pas seulement parmi les élèves. Plusieurs professeurs de philosophie ont manifesté leur mécontentement à la suite des épreuves de la seconde partie qu'ils viennent de faire passer.

Quelques-uns d'entre eux, qui enseignent dans des Académies de province, nous conduisent ici dans les coulisses du bachot de philosophie.

SUR les trois sujets de philosophie donnés cette année, deux ont déçu tout le monde, sauf quelques mauvais candidats. Nous voulons parler du premier et du troisième. Le premier était rédigé en ces termes :

« Comment vous représentez-vous le bonheur ? Quelle place, selon vous, faut-il faire dans sa vie à la recherche du bonheur ? »

Nous sommes tous d'accord pour admettre que cette question méritait parfaitement d'être posée. Mais la lecture des copies nous a convaincus qu'elle n'aurait pas dû l'être sous cette forme (1). Qu'est-il arrivé en effet ? Les bons élèves n'ont guère trouvé l'occasion d'utiliser leurs connaissances. Les ignorants ont bondi sur l'occasion et nous ont raconté, avec une naïveté déconcertante, leurs projets d'avenir. Les esprits moyens ont bravement complété la Bibliothèque Rose. Un seul candidat a eu l'humour noir d'avouer que le bonheur, pour lui, c'était tout simplement... de réussir son bachot.

Un tour confidentiel

Les résultats d'admissibilité ne veulent à peu près rien dire, car les critères de correction ont été extrêmement confus. Nous avons, par exemple, élevé la note des candidats qui ont eu le courage d'admettre que l'argent fait parfois le bonheur, et que le sage n'est pas toujours heureux, car nous étions excédés par quantité de développements sur les chemises : « L'homme heureux n'a pas de chemise », sur la détresse des classes possédantes : « Le milliardaire se sent terriblement seul dans son château », ou sur les joies sans nuages de la vertu. Mais fallait-il une année de philosophie pour en arriver là ?

Si les bons élèves étaient handicapés par le premier sujet, que dire du troisième, qui représentait au contraire la planche de salut rêvée pour les cancres de toutes les classes de philosophie de France. Le voici : « Vous vous appliquerez à commenter librement, à la lumière de votre expérience personnelle et de vos connaissances, cette réflexion d'un Ancien : les ennemis ont leur utilité. Ils vous montrent vos défauts : ils vous disent des vérités. Ce sont des maîtres que l'on ne paie pas. »

On peut se demander si leurs ennemis rendront jamais aux élèves médiocres plus grand service que de leur fournir ce sujet de réflexion. La liberté du commentaire ouvrait toutes grandes les portes à la facilité. L'évocation de l'expérience personnelle rendait superflu l'appel aux connaissances. D'ailleurs, celles qui auraient été nécessaires pour traiter de l'inimitié, la connaissance approfondie de Hegel, par exemple, ne peuvent être exigées de candidats au baccalauréat.

Il était facile de s'en tirer par quelques allusions aux mauvais camarades et aux charmes de l'amitié, comme nous l'avons pratiquement constaté dans toutes les copies. Là encore, les élèves de qualité n'ont pu donner leur mesure.

Le second sujet, en revanche, est un excellent exemple de ce que l'on peut demander à des élèves qui sortent d'une année d'étude : « Sommes-nous responsables seulement de ce que nous avons expressément voulu ? » Il a naturellement été l'occasion des copies les plus intéressantes.

Malheureusement, un tiers seulement des candidats ont pris avec lui le beau risque de faire de la vraie philosophie.

Réfléchir avec eux

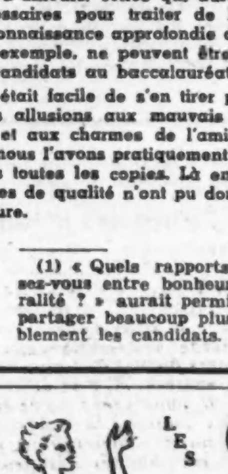
Certes, la philosophie n'est pas un simple savoir, mais elle suppose pour être pratiquée, un bagage de connaissances et une véritable culture. Il appartient à la classe de fin d'études secondaires de donner les éléments indispensables à toute réflexion sérieuse, et au baccalauréat de sanctionner leur présence ou leur absence dans l'esprit du candidat. Incontestablement, deux sur trois des sujets ne le permettaient pas cette année. D'autre part, en faisant la part trop belle à l'expérience personnelle des élèves, il reposait à notre avis sur un postulat inacceptable : on ne pense jamais seul en effet, et, à dix-sept ans, on n'est pas original en philosophie. A cet âge, on suit forcément quelqu'un. L'erreur, c'est d'attendre du baccalauréat qu'il révèle des têtes bien faites plutôt que des têtes bien pleines. A cette période de la vie, cette distinction est absurde. Apprendre à connaître Descartes, Kant ou Sartre, c'est apprendre à réfléchir avec eux, pour, plus tard, éventuellement, réfléchir sans eux. Or, cette année, pour réussir l'écrit, il valait mieux ne rien savoir. On s'est pratiquement moqué du travail du maître et de sa classe.

Ce n'est pas un hasard si le plus mauvais élève d'une classe de philosophie — élève qui s'est élevé si l'on peut dire à une moyenne annuelle de 3,25/20 — vient d'obtenir au bachot une note supérieure à tous ses camarades. Les examens ne sont pas exempts généralement de surprise, mais il est rare qu'ils organisent comme cette année une véritable sélection à rebours : on ne compte plus les prix d'excellence de philosophie qui sont collés. Quantité d'élèves sérieux et solides le sont également, et tels professeurs qui avaient coutume de conduire 75 % d'élèves au succès ne comptent cette fois que 50 %, voire 30 %, de reçus.

Le plus grave, c'est qu'on risque ainsi de rendre invétérée et vraie l'idée que l'année de philosophie, originalité de la culture française, est devenue inutile et périmée. C'est, certes, un paradoxe pour une discipline qui depuis la Libération a éveillé de plus en plus d'intérêt dans le grand public. Que la philosophie, parallèlement à son succès, ait vu croître le nombre de ses ennemis n'étonnera personne. Mais il est désolant de voir l'Université elle-même, en choisissant des sujets de philosophie comme ceux de cette année, apporter involontairement de l'eau au moulin de tous ceux qui voudraient supprimer cette classe au nom de la stricte utilité pratique ou tout simplement de leur confort intellectuel ou politique.

STUDIENS.

(1) « Quels rapports établissez-vous entre bonheur et moralité ? » aurait permis de départager beaucoup plus équitablement les candidats.


LES CROISIÈRES BLEUES
12 JOURS A BORD DU SUPER-YACHT
« STAR OF MALTA »
MONACO - VILLEFRANCHE - PORTO FINO
ILE D'ELBE - CIVITTAVECCHIA - ISCHIA
NAPLES - CAPRI - PALERME - TERRA NOVA
AJACCIO - MONACO
Ski nautique - Excursions - Détente
DEPARTS : 28 JUILLET - 11, 25 AOUT & 22 SEPTEMBRE
Places disponibles de 53.900 à 156.800 francs
LASRY 16, rue de la Paix, PARIS - OPE 06-89
GEP

A quoi les patrons peuvent répondre qu'ils réservent leur protection à des élèves dont ils ont eu maintes occasions de juger les capacités. Ils peuvent aussi souligner que dans certains pays étrangers, il n'y a même pas de concours, les chefs de service sont choisis par simple cooptation.

La liste des « reçus »

En 1949, un candidat n'accepta pas ces arguments et le concours de cette année-là a été annulé par le Conseil d'Etat à la suite de sa plainte : il avait, avant l'épreuve, déposé entre les mains d'un officier ministériel la liste de ceux qui, en raison de la composition du jury, seraient nécessairement reçus. Le scandale soulevé fut tel, et s'enfla tellement, que le Conseil de Surveillance ajourna *sine die* le concours à partir de 1956.

Pour faire valider le concours annulé de 1949, les médecins des hôpitaux n'avaient trouvé qu'une solution : faire annuler l'effet de l'arrêt du Conseil d'Etat par une loi votée à l'Assemblée nationale.

Mais la commission chargée de présenter un rapport aux députés dépassa les intentions des médecins des hôpitaux qui souhaitaient admettre parmi eux 14 candidats. Or, ce sont 18 médecins que la commission voulait repêcher. Parmi eux se trouvaient quatre médecins qui avaient échoué au concours de 1948 et qui n'avaient plus réglementairement le droit de se représenter en 1949.

Le rapporteur, le Dr Pierre Ferrand, déclarait :

« Nous ne nommons personne, ce que nous proposons est de rétablir des situations compromises par plusieurs arrêts du Conseil d'Etat. »

Cette mesure adoptée par les parlementaires, malgré les interventions du ministre des Affaires sociales, M. Gazier, soutenu par M. Maroselli, déclencha une vague de protestations.

« Aucune argumentation ne peut justifier la nomination des médecins chefs de service par les parlementaires. Le titre de médecin des hôpitaux n'est pas honorifique mais confirme le droit d'exercer une fonction de haute responsabilité technique », déclarait le Syndicat des médecins des hôpitaux.

La loi litigieuse n'est pas encore votée, et ses aller-retour Palais Bourbon-Luxembourg ne sont pas encore terminés. Mais l'émotion qu'elle suscite aura peut-être une conséquence inattendue : elle pourrait permettre de faire adopter dans les délais les plus brefs le projet de réforme du concours de médecin des hôpitaux de Paris, à l'étude au ministère de la Santé publique, qui prévoit que les nominations seront à l'avenir décidées exclusivement sur titres.

JE, TU, IL...

● RED SKELTON, 44 ans, l'un des comiques les plus populaires de la télévision et du cinéma américains, vient en Europe dans des conditions particulièrement horribles; il veut *« montrer quelques-unes des merveilles de ce monde »* à son fils Richard, 9 ans, atteint de leucémie et que les médecins ont condamné. Aban-

(A.P.)

RED SKELTON ET LES SIENS.
Les dernières vacances.

LE JEU

Soyez patient, lisez d'abord le problème en page 21.

Sources

HORIZONTALEMENT : 1. Mme de Sévigné. — 2. Léon Gozlan. — 3. Louis de Sanlecque; Barbey d'Aurevilly. — 4. Montesquieu. — 5. Chamfort; Pascal; Tayllerand (cité dans Sainte-Beuve). — 6. Emile Faguet (cité dans André Chaumeix). — 7. La Fontaine; Saint-Simon; Mme de Tencin. — 8. Diderot; Balzac. — 9. Montesquieu; Edward Young. Edmond Schérer. — 10. Musset; Beaumarchais. — 11. La Fontaine ; Auguste Comte.

VERTICALEMENT : I. Jean-Baptiste Rousseau; Abbé Prévost. — II. Marmontel; Racine. — III. Roger Alexandre; Regnard. — IV. Racine. — V. Duhamel. — VI. Jasmin; Lamartine. — VII. Jean-Baptiste Gresset. — VIII. Virgile; George Sand. — IX. Voltaire; Leconte de Lisle. — X. Nouveau Testament (évangile selon saint Matthieu). — XI. Victor Hugo; Ecouchard-Lebrun.

Solution

HORIZONTALEMENT : 1. Furibonda. — 2. Anacyclique. — 3. LS (Louis de Sanlecque). EZ (Emile Zola). — 4. Laquais. — 5. RI. Un. Plat. — 6. Citation. — 7. Eau; Il; T.N. (Mme de Tencin). — 8. Bien Bossu. — 9. Envie; E.Y. (Edward Young); E.S. (Edmond Schérer). — 10. Mer; Telle. — 11. UREF (Urfé); Réel.

VERTICALEMENT : I. Falerne; Emu. — II. Uns; Abner. — III. R.A. (Roger Alexandre, « Le Musée de la Conversation); Cuivre. — V. Icelui; Ei. — V. Byzantines. — VI. Oc; A.L. (Alphonse de Lamartine). — VII. NL; Bête. — VIII. Di; Apitoyée. — IX. Aquilons; LL (Leconte de Lisle). — X. San; Sel. — XI. Nez; Muses.

Un double jeu littéraire

LES CITATIONS CROISÉES

de Roger LA FERTÉ

PENDANT l'été, « L'Express » publiera régulièrement des jeux pour distraire ses lecteurs en vacances, faire patienter ceux qui ne sont pas encore partis et réconforter ceux qui sont déjà rentrés.

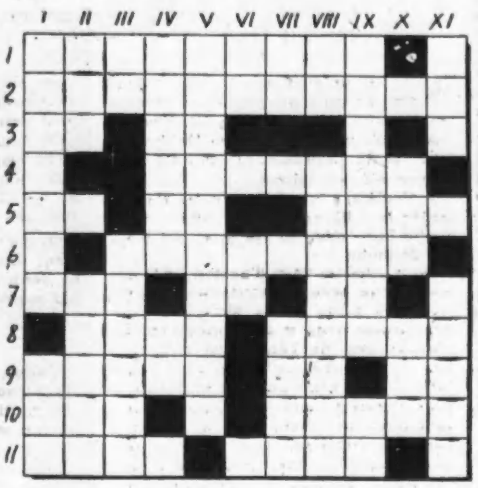
Voici cette semaine un jeu littéraire en forme de mots croisés, imaginé par Roger La Ferté.

En guise de définition, aussi souvent que possible, il vous propose une citation d'un écrivain connu où manque un mot. C'est ce mot qu'il convient de trouver et d'inscrire dans la grille.

Et quand il n'a pas choisi cette manière de vous intriguer, Roger La Ferté donne ici des définitions exigeant un minimum de culture littéraire.

Si vous n'êtes pas un fanatique des mots croisés, vous pourrez néanmoins vérifier le niveau de vos connaissances — ou de votre mémoire — en essayant de trouver à quels auteurs sont empruntées les phrases citées.

La solution de la grille et les sources sont en page 20, mais ne les regardez pas immédiatement !



Définitions

HORIZONTALEMENT

1. « L'évêque pesta, jura, tempêta, ... et fut contraint de venir à vous. »
2. Au singulier : « Les vers ...... jouirent d'une grande vogue sous Charles IX et Louis XIII où ils reçurent le nom de rétrogrades. »
3. Initiales d'un qui a écrit : « Le prêtre, dit saint Paul, doit vivre de l'autel ». Initiales de « cet Hercule souillé qui remue le fumier d'Augias et qui y ajoute ».
4. « Le corps des ...... est plus respectable en France qu'ailleurs. »
5. « La plus perdue de toutes les journées est celle où l'on n'a pas ...... ». « En l' ......, les principes sont palpables, moins éloignés de l'usage commun ». « Les Etats-Unis ont trente-deux religions et un seul ...... ».
6. « Le moyen infaillible de rajeunir une ...... est de la faire exacte. »
7. « Quand l' ...... courbe un bâton, ma raison le redresse ». « ...... la vit, leur esprit se plut l'un à l'autre ». L'une débute, l'autre termine le nom de celle à qui fut attribué le mot : « On voit bien à la façon dont il nous a traitées que Dieu est un homme ».
8. « Il vous dira que l'homme de ...... est dans la société ». « Quand tout le monde est ......, la belle taille devient la monstruosité ! ».
9. « Partout où je trouve l' ......, je me fais un plaisir de la désespérer ». Initiales du poète anglais qui a dit : « Men talk only to conceal the mind ». « Le sermon est un genre faux » est un mot attribué au critique qui portait ces initiales.
10. « La ...... y passerait sans laver la souillure ». « Il y a ...... folie qui vaut mieux que ...... sagesse ».
11. En désordre : « Non que Monsieur d' ...... n'ait fait une œuvre exquise ». « Il n'y a, au fond, de ...... que l'Humanité ».

VERTICALEMENT

I. « La vertu du vieux Caton, Chez les Romains tant prônée, Etait souvent, nous dit-on, De ...... enluminée ». « Un coup d'épée dans le cœur, ajouta-t-elle, m'aurait moins ...... le sang ».
II. « Les ...... s'adressent plus directement à l'âme, comme la poésie, l'éloquence ». « Je crains Dieu, cher ...... ».
III. Initiales de l'auteur d'un répertoire de citations. « Sous ses heureuses mains, le ...... devient or ».
IV. « Témoins trois procureurs, dont ...... Citron a déchiré la robe ». Dans Epicure.
V. « Il ne s'agit pas là d'un luxe futile n'intéressant que les grammairiens patentés, les amateurs de querelles ...... et autres fendeurs de fils en quatre ».
VI. Jasmin a écrit dans sa langue. « Il est, il serait tout s'il ne devait finir », a écrit le poète qui portait ces initiales.
VII. Sur le calendrier. « La faute en est aux dieux, qui la firent si ...... ».
VIII. « ...... *meliora piis* ». « Au lieu d'être ...... par tant de soumission et de dévouement, la Madelon se montra très dure ».
IX. « Les tristes ...... y sifflent alentour ». Les deux principales initiales de l'auteur de ce vers : « Un papillon d'azur vers toi descend des cieux ».
X. On y trouve des hiéroglyphes. « Vous êtes le ...... de la terre ».
XI. « Le ...... trognonne ». « Ne trahissez point vos appas ; Voulez-vous ressembler aux .... ? ».

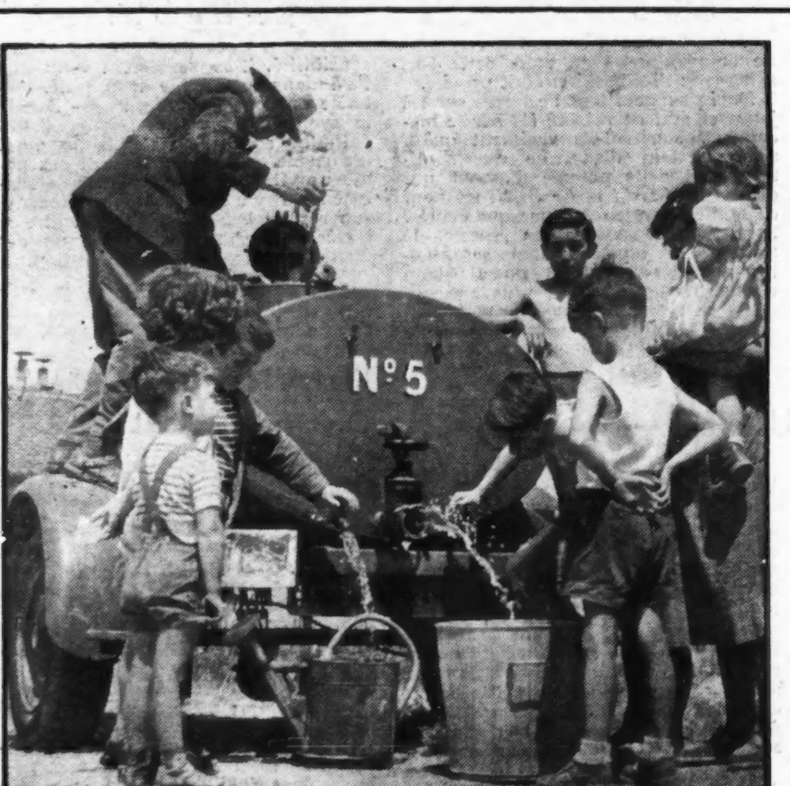
donnant tous ses contrats, Red Skelton a déjà conduit le petit malade à New York, puis à Washington où il lui a fait visiter la Maison-Blanche. En compagnie de Richard, de sa femme Georgia et de sa fille Valentina, Red Skelton a pris l'avion transpolaire pour Copenhague. Pendant soixante jours, les Skelton feront le tour de l'Europe, puis ils regagneront Hollywood par les Açores et Mexico.

● ANDRÉ PHILIP, 52 ans, ancien ministre, a été élu par 32 voix sur 63 votants professeur à la Faculté de Droit de Paris. Il occupera une chaire d'Economie Politique.

● PABLO CASALS, 80 ans, violoncelliste, sera peut-être Prix Nobel de la Paix l'an prochain. Un groupe de personnalités où l'on retrouve les noms de M. Vincent Auriol, du Recteur Sarrailh et du Dr Schweitzer a pris l'initiative de présenter sa candidature en soulignant qu'il *« a protesté contre tous les régimes dictatoriaux au prix de douloureux sacrifices ».*

● GINGER ROGERS, 46 ans, comédienne, veut divorcer. Motif : son quatrième mari, Jacques Bergerac, 30 ans, refusait de lui parler depuis de nombreuses semaines. *« Il se contentait de me dire « oui » et « non »*, assure-t-elle.

● INGRID BERGMAN, 42 ans, comédienne, a retrouvé au Bourget, en descendant de l'avion de Rome, Jenny Ann Lindstrom, 18 ans : sa fille qu'elle n'avait pas vue depuis six ans et dont on lui avait enlevé la garde après son divorce.



(Agip.)

UNE DISTRIBUTION D'EAU EN SEINE-ET-OISE
Comme au Libéria.

CHALEUR

● Si on attend encore pour capter les eaux du Val de Loire les Parisiens ne pourront plus se laver en été.

La grande soif

PENDANT les jours de chaleur, de nombreux habitants de la région parisienne ont manqué d'eau. Pour qu'ils en aient, une seule solution : le Val de Loire, déclare M. Sentenac, directeur général des syndicats d'alimentation en eau de la région parisienne. *Au moindre petit incident technique ce serait la catastrophe : actuellement tout donne à plein, moteurs et canalisations entre autres. Il faut procéder à des adductions d'eau importantes dans la région parisienne qui compte 155 communes et 6 millions d'habitants.*

Sur ce point tout le monde est d'accord.

En trente ans, a souligné M. René Thomas, président de la Commission des Eaux et de l'hygiène au conseil municipal, la consommation d'eau a plus que doublé. Elle s'accroît sans cesse et à un rythme de plus en plus accéléré, en raison d'une part des progrès de l'hygiène, et d'autre part de la construction d'un grand nombre d'appartements neufs qui, tous, comportent des salles d'eau.

Des baignoires pour tous, c'est bien, encore faudra-t-il que l'on puisse s'y baigner. D'ici quelques années, la situation à Paris sera semblable à celle du Libéria — où les riches autochtones possèdent machine à laver et réfrigérateur mais ne les utilisent pas car ils n'ont ni eau courante ni électricité.

La situation à Paris n'est pas encore dramatique. Elle pourrait le devenir si les 3.200 kilomètres de canalisations d'eau de Paris et de sa banlieue n'étaient pas modernisés d'urgence. Il existe toujours des canalisations en fonte qui datent du début du siècle. Et vers 1900 les Parisiens consommaient 300.000 m3 d'eau par jour. Ils en consomment maintenant près d'un million cent mille lorsqu'il fait très chaud. L'accélération du débit fait éclater les conduites en fonte. Il faudrait les remplacer par des conduites modernes en acier ou en béton qui résistent beaucoup mieux aux trépidations causées par la circulation.

Le programme actuel de modernisation de ces conduites porte sur une trentaine d'années. D'ici là, l'eau a le temps de ne plus couler du tout dans les canalisations. Plus spécialement en banlieue. Lors de la récente vague de chaleur, des dizaines de communes — Romainville, les Lilas, Fontenay-le-Fleury, les Clayes, Bois d'Arcy, etc. — ont manqué d'eau. Dans la région de Montfort-l'Amaury et de la vallée des Yvelines, plus de vingt mille personnes ont été soumises à des restrictions partielles d'eau qui seraient devenues, si la vague de chaleur ne s'était pas atténuée, des restrictions totales.

Il y a vingt-six ans

Le projet d'utilisation des eaux du Val de Loire a été déclaré d'utilité publique en 1931. Le Sénat a estimé — après une vingtaine d'années de réflexion — qu'un travail de cette importance devait être décidé par le Parlement.

Coût des travaux envisagés : 80 milliards. Les avantages de ce projet sont nombreux : l'eau vient par gravité des Vals de Loire, sans station de pompage, elle est très pure, etc.

Trois commissions d'experts du gouvernement ont approuvé le projet, ainsi que des organismes particulièrement qualifiés pour porter un jugement : les Ponts et Chaussées, l'Académie de Médecine et le Conseil Supérieur d'Hygiène. La principale objection à la réalisation de ces travaux que l'on retarde systématiquement vient des usagers du Val de Loire, défendus par un sénateur, M. Plaisant.

— *Si on nous prend notre eau,* protestent-ils, *nous ne la reverrons plus. Ce sera aussi dramatique pour nous que ce l'est pour les Parisiens maintenant.*

A cette objection, M. Sentenac et les experts répondent que la réalisation d'un réservoir de 150 millions de mètres cubes qui retiendra l'eau de la Loire l'hiver pour la rendre l'été fait partie intégrante du projet et qu'aucune crainte n'est donc à concevoir à ce sujet.

— *Mais il faudrait se dépêcher,* précise M. Sentenac, *car lorsque le projet sera accepté nous n'aurons pas d'eau pour autant. Il faudra attendre quatre à cinq ans pour que les travaux soient achevés. Nous venons de constater que nous sommes au bord de la catastrophe, il n'y a plus de temps à perdre.*

● **THEATRE** : *pour le théâtre israélien, Hitler n'a pas existé* ● **CINEMA** : *Nicholas Ray fait d'un héros de western le grand frère de James Dean. Darry Cowl se révèle un ami abusif mais irrésistible* ● **MUSIQUE** : *des virtuoses académiques n'assurent pas la relève* ● **OPERA** : *le théâtre des Nations exhume un précurseur de Mozart* ● **JAZZ** : *les Français débarquent en Amérique* ● **EXPOSITIONS** : *avec du fer et une lampe à souder, César épouvante et attendrit.*

THÉATRE

Folklore juif

LE DIBBOUK

de An-Sky par le théâtre Habimah de Tel Aviv, au théâtre des Nations.

LA première saison du théâtre des Nations s'achève par deux spectacles israéliens. Nous avons donc retrouvé *Le Dibbouk*, cette fausse pièce folklorique (elle fut créée en 1917), cette belle histoire d'envoûtement et de possession. Elle nous est rendue dans la mise en scène, classique, elle aussi, de Wachtangoff. Les mouvements, les danses, l'interprétation générale (l'actrice qui jouait à la générale le rôle de la possédée était-elle tout à fait le personnage ?) tout cela m'a paru plein de saveur, de foi, de bonheur... C'est à peine si on se dit à regret que tout cela date un peu. Tout se passe comme si Hitler n'avait pas existé : le théâtre allemand d'une part, le théâtre juif d'autre part semblent vouloir effacer quinze ou vingt ans d'histoire, n'en pas tenir compte, et ils reviennent l'un et l'autre à l'esthétique des années 20. Tant d'événements et tant de souffrances ne semblent pas encore avoir engendré un art... Que le théâtre des Nations aide à cette naissance, c'est le vœu que l'on a envie de faire en cette fin de saison.

A voir :

● **Dialogues des Carmélites** (Bernanos au théâtre) ● **Protée** (une farce de Claudel) ● **La Cantatrice chauve** (découverte d'Ionesco) ● **Irma la douce** (l'Opéra de quat'sous de Marguerite Monnot) ● **Les Hussards** (les gaîtés de l'occupation).

DARRY COWL
Jusqu'au bout de son mégot.

CINÉMA

Passe, rouge et impair

MÉFIEZ-VOUS, FILLETTES

film français d'Yves Allégret, avec Robert Hossein, Michèle Cordoue, André Luguet, Antonella Lualdi. (Paris, Berlitz, Wepler)

POULETS au sang, maquereaux refroidis et morues dessalées, voilà ce que sert Yves Allégret dans *Méfiez-vous, fillettes*. Le menu était si lourd que la censure s'en est mêlée. Un coup de couteau de plus, mais cette fois salutaire : l'indigestion était proche.

Mais pourquoi tant de tartes sur les joues et tant de raisiné (1) sur le macadam ? Méritent-ils vraiment qu'on s'occupe tant d'eux, ce dur sentimental et cette poupée d'amour qui depuis *Le Grisbi* et *Le Rififi* traînent de film en film leur pittoresque éculé ? Sans doute Pigalle a ses secrets, le milieu a ses mystères, mais ses fillettes méfiantes chantent un air trop connu. L'émotion n'est plus au coin de la rue.

Yves Allégret ne manque pas de sensibilité. Il est seulement venu trop tard dans un monde trop pillé. Michèle Cordoue la brave, Pierre Mondy le sympathique, Gérard Oury l'antipathique, sont de bons comédiens, qui incarnent comme ils peuvent ces putains mythiques et ces statues de souteneurs. Il y a surtout Robert Hossein, son regard brûlant, sa voie tendre et lassée, qui s'affirme comme un des meilleurs acteurs de sa génération.

(1) Sang.

★

Les méfaits de la pitié

L'AMI DE LA FAMILLE

film français de Jack Pinoteau, avec Darry Cowl et Micheline Dax. (Balzac, Helder, Scala, Vivienne)

DARRY COWL joue et gagne. Une heure et demie durant, pour la première fois, il tient l'écran. Il le tient et même le soutient, car sans ses interventions le film de Jack Pinoteau risquerait de s'effondrer. Non que l'histoire manque de ressources : elle a inspiré naguère à Jean Renoir un petit chef-d'œuvre : *Boudu sauvé des eaux*. Ah ! les méfaits de la pitié et de l'hospitalité ! Vous arrachez quelqu'un au suicide, vous l'installez chez vous, et voilà qu'il lui en faut toujours davantage et si vous rechignez on vous rétorque : « Ce n'était pas la peine de me sauver la vie si c'est pour me la rendre impossible. »

Mais Jack Pinoteau n'est pas Jean Renoir, et s'il sait monter un gag, il ignore ce que sont de vrais personnages, il reste en surface, il ne s'occupe que des situations. Darry Cowl non plus n'est pas Michel Simon. Mais il est tout de même plus qu'un simple acteur, et bien dirigé, il pourrait être un personnage. Ici déjà, volubile ou somnolent, agressif ou pitoyable, hautain ou bafouilleur, il est comique jusqu'au bout de son mégot. D'une pirouette ou d'une grimace, il provoque un rire inattendu et donne un ton particulier à un film qui n'aurait été que de la banale confection.

A voir :

En exclusivité :

● **Le Brigand bien-aimé** (un western de Nicholas Ray) ● **L'Ami de la famille** (pour Darry Cowl) ● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Le Quarante-et-unième** (l'amour et la révolution) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

Nous vous rappelons :

● **Les trois font la paire** (Cinévog Saint-Lazare) ● **Le Puritain** (Studio de l'Etoile) ● **Les Vacances de Monsieur Hulot** (Studio République) ● **Le faux coupable** (Bonaparte) ● **Vacances romaines** (Monte-Carlo) ● **Une Cadillac en or massif** (Agriculteurs) ● **Vive monsieur le maire** (Cardinet) ● **Jeunes filles en uniforme** (Ranelagh) ● **Les 39 marches** (Champollion) ● **Allemagne année zéro** (Pagode) ● **Elle n'a dansé qu'un seul été** (Studio Bertrand).

VOUS EN DISCUTEREZ

Le mal d'être jeune

LE BRIGAND BIEN-AIMÉ

cinémascope américain de Nicholas Ray, avec Robert Wagner et Jeffrey Hunter (Normandie, Rex, Moulin-Rouge).

UN western, bien sûr, puisque ce « brigand bien-aimé », c'est Jesse James, le plus populaire des hors-la-loi d'Amérique, dont les chanteurs de rues récitent encore la complainte. L'intrépide, l'insaisissable, le chevaleresque Jesse James qui prit le maquis à la fin de la guerre de Sécession pour protéger son frère, un ancien Sudiste ; et qui distribuait aux pauvres ce qu'il volait aux riches, en pillant les banques ou en arrêtant les trains. L'infortuné Jesse James aussi, qui devait mourir d'une balle dans le dos, tirée par un ami, au moment même où il avait décidé de renoncer au crime.

Mais un western signé Nicholas Ray et qui est plus proche de *La Fureur de vivre* que des habituelles cavalcades de cow-boys ou d'uniformes bleus qu'on présente sous cette étiquette.

Car ce Jesse James, si on y regarde de plus près, avant d'être un brigand (au terme de la loi) ou un justicier (au terme de la légende), est d'abord un jeune garçon qui se trouve mal dans sa peau, que la bêtise, l'hypocrisie, la cruauté des gens qui l'entourent démangent et qui est saisi d'une révolte analogue à celle dont James Dean offrit une image bouleversante. S'il tue, c'est moins par vengeance que par dégoût, s'il dévalise, c'est moins par besoin que par orgueil. Un démon qu'on pourrait presque dire de pureté l'habite et jusqu'au dernier jour lui refusera le repos.

Une scène est, à ce point de vue, significative : alors qu'au terme d'une première série de brigandages, Jesse James apprend que les autorités ont décidé de lui accorder sa grâce, il ne peut résister au besoin de tuer un de ses voisins qui l'a autrefois dénoncé.

Et le caractère insolite de ce bandit d'honneur est encore accentué par l'interprétation de Robert Wagner qui ne joue ni les durs ni les séducteurs, mais qui incarne véritablement la jeunesse, avec son charme et ses fureurs presque abstraites.

Le « mal d'être jeune », c'est une fois de plus ce que traite Nicholas Ray dans ce film singulier que sa réalisation, à elle seule, suffirait à classer bien au-dessus des traditionnels westerns. Le seul reproche qu'on pourrait faire au film est sa construction, ses retours en arrière, qui s'emboîtent les uns dans les autres, et où le spectateur finit par perdre le fil de l'intrigue. Mais ses images sont d'un bout à l'autre superbes : l'attaque de la banque de Northfield, avec ses cavaliers revêtus d'imperméables blancs, bientôt maculés de boue et de sang, rappelle les plus belles séquences de *Senso*. Nicholas Ray y déverse un lyrisme avec lequel l'écran cinémascopique n'avait pas encore eu l'occasion de faire connaissance.

J.-P. V.

MUSIQUE

Fabrique de virtuoses

FONDE en 1943, ouvert à tous les pays depuis 1946, le Grand prix de piano et de violon Marguerite Long-Jacques Thibaud vient d'être décerné pour la septième fois.

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
DIMANCHE THE DANSANT
ORCHESTRE AIME BARELLI
BAR SAB. 92-62

Restaurants

LIDO ELY. 11-61
LIDO ELY. 11-62
LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"

Aucun des deux lauréats, Boris Goutuikov (U.R.S.S.) ni Peter Frankl (Hongrie), ne possède un talent exceptionnel. Et cela ne saurait surprendre ; même le *forcing* des virtuoses, encouragé par des concours internationaux de plus en plus nombreux, ne peut faire de miracles et permettre de couronner, chaque fois, des Samson François, des Christian Ferras, des Devy Erlih, lauréats de précédents concours Long-Thibaud.

Ce qui est inquiétant, c'est le froid académisme des lauréats de cette année. Jouer le *Concerto pour violon* de Brahms avec la timide sonorité, la pâleur rythmique et l'indifférence de M. Goutnikov, le *Concerto pour piano* de Schumann avec la fragile égalité d'humeur de M. Frankl, et triompher de la sorte de quelque quatre-vingts candidats, voilà qui fait craindre pour la relève des grands interprètes des générations précédentes.

Mais les jeunes interprètes d'aujourd'hui n'ont peut-être plus avec les chefs-d'œuvre du romantisme, que leurs maîtres continuent à leur faire seriner, les rapports spirituels et sentimentaux qu'entretenaient avec ces œuvres les grands aînés. Pour révéler les grands interprètes de notre temps, il faudrait sans doute un concours limité aux chefs-d'œuvre du XX[e] siècle. Ce concours aurait un autre mérite : obliger enfin les exécutants, envers et contre la paresse et le manque de curiosité de leurs maîtres, à s'approprier, techniquement et musicalement, des œuvres beaucoup trop peu jouées et qui, de ce fait, n'atteignent pas le grand public. Le jour où le *Concerto pour violon* de Berg serait joué aussi souvent que celui de Mendelssohn, le public constaterait avec ravissement que ces deux œuvres sont d'une beauté et d'une perfection d'écriture égales.

OPÉRA

Avant la naissance de Mozart

POUR finir en beauté sa saison de lyrique, le théâtre des Nations nous a offert *Le Philosophe de campagne*, opéra-comique de Baldassare Galuppi, représenté pour la première fois à Venise en 1754, deux ans avant la naissance de Mozart.

Musicalement, c'est un étonnant bijou, où se trouve déjà tout ce que Mozart devait immortaliser. D'ailleurs, l'œuvre s'est jouée avec un triomphal succès, dans toute l'Europe, pendant cent ans après sa création, et l'oubli où elle tomba après 1850 coïncida avec l'abandon provisoire des opéras de Mozart, alors que l'astre de Verdi et de Wagner montait à l'horizon.

Aujourd'hui, non seulement Mozart, mais un Galuppi aussi connaît un regain de faveur. Et c'est justifié, sur le plan purement musical comme sur celui du théâtre : le livret du *Philosophe de campagne* est de Carlo Goldoni, écrit avec une remarquable finesse psychologique. C'est, comme souvent, l'histoire de la jeune fille que son père veut marier à un « vieux », alors qu'elle aime un jeune, et elle fera appel à sa futée soubrette pour la tirer d'embarras. Mais chez Goldoni-Galuppi, la soubrette s'amourache du « vieux », qui l'épousera ; et on est presque certain, lorsque l'histoire finit, que le couple le plus heureux ne sera pas celui des deux jeunes gens, mais bien celui du « vieux » et de la servante, qui ont su triompher du double préjugé de l'âge et de l'état social pour n'écouter que la voix de leur cœur.

JAZZ

New York, capitale du jazz français ?

NOUVEL épisode de cet échange fécond entre le jazz noir et l'Occident, sur quoi se bâtit la musique de l'avenir, le succès obtenu aux Etats-Unis par de nombreux musiciens français donne à penser.

Depuis la Libération, la France s'était contentée d'accueillir, avec modestie, bonne volonté, et cette crainte respectueuse de ne pas être à la hauteur. Tous les solistes américains de passage, de Louis Armstrong à Benny Goodman, de Lester Young à Lee Konitz, furent surpris par la qualité de nos musiciens. Beaucoup trouvèrent l'ambiance si favorable qu'ils se fixèrent à Paris. Le cas de Sidney Bechet, pour être le plus célèbre, n'est pas unique : Bill Coleman, Art Simmons, Kenny Clarke et bien d'autres, sont devenus, au gré de leurs longs séjours, des personnalités très parisiennes.

Tous ces témoignages n'ont pas débarrassé nos jazzmen du très profond complexe d'infériorité qu'ils nourrissent envers leurs collègues d'outre-Atlantique et qu'entretient, par une sorte de masochisme national, le racisme à rebours du public français : si ce n'est pas noir, ou, au moins, américain, ce n'est pas du bon jazz...

Certes, nous n'avons guère eu, depuis Django Reinhardt, d'authentiques créateurs. Mais tout semble changer. Déjà l'an dernier, l'Académie Charles Cros attribuait pour la première fois son Grand Prix du Disque de Jazz à une œuvre non américaine, en couronnant le pianiste et arrangeur français Christian Chevallier.

Aujourd'hui, à New York, le jazz français conquiert droit de cité. Nombre de nos musiciens, au gré des contrats, se sont retrouvés là-bas. Le pianiste André Persiany, ancien pilier des Trois Mailletz, qui vient d'enregistrer à la tête d'un orchestre américain ses « Impressions of New York » (1) ; le saxophoniste belge, mais français d'adoption, et bien connu des habitués du Caméléon, Bobby Jaspar, qui joue actuellement au Café Bohemia, avec le quintette de J.-J. Johnson ; le critique et compositeur André Hodeir, qui a le projet de répéter avec une formation américaine les passionnantes expériences qu'il a déjà réalisées en France avec le Jazz Group de Paris. Enfin, un autre pianiste français, Bernard Peiffer, est en passe de devenir une grande vedette américaine. Dans une récente chronique de la revue « Down Beat », le critique de jazz Barry Ulanov ne voit-il pas en lui un digne successeur du pianiste noir Art Tatum ?

(1) Columbia. FP 1092.

DISQUES

Le choix de la semaine

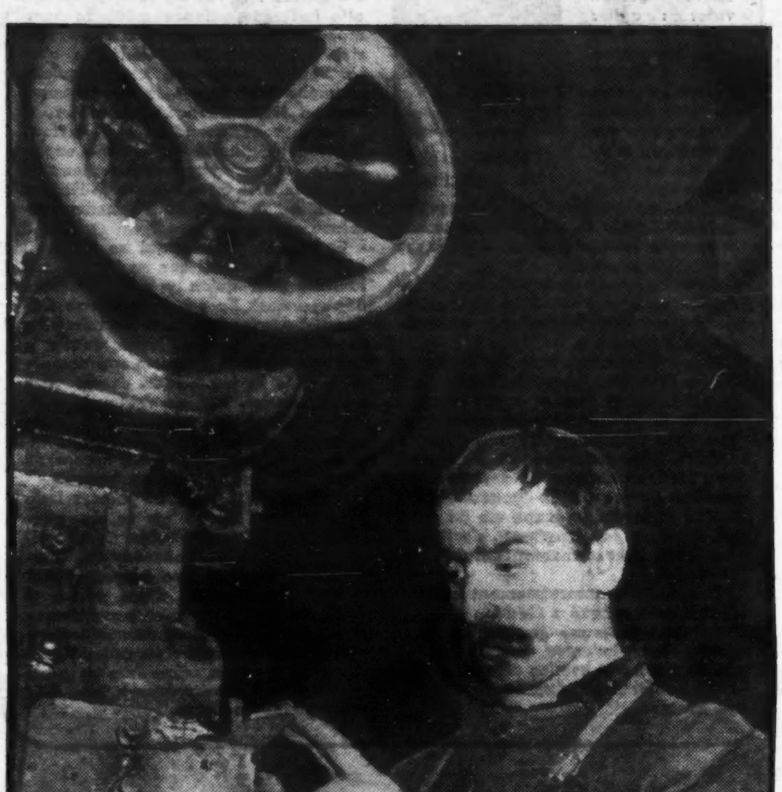
BEETHOVEN

Intégrale des quatuors à cordes, par le Quatuor de Budapest. (Trois albums, L3L 1005, L3L 1006, L4L 1007, Philips, contenant dix disques 30 cm, 33 t. Chaque disque peut être vendu séparément).

LA difficulté d'une « grande interprétation » des Quatuors de Beethoven, pris dans leur ensemble, réside en ceci : à travers l'évolution particulièrement hardie de la pensée du compositeur, il faut faire transparaître les constantes de sa personnalité.

Le Quatuor de Budapest réussit admirablement à donner cette impression d'unité dans la diversité la plus étonnante que l'on puisse concevoir.

Ampleur, énergie, liberté, lyrisme, telles sont les qualités de ces enregistrements.



(André Sas.)

CÉSAR
Avec du fer et une lampe à souder

EXPOSITIONS

Contre l'angoisse

CÉSAR

Galerie Creuzevault, 9, avenue Matignon, jusqu'au 30 juillet.

LE chemin qui, en moins de trente-six ans, a mené au succès César Baldaccini va de Marseille à Paris en passant par Pompéi et un atelier métallurgique de Saint-Denis.

C'est en effet à la Belle-de-Mai, le quartier le plus populeux de Marseille, que naît César en 1921. C'est à Pompéi qu'il découvre la tragique grandeur de la sculpture. Et c'est à Saint-Denis qu'on devait, un jour, lui prêter un « coin » dans un atelier où, avec du fer et une lampe à souder, il put enfin réaliser les œuvres qui l'ont, aujourd'hui, rendu célèbre.

Entre temps, sur les conseils d'un neveu de Toulouse-Lautrec, Michel Tapie de Celeyran, qui fut l'un de ses premiers « managers », ce petit homme tout en nerfs, dont la tête est faite d'une grande moustache et de deux yeux pointus, avait transformé son prénom, commun dans sa ville natale, en nom propre.

L'art de César est singulier. Il doit tout — ou presque — au fer grâce auquel il s'exprime.

Et parce qu'il a le souci constant de respecter les exigences de ce matériau, chacune de ses statues est l'histoire d'une métamorphose.

L'aventure commence à l'instant où il a décidé de forger une de ces bêtes étranges dont il a le secret. Mais le fer commande et cette bête peut aussi bien devenir un buste de femme ou un « homme volant » à l'image de Valentin — héros malheureux — dont la silhouette hante aujourd'hui, comme le souvenir des moulages humains de Pompéi, l'œuvre de César.

— *Je suis un homme de mon temps*, dit-il. *Je ne sais pas où je vais.*

Cette incertitude n'est pas feinte. Est-elle, pour autant, réelle ?

La main qui interroge le fer sait d'avance qu'une réponse lui sera donnée, sous une forme ou sous une autre.

Ligne continue

De ces personnages qui tiennent un équilibre instable, à la façon de marionnettes attendant que le rideau se lève, aux torses de femmes pour toujours sauvées de l'épouvante de la lave en passant par ces poissons venus du fond des mers et des temps, les sculptures de César suivent une ligne continue.

Elles nous épouvantent et nous attendrissent à la fois. Elles sont tragiques et drôles, audacieuses et timides, agressives et tendres.

L'aventure dont elles concrétisent les instants n'est pas seulement une aventure plastique. Devant chacune des statues — réussies ou non — de César, l'impression qui domine est celle d'une incessante bataille contre l'angoisse, contre la mort.

C'est là une des principales raisons de leur « actualité » et l'explication de l'étrange pouvoir de fascination qu'elles exercent.

J.-E. C.

A voir cette semaine

Classique :

● **La Collection Lehmann** (une grande anthologie) à l'Orangerie ● **L'Art Tchécoslovaque** (baroque et préhistoire) au pavillon de Marsan ● **Le Paysage Chinois** (moderne du toujours) au musée Guimet ● **L'Art du Second Empire** (classique pour raison d'âge) au musée Jacquemard André.

Moderne :

● **Sélections de peintres « Maison »** chez Denise René, 124, rue La Boétie - Chez Dina Vierny, 36, rue Jacob - Chez Claude Bernard, 5, rue des Beaux-Arts ● **Le Salon des Nouvelles Réalités** (ancien Salon des Réalités nouvelles).

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
BORÈS
10 AVENUE DE MESSINE

Galerie MAEGHT
CHAGALL
PEINTURES RECENTES

Jeanne BUCHER - 9 ter, bd Montparnasse
Nallard - Cholimsky - Moser - Aguayo - Loutfre - Floriai - Pagava - Reichel Bissière - Hajdu - Bertholle - V. da Silva

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob (6e)
Exposition : Albert TARIKA
Jusqu'au 14 juillet

Aux Folies-Bergère
La nuit est légère
Et son souvenir
Ne peut se ternir

● O (*L'histoire de) a fait école : mais* Françoise de LIGNERIS *imagine un homme soumis aux caprices d'une femme* ● Albert MEMMI *dessine le portrait du colonisateur et dégage en même temps sa réplique : celui du colonisé* ● Danielle ROLAND *évoque un miracle dans une vie quotidienne* ● Dino BUZZATI *est un disciple de Kafka, mais un disciple original* ● Roger VAILLAND *a choisi l'Italie pour illustrer les rapports entre maître et esclave.*

7 ÉCRIVAINS CÉLÈBRES VOUS AIDENT A MONTER VOTRE BIBLIOTHÈQUE

André BILLY. Pierre MAC ORLAN, André MAUROIS, Henri MONDOR, Daniel ROPS, Armand SALACROU et Henri TROYAT, assistés par Louis PAUWELS, se réunissent régulièrement pour choisir des ouvrages renommés, classiques ou modernes, qui sont édités par la **BIBLIOTHEQUE MONDIALE**. Chacun de ces ouvrages, d'une présentation raffinée, peut vous revenir seulement en moyenne, à 125 fr. Profitez de l'aide compétente de ces écrivains et montez-vous une bibliothèque de classe pour un prix exceptionnellement bas. Ecrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, rue de Berri, Paris (8e) (serv. EX.5) et vous recevrez, contre trois timbres de 20 francs un ouvrage de 250 pages de cette collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

ON VOUS EN PARLERA

CHAIR ET FOUETS

FORT FREDERICK

par Françoise de Ligneris.
Ed. Grasset, 256 pages, 585 fr.

FRANÇOISE DE LIGNERIS.

UNE jeune fille de famille noble, un château, un animal — chien ou cheval — et un valet : agitez bien et vous avez un roman érotique. De cet érotisme dont on ne sait jamais, d'une page sur l'autre, s'il relève de la littérature audacieuse, ou de l'audace pour magazine de gares, mais dont le défi — surtout si l'auteur est une femme — ne laisse insensible personne.

C'est la recette de « L'Amant de Lady Chatterley », c'est, dans un moindre mais plus féminin registre, celle de « Fort Frederick ».

Jeune aristocrate enfouie dans ses terres, l'héroïne, Anne de Sarre, abrite, subjugue et soumet à ses caprices une brute poursuivie pour crime sadique, Jean Gédéon.

Voici, sous perruque et faux nez, Jean Gédéon déguisé en servante, répondant au prénom de Jacqueline, habillant et lavant le corps nu de celle qui, à ne pas lui appartenir, s'est d'autant plus souverainement établie sa maîtresse.

Comme tout asservissement celui-ci n'est jamais achevé : Gédéon menace d'étrangler la jeune femme qui doit chaque jour inventer une tâche ou une obligation nouvelles afin de mater et d'humilier sans répit la révolte de son esclave.

Est-ce un jeu ? Si l'on peut appeler jeu une entreprise en laquelle on s'engage sans retour : un jeune et beau cousin tombé au château, aveugle à ce qui s'y passe, désire épouser sa cousine. Anne, autrefois séduite et abandonnée par un colonel, se laisse un instant tenter : l'heure n'est-elle pas venue de redemander sa place au monde ? Après un essai pitoyable, elle fuit cette alliance médiocre nommée mariage et retourne à Fort-Frederick, régner sur Jean Gédéon : c'est là, entre fouets et chair, qu'elle triomphe tous les jours de l'homme, tout en demeurant « intacte et libre ».

Nous voici scandalisés ? Envieux d'autant de liberté après cette exploration en « un pays sans écriteau et sans frontières où », comme se l'avoue Anne, « ton goût de l'abjection lui-même sera dépassé » ?

Guère. Ce roman qui se voudrait hors la loi est bâti sur un terrain trop familier pour qu'on y sente assez le dépaysement. En soumettant Jean Gédéon, Anne se contente de renverser la situation normale, celle qu'elle a connue, où c'est l'homme qui dompte et humilie la femme. Et, comme tous les bourreaux, loin de demeurer « libre et intacte » — prétention du reste commune aux despotes — Anne s'englue et s'engloutit dans les nécessités banales et sans fin de sa tyrannie.

Mais ce qui fait de ce premier livre d'une jeune femme un roman attachant, parfois remarquable, c'est la vigueur, l'acuité de l'observation. Chaque fait, chaque geste rapportés sont si fortement choisis, d'une vérité si parlante, que scènes et personnages se créent et s'imposent comme malgré nous. Par ce pouvoir d'évocation Françoise de Ligneris mène bon train un lecteur à elle mieux asservi que Gédéon à Mlle de Sarre.

Gisèle Parry
Mon asthme et mes médecins
Journal d'une asthmatique
500 fr. SEUIL

VIENT DE PARAITRE
LE N° 22 DE
SOCIALISME OU BARBARIE
(Juillet - Septembre)
AU SOMMAIRE :
Pierre CHAULIEU : Sur le compte-rendu du socialisme.
D. MOTHE : L'Usine et la gestion ouvrière.
B. MAILLE : Les Nouvelles Réformes de Krouchtchev.
Agitations chez Renault.
LE MONDE EN QUESTION. La situation française : Les comptes du « gérant loyal », Les grèves d'avril-mai, L'évolution de la crise du stalinisme : Russie, Hongrie, Pologne, Doudintsev. Grèves en Angleterre.
●
Kiosques et librairies : le numéro 200 francs
Abonnement un an : 600 fr. - Abonnement de soutien : 1.200 fr. C.C.P. Paris 11.987.19
42, rue René-Boulanger - PARIS (X)

SOCIOLOGIE

Révolte absolue

PORTRAIT DU COLONISÉ

par Albert Memmi, éd. Corrêa, 293 pages, 540 francs.

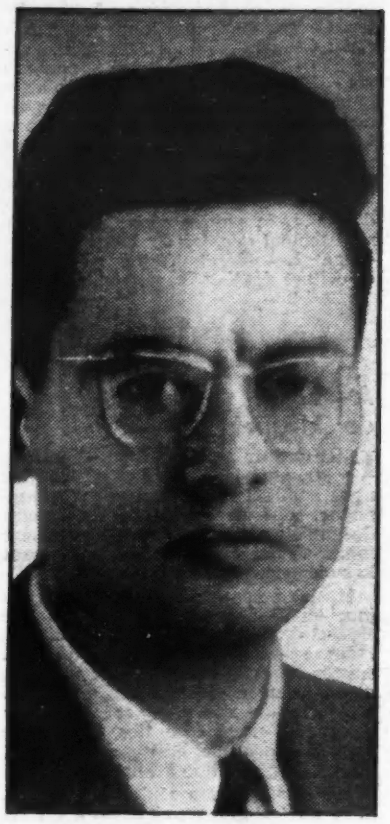
« N*ERON, figure exemplaire de l'usurpateur, est amené à persécuter rageusement Britannicus, à le poursuivre. Mais plus il lui fera de mal, plus il coïncidera avec ce rôle atroce qu'il s'est choisi. Et plus il s'enfoncera dans l'injustice, plus il haïra Britannicus et cherchera davantage à atteindre sa victime qui le transformera en bourreau...* » Il ne s'agit pas là d'une exégèse littéraire. Ces rapports tragiques sont au cœur de la relation colonisateur-colonisé : ils donnent le ton aux portraits passionnels qu'Albert Memmi vient de consacrer aux deux protagonistes du drame colonial.

Le duo

Ce livre n'est pas de circonstance. Albert Memmi est Tunisien. Il a vécu et grandi dans l'univers du protectorat. Son œuvre de romancier de langue française portait déjà cette marque. *La Statue de sel,* largement autobiographique, mettait en scène un jeune Israélite tunisien qui, écartelé entre deux mondes et deux cultures, s'exilait pour surmonter son déracinement *Agar* fouillait les contradictions cruelles des mariages « mixtes »...

Memmi se souvient aujourd'hui qu'il est aussi professeur de philosophie. La lecture des classiques de la colonisation — Mannoni en particulier — l'a profondément choqué. Les remarquables ouvrages de l'Antillais Frantz Fanon, du Sénégalais Léopold Senghor ou de l'Algérien Malek Benabi ouvraient, par contre, le débat. Mais le propos de Memmi est plus audacieux : il prétend, en partant d'une observation exacte des données quotidiennes, décrire les lois psychologiques qui régissent le monde colonial, démonter les inexorables mécanismes qui font le « colonisateur » et le « colonisé »...

Pour Memmi, en effet, la colonisation crée un « duo » dont nul ne peut



ALBERT MEMMI
Deux mondes.

s'évader. Tout colonisateur est fatalement « colonialiste », tout autochtone fatalement « colonisé ». Le premier ne peut être qu'usurpateur, privilégié, raciste et conservateur, voire fasciste. Le second *« n'est plus rien, ne possède plus rien, n'espère plus rien »*. Les tendances assimiliationnistes, les contacts humains, la bonne volonté des « colonisateurs de gauche », le réformisme même, tout sombre sur les écueils de la colonisation. Le bilan de

J. FOURASTIÉ
A. LALEUF
révolution à l'ouest
Demain l'an 2.000 !
Presses Universitaires de France

ALBERT CAMUS
l'exil et le royaume

On n'est pas quitte envers Camus en reconnaissant ses seules qualités d'écrivain, sa frappe robuste, son style, son don d'évoquer, ses formules pesées et concises. L'attitude spirituelle et morale de l'homme est digne du plus grand respect, et je l'admire beaucoup. EMILE HENRIOT (Le Monde)

Ces six nouvelles sont fort belles. ROBERT KEMP (Les Nouvelles Littéraires)

Un conteur d'une incontestable originalité et d'une remarquable maîtrise. Son dernier recueil l'Exil et le Royaume contient six nouvelles dont j'hésite à dire quelle est la meilleure. ANDRÉ BILLY (Figaro)

Des dessins précis et vigoureux qui nous cernent immédiatement d'une sensation obsédante. ANDRÉ ROUSSEAUX (Figaro Littéraire)

nrf

Memmi est totalement négatif : *« Par fatalité propre et par égoïsme, la colonisation aura tout échoué, pollué tout ce qu'elle aura touché. Elle aura pourri le colonisateur et détruit le colonisé ».*

Une littérature condamnée

Comment sortir du cercle « infernal » dépeint par Memmi ? Par la seule révolte, une « révolte absolue » : *« La révolte est la seule issue à la situation coloniale et le colonisé le découvre tôt ou tard. Sa situation est absolue et réclame une solution absolue, une rupture et non un compromis. »*

Prisonnier du cadre dans lequel il vient de s'enfermer, Memmi en accepte toutes les conséquences logiques. Une fois « indépendant », le colonisé doit tout oser et tout refuser pour se « reprendre ». Et d'abord la langue du colonisateur : *« Pour le colonisé, il existe d'autres urgences que les mathématiques ou la philosophie, de même que la technique... plus tard l'enseignement, plus tard les belles-lettres et les sciences... Allons, plus d'hésitations ni de demi-mesures ! Au contraire, il faut savoir rompre. »* Des

DANIELLE ROLAND

Trois unités.

errements pédagogiques plutôt que de laisser en place des cadres scolaires étrangers, le désordre plutôt que d'accepter l'héritage d'une administration honnie.

Ce n'est pas tout. La xénophobie, le racisme, voire le fanatisme religieux, ne doivent pas effrayer : *« Attendre du colonisé qui a tant souffert de ne pas exister par soi qu'il soit ouvert au monde humaniste et internationaliste paraît d'une étourderie comique »*... La démocratie même ne saurait être pour demain.

On se félicitera pourtant que les leaders des anciens peuples colonisés soient des hommes d'action et non des philosophes. Bourguiba, Mohammed V, Houphouet-Boigny, Allal el Fassi même tiennent un autre langage et ont, des intérêts auuthentiques de leur nation, une autre conception. Mais le livre passionné d'Albert Memmi, souvent vrai dans le détail, ne manque pas de pathétique. Il débouche non sans cohérence sur un suicide : *« La littérature colonisée de langue européenne semble condamnée à mourir jeune... ».*

LE LIBERTIN ET LE MILITANT

CHEZ nos romanciers — surtout chez ceux qui se piquent de stendhalisme — l'Italie est *alla moda*. L'Italie est bien commode : cadre facilement « cultivé », pittoresque de bon aloi, passion, sexe et *virtu* (qui n'a rien de commun avec la vertu) et, très vite, ce style que l'on gagne grâce à une espèce de contagion : on écrit comme les Italiens escriment. Reconnaissons-le : malgré les efforts méritoires de ces écrivains qui se veulent romains, turinois ou florentins comme Beyle s'était voulu milanais, cette Italie sent le touriste... Et voilà que l'Italie, mise en scène par Roger Vailland dans *La Loi* (1), sent l'Italie, la vraie, celle des Italiens — autant que le Jura de *Beau masque* ou de 325.000 *francs* sentait le vrai Jura.

Tempo di Puglia

Porto-Manacore, côte adriatique, dans les Pouilles dont le nom seul évoque, par suite des facéties de l'homonymie, on ne sait quelle misère et quelle crasse. Nous sommes dans cette Italie du Sud, qu'il est difficile, avec la meilleure volonté du monde, de ne pas trouver « arriérée ». Tyrannie féodale des grands propriétaires terriens, faisceaux de superstitions sociales et religieuses qui enferment les gens dans un formalisme d'une extrême rigueur ; il est impensable, par exemple, que la femme du commissaire se baigne sur la plage. Ajoutez au tableau la malaria, l'obsession sexuelle et l'espionnage hyperprovincial que, dans une campagne surpeuplée, chacun fait peser sur chacun : la pinède, la plage, les marais ont des yeux.

Roger Vailland n'a pas choisi ce cadre pour faire pittoresque — à la façon dont, pour certains « touristes », Aubervilliers fait pittoresque — ni pour avoir le plaisir élégant et « stendhalien » de glisser dans son texte du vocabulaire italien.

Manacore est un microcosme exemplaire. La hiérarchie du Vieux Monde y fonctionne impeccablement, du chômeur à Dieu, en passant par les ouvriers agricoles, les notables, les grands propriétaires, les sociétés plus ou moins anonymes et le roi « dont on ne sait plus le nom depuis qu'on est en république ». Manacore, port vide, ensablé, ville dont on ne réussit pas à s'échapper, « où les chômeurs attendent un employeur qui ne vient jamais », « où les hommes combinent de savantes manœuvres pour frôler des vierges qu'ils n'auront pas », *est* le Vieux Monde à bout de course.

A Manacore, la force (sexe, argent, mythologies chrétienne ou païenne) s'exerce avec une évidence primitive, en dépit du minimum de camouflage auquel les convenances obligent. Mais à Manacore, il arrive que ce minimum de camouflage lui-même n'existe plus. C'est lorsque les hommes, dans les tavernes, jouent à « la loi ». Le gagnant, le « patron », a le droit de *tout* dire à ses partenaires. Il s'agit de leur faire perdre leur sang-froid. Les perdants ont le droit de se taire. Jeu de société où s'expose avec une sincérité intolérable le jeu de la société, tous rouages mis à nu.

Beau masque

A ce détour apparaît, me semble-t-il, le double visage de Roger Vailland. D'un côté, le libertin, l'homme de Stendhal et de Laclos (il fait lire *La Chartreuse de Parme* à Francesco et à Lucrezia, et il ne peut s'empêcher de rappeler que l'auteur des *Liaisons dangereuses* a traversé l'Italie dont il parle) ; l'écrivain précis qui précise avec une délectation indéniable les scènes ou la violence physique ou intellectuelle se met au service de l'érotisme. De l'autre, le sociologue attentif, aux conditions de l'habitat ou aux techniques, s'attardant par exemple avec un réalisme également précis sur la pêche au *trabucco*, comme il s'était attardé, dans 325.000 *francs*, sur la fabrication des babioles en matière plastique, ne reculant pas plus que Balzac devant les chiffres (densité de population, salaires, coût de la vie).

Sans doute faut-il voir la grande originalité de Vailland dans son succès à réunir ses deux visages, alors que dans certains de ses derniers romans, il cachait une de ses faces. En oubliant le libertin au profit du militant, Vailland s'affaiblit. Cette fois-ci, Vailland, armé de l'impitoyable et délectable lucidité de celui pour qui l'homme est beaucoup plus près de l'*Homini lupus* que du bon sauvage, se tient à cet aiguillage où les cruelles lois naturelles se transforment — ou se camouflent — en lois sociales. Et il s'y tient, bon pied bon œil, le stylo-caméra alerte, enregistrant avec sécheresse le geste, le mot, le pli de l'âme, le tressaillement obscur, animal, le prix du pain. D'où cette « odeur » spéciale aux livres de Vailland, odeur (sinon de soufre) du moins de silex, d'acier chaud, parfaitement en accord avec le style rapide, aigu, et la vision d'un monde dont on serait tenté de dire non plus « bête comme la vie », mais « féroce, allègre, cruel comme la vie ».

Jean-Louis BORY.

(1) LA LOI, *par Roger Vailland, Ed. Gallimard,* 313 *pages,* 750 *francs.*

(V. pages 13, 14, 15 l'entretien avec Roger Vailland.)

ROMANS

Nuit d'illusion

LA NUIT DE LA CHANDELEUR

par Danielle Roland, Grasset, 215 p., 585 fr.

IL est des gens qui vivent toute une vie paisible dans l'attente vague de « quelque chose », et qui meurent sans que rien soit venu modifier le cours monotone d'une existence apparemment heureuse. Mais ce « je ne sais quoi » se matérialise, ne fût-ce qu'un instant, et tout est à jamais changé : l'existence s'oriente et prend un sens, du moins un autre sens — meilleur ou pire.

Meilleur, sans doute, pour ce couple de paysans dont la femme, Maria, souhaite obscurément autre chose qu'une maison grise et un brave homme de mari. Victor, le mari, inaccessible aux appels du subconscient, se laisse mener, content avant, content après, content toujours. Sauf quand sa femme tente de lui faire commettre un meurtre. Lui, forgeron honnête de père en fils, comment comprendrait-il la violente passion qui s'est emparée de sa femme ? Elle veut garder l'enfant entré brusquement chez elle par une nuit de mistral, un soir de Chandeleur pas comme les autres. Si tuer est le seul moyen, elle tuera sans hésiter, comme une héroïne de tragédie antique, dans un élan de grandeur, de noblesse, de pureté, dans un oubli total et égoïste de toutes les compromissions de la vie.

Mais le meurtre n'a pas lieu et l'enfant lui est arraché : une nuit d'illusion aurait pu et a failli provoquer les pires catastrophes, une fois, comme on dit, tout rentré dans l'ordre. Mais cet ordre, Maria et Victor vont maintenant consacrer leur vie à le bouleverser : on va arranger la maison en fonction du petit qui reviendra peut-être, qui reviendra sûrement, et reprendre pour lui les projets d'avenir un instant interrompus : avocat, médecin, pourquoi pas évêque ?

Le roman de Danielle Roland est construit comme une pièce de théâtre. C'est un drame classique qui respecte en trois actes les trois unités. Un soir, on frape à la porte, les personnages sont en place, et au petit jour tout est fini. Mais tout, derrière le rideau, commence...

Dans un style sobre et chaleureux, plein comme un œuf, ce livre — c'est assez rare aujourd'hui — est une œuvre d'art.

TRADUCTION

Kafka soldat

LE DÉSERT DES TARTARES

par Dino Buzzati, Robert Laffont, 272 pages, 600 fr.

« *CE n'est pas parce que sa vie fut trop brève que Moïse n'atteignit pas Chanaan, mais parce que c'était une vie humaine.* » Le roman de Buzzatti, que l'on vient de rééditer, pourrait servir d'illustration à cette phrase de Kafka. Giovanni Drogo, officier en service dans un fort, attend en vain depuis des années que surgisse des plaines désertes du Nord l'invasion tartare qui lui apportera enfin la gloire des combats. Quand se produit l'attaque à laquelle personne ne croyait plus, il n'est malheureusement plus en état de servir. Vieilli, malade, il doit quitter le fort au milieu de l'indifférence de ses camarades plus jeunes. Son unique combat, c'est dans une auberge misérable qu'il le livrera, seul contre la mort.

Si Buzzati a été, sans nul doute, très influencé par Kafka, son esthétique est fort différente. *Le Procès* et *Le Château* se déroulent comme marchent les somnambules, mus par une logique rigoureuse et impersonnelle : l'auteur évite d'intervenir dans un récit qu'il ne fait qu'écouter lui-même et transcrire. Dans *Le Désert des Tartares*, au contraire, règne le caprice d'un romancier qui sait d'avance où il va et ne se fait pas faute de commenter les faits et gestes de son héros, qui tantôt est Drogo et tantôt s'écarte de lui pour le juger avec une ironie attendrie. Le lecteur, appelé à juger avec lui, garde ses distances par rapport à une histoire dont il ne doute pas qu'elle contienne une leçon.

Allégorie

La signification du *Château*, c'est nous qui la donnons. *Le Désert des Tartares* est ouvertement une allégorie. Buzzati y traite de la condition humaine, et singulièrement de ce sentiment d'attente sans lequel il semble que l'existence ne soit pas supportable : « L'obscur pressentiment de choses fatales, une profonde certitude que ce que la vie a de bon n'a pas encore commencé ».

Kafka, enfin, est un romancier de l'action. Une action qui débouche sur le vide, puisque ses héros échouent toujours, mais leur effort est plus important que leur échec. On peut même penser que cet acharnement les justifie, s'il est vrai, comme l'écrit Kafka, qu'il n'y a qu'un péché capital : l'impatience. Le héros de Buzzati, lui, est un impatient. A partir du moment où il se laisse prendre au piège de l'attente, sa vie se fige. Le roman décrit alors, non pas les péripéties d'une enquête ou d'un travail, mais les seuls ravages du temps sur un homme immobile, obstinément occupé à regarder dans la même direction — l'usure d'une espérance que l'événement couronnera trop tard. Il se rapproche par là du roman « classique », à la française. Ce n'est pas le roman d'un apprentissage ou d'une expérience. C'est le roman d'un problème. Mais de même que l'expérience est vaine, le problème est sans solution : la vraie vie ne commence jamais. Que l'on s'agite comme Joseph K. ou que l'on attende comme Drogo, la conclusion est finalement identique : c'est qu'il n'y a pas de conclusion, et que le destin de l'homme est de n'en pas avoir.

Flora d'Amsterdam
PAR F-R. BASTIDE
PRIX FEMINA
450 fr. SEUIL

ÉTUDES

Un peu de courage

UN échec au baccalauréat, cela peut se réparer avec un peu de courage et d'organisation.

Plutôt que de gâcher les vacances des parents surmenés et des enfants recalés, mieux vaut prévoir dès maintenant une méthode de travail estivale pour réparer en octobre les déboires de juillet.

De nombreux cours de vacances organisent des préparations aux examens, deux méthodes sont possibles :

● L'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE. Il convient particulièrement aux élèves faibles à l'écrit qui porteront le plus gros de leur effort sur la rédaction. Cette méthode de travail demande un effort personnel et de la persévérance, il faut compter au moins quatre ou cinq heures de travail quotidien. Cette préparation doit commencer assez tôt afin de prévoir une marge de sécurité, au besoin elle pourra être fractionnée.

● L'ENSEIGNEMENT ORAL. Ces cours comportent cinq ou six semaines d'études en école, avec une moyenne de 28 heures de présence par semaine. Il vaut mieux prévoir une préparation portant sur toutes les matières, même celles dont on est sûr, des points précieux peuvent ainsi être gagnés.

Voici quelques renseignements pratiques sur les cours prévus pour cet été :

Les cours par correspondance

Parmi les nombreux organismes, nous avons noté :

● Les cours organisés par le Centre National d'Enseignement par correspondance pour la préparation aux baccalauréats, du 25 juillet environ au 10 septembre (cours complets : 6.500 francs, chaque matière : 3.000 fr.).

Bulletin d'inscription à demander au centre, 60, boulevard de Stalingrad, à Vanves.

● Les cours organisés par les Cours Universitaires de France, 14 bis, rue Mouton-Duvernet (patronnés par la Fédération Nationale des Parents d'Elèves de l'Enseignement public 2e degré et technique).

Dans la mesure du possible, le correcteur est le même professeur qui a fait travailler l'enfant pendant l'année. Durée : six semaines, on peut commencer quand on veut. Préparation complète au bac, de 14.000 à 16.000 fr. Philosophie seule : 6.000 fr.

Enseignement oral

Faculté de choisir la formule externat, demi-pension et internat.

A Paris :

● LES LYCÉES : Jacques Decour et Voltaire organisent des cours mixtes de préparation au bac, du 5 août au 7 septembre. Externat Jeanson de Sailly, cours mixtes et internat réservé aux jeunes filles. Condorcet, externat, est réservé aux garçons. (Prix : externat, 13.000 fr., externat surveillé : 15.000 fr., 1/2 pension : 24.000 fr, internat : 39.000 fr.).

● LES COURS PRIVÉS : Ils sont trop nombreux pour pouvoir tous être cités. Le « B.U.S. » peut communiquer une liste non limitative de ces établissements. Parmi ceux-ci on peut citer :

● INTERNATS : Cours Nadaud, Château des Bergeries à Draveil, mixte.

Institut Saint-Aspais à Melun, pour jeunes gens.

● EXTERNATS : Cours Nadaud, place Jussieu, Ecole Alsacienne (pour le bac, cours du 16 août au 14 septembre, trente heures par semaine, coût 30.000 fr.).

Cours Montaigne, 1, rue Dupin, Cours Raspail, rue Victor-Considérant, Institut Universitaire Libre, 71, boulevard Saint-Michel, qui donne aussi des cours par correspondance. Ecole Supérieure d'Orientation, 6, avenue Van Dyck.

En province

● ACADÉMIE DE CLERMONT, à Clermont. L'Institution Saint-Dominique prépare au bac du 9 août au 13 septembre, ainsi que le cours Saint-Louis-Clément.

● ACADÉMIE DE LILLE : un groupe de professeurs des lycées de Lille, Douai, Tourcoing organise des cours mixtes du 1er août au 5 septembre, soit au Touquet soit à Lille. Ces cours pourront être alternativement suivis dans l'un ou l'autre endroit.

● ACADÉMIE DE MARSEILLE : Insitution Montaigne à Vence, préparation à tous examens.

● ACADÉMIE DE NANCY : Cours de vacances au lycée Henri-Poincaré, du 5 août au 7 septembre. Externat : 13.000, internat : 39.000 fr.

Ecole Saint - Sigisbert, internat, 1/2 pension pour jeunes gens du 16 août au 14 septembre.

● ACADÉMIE DE GRENOBLE : Cours Blaise-Pascal à Grenoble. Préparation à l'écrit du bac du 16 août au 12 septembre, à l'oral du 19 au 25 septembre. Cours mixtes, externat.

● ACADÉMIE DE TOULOUSE : Immaculée Conception à Toulouse, cours pour jeunes gens, du 12 août au 12 septembre. Internat, externat, 1/2 pension.

● ACADÉMIE DE BORDEAUX : Cours Albert - le - Grand, à Bordeaux, pour jeunes filles. Durée des cours : cinq semaines, du 5 août au 7 septembre. Internat : 32.000 fr., externat, 15.000 fr.

Enfin, initiative excellente, des cours de vacances ont été organisés dans les villes thermales.

● A Vichy : le lycée de jeunes filles organise des cours mixtes de préparation aux divers examens, dont le baccalauréat, du 12 août au 13 septembre, soit cinq semaines.

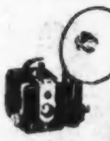
D'autres cours de trois semaines seulement ont été prévus (pour le bac, environ 13.000 fr.).

● A Cusset, cours destinés aux candidats bacheliers, cinq semaines à partir du 11 août, externat : 15.000 fr. Grandes facilités d'hébergement.

● Le Collège cévenol à Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). Cours mixtes du 6 août au 11 septembre. Externat ou internat.

Votre mari sera jaloux !

Il est si fier cet homme de ses photos ! Il clame partout qu'il a une âme de reporter, ce qui est probablement vrai, mais vous ? Qu'est-ce qui vous empêche de lui prouver que vous aussi, vous avez l'âme d'un reporter ? Rien n'est plus facile aujourd'hui pour vous qui avez du goût, le sens d'une situation à saisir... Kodak fera le reste.
Servez-vous de l'appareil Brownie Flash simple, moderne, bon marché, 2.450 Frs qui permet toutes les prises de vues de jour, d'intérieur ou de nuit grâce au Kodak Flash 1.333 Fr.
Pour le plein été vous emploierez les films Kodak Verichrome-Pan.
Pour les jours moins ensoleillés le film Kodak Tri X.
Et votre revendeur Kodak est toujours à votre disposition pour vous aider de ses conseils. Il vous assurera gratuitement ses services après vente.



Kodak

BON A SAVOIR

La douane et les photographes

LES amateurs qui comptent passer des vacances à l'étranger doivent connaître les dispositions de la douane française.

● Tout appareil ou caméra et leurs objectifs importés en France sont taxés d'un droit de douane atteignant au moins 55 % du prix de détail à l'étranger.

Par exemple, un « Rolleiflex », qui vaut en Allemagne 60.000 francs environ, devra payer une taxe de 35.000 francs à peu près. Il est prudent de se munir au départ d'une pièce justificative de l'achat en France ou d'un certificat de dédouanement. ● Sont dispensés de justifications douanières les appareils dont la fabrication est antérieure à 1945.

● A défaut de ces pièces, on peut demander un passavant que délivrent gratuitement les bureaux de douane (11, rue de la Douane, Paris). Pièce qui sert aussi de justification vis-à-vis de toutes les douanes étrangères.

PHOTOS

Un souvenir coloré

BEAUCOUP d'amateurs s'imaginent à tort que la prise de vues couleurs nécessite des connaissances spéciales. En réalité une photo est plus facile à réussir en couleurs qu'en noir.

Couleurs : la pellicule polychrome capte le sujet tel que l'œil le voit.

Noir : l'opérateur doit faire abstraction des coloris pour ne plus voir que les jeux d'ombres et de lumière. Et il n'est pas donné à tout le monde de savoir transposer mentalement les éléments colorés du sujet dans la gamme des gris.

Le choix de l'appareil

On peut réussir des photographies en couleurs même avec un appareil très simple s'il est pourvu d'un objectif anastigmat, à condition qu'il y ait beaucoup de soleil. Mais si l'on désire obtenir de bons résultats même par temps gris, un appareil à grande ouverture est nécessaire si l'on veut mettre toutes les chances de son côté (f/2,8 ou f/3,5).

Les appareils modernes se classent en trois groupes principaux :

● Les modèles de tout petit format que l'on peut mettre dans son sac ou dans sa poche, qui donnent des images de 1 cm. × 1 cm. (type Minox).

● Les appareils 24×36, les plus utilisés pour la photo couleurs, tant pour leur facilité de manipulation, que pour le prix de revient relativement bon marché des clichés (type Leica).

● Les 6×6, qui, grâce à leur système de viseur « Reflex », permettent des mises au point parfaites (type Rolleiflex).

Nous avons sélectionné des appareils d'un prix particulièrement intéressant dans chaque catégorie.

● TOUT PETIT FORMAT : Le Stylophot, équipé d'un objectif très lumineux f/3,5. Mise au point de 0 m. 80 à l'infini. Obturateur fonctionnant au 1/100 de seconde. Modèle pouvant être équipé avec un flash électronique Rectablitz. En étui de cuir, prix : 13.700 fr. (Grenier-Natkin).

● FORMAT 24×36 : Le Grenaphot synchronisé à objectif lumineux f/3,5. Obturateur fonctionnant du 1/10 au 1/500 de seconde. Prix : 13.500 fr. (Grenier-Natkin).

● FORMAT 6×6 : Le Semflex, modèle standard à objectif f/3,5. Obturateur 9 vitesses de 1 seconde au 1/400 de seconde. Peut recevoir un dispositif pour les films Kodachrome 28×40. Prix : 20.000 fr. (Chez Photo-Hall, 5, rue Scribe).

Les posemètres

Le temps de pose dépend de la lumière que le sujet renvoie sur l'objectif.

Cette lumière peut être mesurée avec beaucoup de précision à l'aide d'une cellule photo-électrique, accessoire indispensable pour qui veut réussir des photos en couleurs.

Nous avons sélectionné le photomètre Realt, à cause de la facilité de lecture de cet appareil. (Modèle Ile-de-France boîtier noir, prix : 10.675 francs).

Une table de temps de pose pour la photo couleurs vient d'être mise à jour en fonction de la création des dernières émulsions rapides. Une carte de France indique les modifications à apporter à l'heure d'après la longitude du lieu.

Cette carte aussi précise soit-elle ne remplacera jamais un posemètre, mais elle peut être très utile à tous ceux qui ne peuvent envisager l'achat d'une cellule.

(Prix : 150 fr. Envoi franco après versement de cette somme à M. Pierre Selme, C.C.P. Paris 4632-28).

Les filtres

Pour diminuer l'intensité du bleu dans certaines prises de vues (bord de mer, neige, ciel) il est recommandé d'utiliser un filtre (prix suivant le type de l'appareil).

Les films

On peut obtenir des vues couleurs soit sur de petits clichés transparents, soit sur support papier.

● LES CLICHÉS TRANSPARENTS : sont obtenus en utilisant un film réversible qui, après développement, donne une image positive du sujet.

C'est le procédé le plus répandu en France. Ce genre de film possède une richesse de tons et une luminosité qui sont en grande partie fonction de leur transparence même, et qu'aucun support papier n'a pu rendre, du moins pour le moment.

(D'après ces positifs on peut obtenir des agrandissements sur papier couleur, mais ils coûtent cher. L'épreuve 6×9 d'après 24×36 : 480 fr.)

Toutes les grandes marques fabriquent des films réversibles. La plupart du temps ils sont vendus développement compris.

Format miniature : 550 fr. les 18 vues.

Format 24×36 (Kodachrome) : 2.205 fr. les 36 vues.

Format 6×6 (Agfacolor) : 1.280 fr. les 12 vues.

● LE PROCÉDÉ NÉGATIF - POSITIF : Donne des films négatifs en couleurs complémentaires qui permettent d'obtenir de bons résultats sur papier, à un prix plus bas qu'avec l'autre procédé. (L'épreuve Agfacolor 6×9 coûte 230 fr.).

Prix de la bobine 24×36 : 643 fr. pour 20 vues (Ferrania).

Son développement : 290 fr.

Prix de la bobine 6×6 : 554 fr. pour 12 vues (Gevaert).

Son développement : 290 fr.

L'épreuve sur papier en tirage contact, c'est-à-dire en format 6×6 : 180 francs.

(D'après ces négatifs, on peut aussi tirer des images en noir et blanc.)

En résumé

Un amateur qui possède déjà un appareil à objectif lumineux et un posemètre, ou qui dispose de 25.000 francs pour acheter ces objets, n'a pas d'excuses s'il ne garde pas un souvenir coloré de ses vacances.

La nouvelle édition du livre de Marcel Natkin « Comment réussir vos photos » lui donnera, sous une forme très claire et très vivante, tous les conseils dont il peut avoir besoin.

(Flammarion éditeur. Prix : 975 fr.)

MODE

La revanche du dos

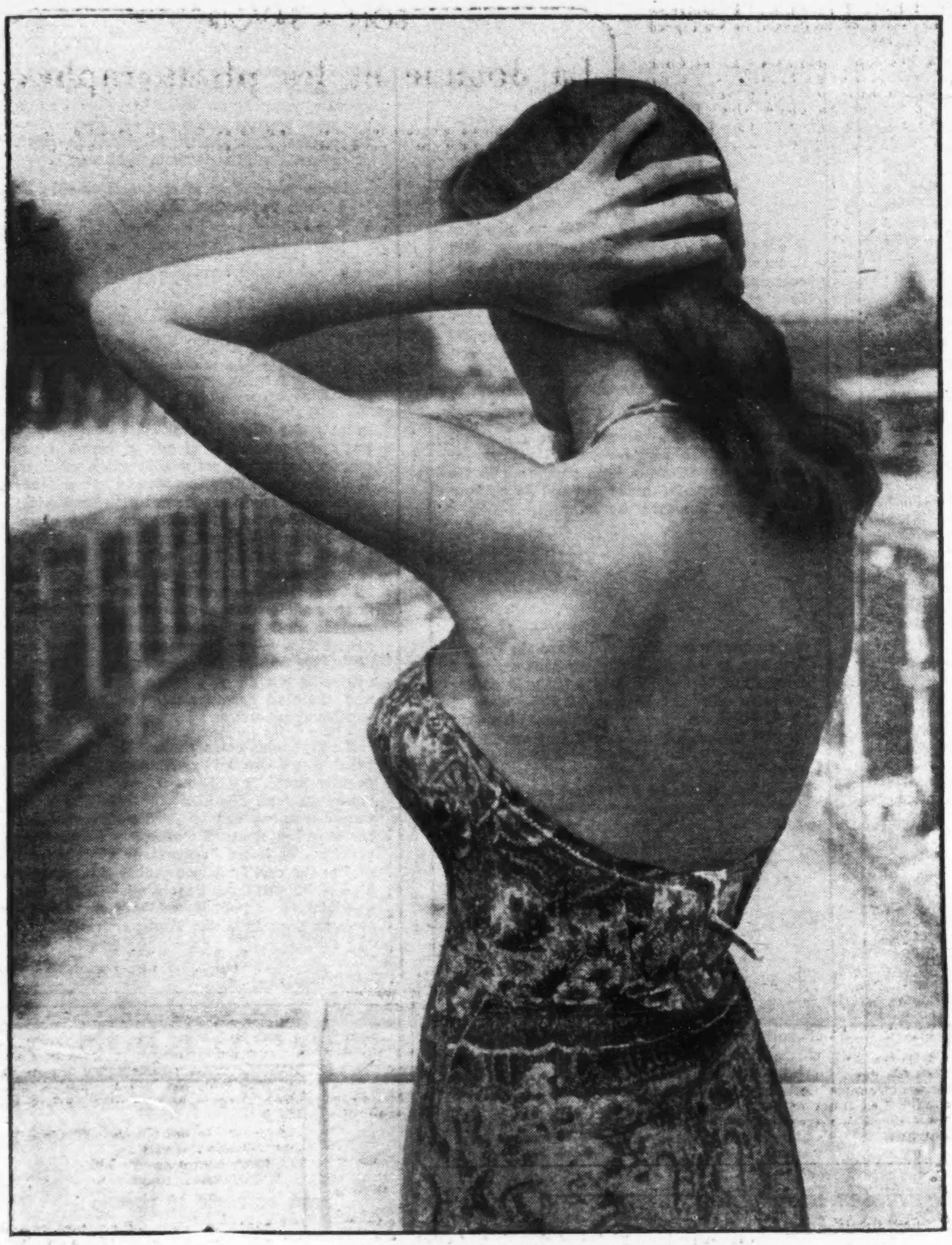
LA chaleur a fait plonger les décolletés. Toutes les robes de plage et de dîner non amorties depuis trois ans sont sorties dans la rue dès 9 heures du matin.

L'échancrure étant, devant, inévitablement limitée, les femmes prennent leur revanche dans le dos qui se montre souvent jusqu'à huit ou dix centimètres de la taille. C'est aussi dans le dos que sont décolletées les robes du soir « prototypes » de cette saison.

Mais il est bien rare de pouvoir se passer complètement de soutien-gorge et le balconnet est intolérable par temps chaud.

Deux fabricants d'avant-garde viennent de sortir des modèles de soutien-gorge laissant le dos nu.

● *Peter-Pan* propose le modèle



Disparu depuis le New-Look.

« Dosanu ». De forme corbeille, il peut se porter avec ou sans bretelles.

Les bretelles sont situées sur le côté du bonnet, tout à fait en haut de l'épaule. De conception américaine, le bonnet est galbé avec du caoutchouc mousse perforé, très bien coupé. C'est le soutien-gorge parfait pour les petites poitrines (3.200 fr. dans les grands magasins).

● *Vertige* présente un modèle tout à fait différent. Le soutien-gorge se présente comme un modèle classique devant, avec l'attache de la bretelle au milieu du bonnet. La bande du dos s'arrête à la bretelle et deux élastiques viennent se croiser à la taille derrière et se fermer devant. Ce modèle ne peut se porter qu'avec une robe couvrant légèrement l'épaule. Mais il convient beaucoup mieux aux poitrines un peu lourdes. Se fait en dentelle de nylon blanche (3.200 fr., Gaine, 104, rue La Boétie, et nombreux dépositaires).

Enfin, si vous hésitez devant la dépense assez importante que représente l'achat d'un soutien-gorge de ce genre, renoncez plutôt à la robe qui l'exige. Il n'y a pas de décolleté harmonieux qui résiste à un élastique apparent.

Les grands couturiers font étudier actuellement des modèles de ce genre pour présenter leur collection d'hiver. D'où l'on peut conclure que les grandes échancrures dans le dos pourraient bien s'imposer définitivement pour le cocktail et le dîner la saison prochaine. Elles avaient complètement disparu avec le new-look et le corselet, elles réapparaîtront automatiquement si la mode des corsages souples demeure.

Ne négligez donc pas votre dos pendant vos bains de soleil, vous le regretteriez.

BAGAGES

Automobilistes, attention

L'ENCOMBREMENT des bagages est un problème important pour ceux qui voyagent en voiture.

Madame Express a fait des recherches dans ce domaine, voici quelques prix et trois trucs qui pourront rendre service aux automobilistes.

Vu à Paris

Les mallettes plates spécialement conçues suivant la forme des coffres gagnent énormément de place et simplifient le chargement et le déchargement. Elles coûtent :

● RENAULT : 4 CV : Mallette pour coffre avant : 5.200 et 6.500 fr. Dauphine : Le jeu de 2 mallettes : de 14.000 à 16.500 fr. Frégate : Le jeu de 3 mallettes : de 15.000 à 18.000 fr.

● PEUGEOT : 403 : Le jeu de 5 mallettes : de 21.000 à 25.300 fr. 203 : Le jeu de 3 mallettes : de 12.800 à 16.800 francs.

● CITROEN : 11 CV : Le jeu de 2 mallettes : de 11.975 à 14.300 fr. 2 CV : Le jeu de 2 mallettes : 9.500 (plancher au-dessus de la roue de secours : 3.200). D.S.19 : Le jeu de 6 mallettes : de 30.000 à 36.000 fr.

● PANHARD : Le jeu de 3 mallettes : de 14.500 à 18.000 fr.

● SIMCA : Versailles, Trianon, Régence, Ariane : Le jeu de 4 mallettes : de 22.300 à 26.000 fr. Aronde, Grand Large, Elysée, Deluxe : Le jeu de 3 mallettes : de 14.500 à 18.000 fr.

Pour toutes ces voitures de série, les malles de galerie de toit : le jeu de 2 malles : 15.500 fr.

● *Une idée américaine :* Valise en cordoual de la taille d'un veston dans laquelle les costumes sont suspendus sur des cintres et calés avec des sangles. Sur le dessus, compartiments pour chemises, mouchoirs, cravates, etc. Encadrement rigide; légère et commode, c'est le type de la valise d'homme : 9.700 fr. (Icare, 1, rue de Châteaudun).

● *Une idée anglaise* : valise à serrure extensible qui permet d'augmenter la capacité du bagage de 10 cm. sur toute sa hauteur. A partir de 12.000 fr. (Innovation, 105, Champs-Elysées).

Les trois trucs de Madame Express

● Faire faire une housse en vinylite au gabarit de l'espace compris entre le dossier des sièges arrière et la glace. A l'abri de la poussière, dans cette housse, on peut ranger : imperméables (bien à plat), chandails, maillots de bain, peignoir éponge, etc., dont on n'a pas forcément besoin à chaque étape.

A défaut de modèle spécial, deux petites housses à chandails en vinylite transparente feront parfaitement l'affaire.

● Installer un crochet orientable sur une des glaces arrière et y suspendre deux cintres supportant les vestes d'homme mises à l'abri dans des housses souples de vinylite.

● Prévoir un porte-documents pour les passeports, documents douaniers, lettres de confirmation des réservations dans les différents hôtels, carnet de bord et stylo à bille. Ceci si l'on doit passer des frontières.

RECETTE

Concombre à la caucasienne

1 *beau concombre*
1 *botte de radis*
2 *oignons nouveaux*
1 *pot de yaourt*
2 *œufs durs*
2 *cuillerées à soupe d'huile.*

● Faire dégorger le concombre dans le sel ● Couper les radis en rondelles ● Râper les oignons ● Faire durcir les œufs ● Battre le yaourt et l'huile et incorporer les oignons râpés ● Verser ce mélange sur le concombre et les radis ● Orner le plat avec les œufs durs découpés en rondelles.

Revelation

ICARE Paris
2, rue de Chateaudun
SELLERIES REUNIES-Paris
86, boulevard Haussmann
DE LUXE Paris
20, avenue F.-D.-Roosevelt
AU DEPART Le Havre
Place de l'Hôtel-de-Ville

Quilichini
SOLDES
Souliers femmes avec sacs assortis
Chaussures hommes ville et sport
[illegible], RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

gaines et soutiens-gorge

ROSY
a le secret des formes !

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

5 JUILLET.

Ce qu'Albert Camus écrit dans la N.R.F. contre la peine de mort, je l'ai toujours pensé et cru. Alors pourquoi ce malaise que je ressens à le lire ? Je mesure ici ce qu'il en coûte d'avoir vécu cette histoire, la nôtre depuis vingt ans — celle des hommes de la race blanche, chrétiens ou héritiers de la civilisation chrétienne.

Je leur refuse le droit de se prononcer pour ou contre la peine de mort. Ils n'en sont plus là. Seules les formes de la justice subsistent chez eux. Les attentats contre la personne se multiplient partout derrière les façades vermoulues des vieilles lois. Il s'agit bien de la peine de mort !

La race qui a fourni à la guerre civile espagnole ses protagonistes, qui a traqué, torturé et brûlé des millions de Juifs pour les punir du crime d'être Juifs, des centaines de milliers d'enfants, la race qui utilise encore le régime concentrationnaire et dont les pendus de Nuremberg demeurent, en plus d'un point de la planète, les maîtres et les inspirateurs, la race qui a multiplié les Oradour, qui a rétabli la torture — cette torture confiée autrefois à des spécialistes, mais devenue le violon d'Ingres de citoyens pas plus méchants que d'autres — la race familiarisée avec la notion de crime politique, et qui l'utilise, en Russie surtout, chaque fois qu'il importe de faire place nette — mais nous avons montré sous Vichy et aux jours de l'épuration ce dont nous sommes capables nous-mêmes sur ce point — la race blanche ne détient plus le droit de s'interroger sur la peine de mort, puisqu'elle a bafoué et violé tous les principes qui pourraient servir, dans ce débat, de repère ou de norme.

Et puis, à quoi bon ? La peine de mort supprimée dans les textes continuerait de régner dans les mœurs — ou plutôt l'usage du meurtre policier si répandu partout et qui, par comparaison, restitue à la peine de mort sa dignité et son honneur.

Vous pouvez l'effacer de toutes les législations où elle subsiste encore, des innocents n'en seront pas moins légalement abattus, par exemple « pour avoir tenté de fuir », des êtres humains n'en mourront pas moins, en Russie et ailleurs, de misère et d'épuisement dans des camps inconnus.

La loi martiale, les pouvoirs spéciaux rétabliraient d'ailleurs la peine de mort en l'étendant aux innocents, chaque fois qu'il plairait aux politiciens.

Vous ne réveillez le débat sur la peine de mort que pour vous donner l'illusion d'appartenir encore à une communauté digne de l'aborder et de le trancher, et pour échapper à l'évidence insupportable que toute notion de justice s'est obscurcie en nous, d'année en année, surtout depuis vingt ans. Les régimes de dictature ont accéléré cette décomposition dont la Grande Guerre avait déposé le germe en Europe.

Discuter de la peine de mort dispense, je le crains, les belles âmes d'aborder les problèmes plus brûlants. C'est feindre de croire que nous appartenons à un monde où la vie d'un être humain, quelle que soit la couleur de sa peau, demeure sacrée.

Ah ! que je voudrais pouvoir monter à la tribune du Palais-Bourbon, le jour où le chef du gouvernement demandera l'extension à la métropole de ses pouvoirs discrétionnaires ! Mais quoi ! qu'est-ce donc que ce Parlement français dont je souhaite l'audience ? Une assemblée d'hommes qui, sachant (Camus le rappelle) que le taux de responsabilité de l'alcool, dans les crimes, est de 60 à 72 %, et que le taudis produit tout naturellement — et avec quelle régularité ! quelle abondance ! — l'enfant martyr, ont fait de la grande nation, sur l'ordre de ceux qu'ils servent, le premier des pays consommateurs d'alcool et le quinzième des pays constructeurs.

La peine de mort : l'abolir, ce devrait être le couronnement d'une législation qu'aucune police militaire ou civile n'aurait plus le pouvoir de violer. Nous savons ce qu'il en est aujourd'hui.

Le respect de la vie, même chez les coupables de grands crimes, quel raffinement pour l'espèce de gens que nous sommes devenus ! C'est faire bien les délicats ! Il n'y faudrait aboutir qu'après un effort de régénération que nous n'avons même pas commencé d'entreprendre. Pour abolir la peine de mort, attendons d'en être devenus dignes.

Abolir la peine de mort quand on rétablit la torture ? Un peu de logique, voyons, Camus !

6 JUILLET.

La chaleur écrasante a des effets en moi qui ne concordent pas : elle m'annihile et elle m'inspire. C'est peu de dire qu'elle ne m'aide pas à méditer. J'admire que l'Espagne torride ait enfanté les héros de la vie mystique : Thérèse d'Avila et ses Filles, bringuebalées dans quels coches ! sur quels chemins calcinés ! sous l'airain de quels ciels ! ne perdaient pas le sentiment de la présence divine. Cela m'est inconcevable. Les accablants, les tristes étés de mon adolescence et de ma jeunesse prolongeaient au-dedans de moi le sommeil du grand Pan — ce sommeil qui est fait de désir. Et aujourd'hui encore, mal défendu contre le feu du ciel, je ne suis plus, dans une chambre assombrie, qu'un animal qui souffre et qui songe.

En revanche, cette chaleur démesurée me ramène au travail romanesque. J'y suis comme porté, ces jours-ci, par une marée venue du fond des étés d'autrefois. J'ai vu tout à coup un garçon de dix-sept ans, sur les marches d'une Faculté des Lettres de province, et à qui l'appariteur vient de remettre le certificat provisoire du premier bachot, et qui, dans l'après-midi de feu, sur ce péristyle, se tient immobile et comme fasciné, au bord de la vie. Tout partira de là.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : **100 francs.**
Suisse : **1. fr. 90.**
Belgique : **10 francs.**
Italie : **250 lires.**

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : **3.000 francs**
Etranger : **3.700 francs**
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, **750 fr.**
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.
Administrateur : **J.-F. Coblence**

Les Touristes modernes
VOYAGENT AVEC
LES GUIDES FODOR
Cartes et illustrations en couleurs

ESPAGNE ET PORTUGAL	1.320 fr.
ITALIE	1.320 fr.
ALLEMAGNE	1.140 fr.
AUTRICHE	1.140 fr.

EN VENTE DANS TOUTES LES LIBRAIRIES
Exclusivité Vilo-Paris

HOTEL
DU MONT D'ARBOIS
Megève
PREMIER HOTEL DE MONTAGNE DE FRANCE
OUVERT DU 6 JUILLET AU 8 SEPTEMBRE

Golf Equitation
Pêche Tennis
Alpinisme
Jeux Excursions

★

M. PARODI, Directeur
Adr. télégraphique : MONDARBOIS
TELEPHONE : 503-507

Bureau de Paris :
12, rue Tronchet - OPE. 88-10

Les Cahiers de la République
Revue bimestrielle de politique
Président du comité de direction : Pierre MENDES FRANCE

AU SOMMAIRE DU N° 8
En vente à partir du 14 juillet

EDITORIAL
I - LES IDEES ET LA POLITIQUE
L'Ecrivain et la mauvaise conscience — par **P.-H. SIMON**
Déclin des Idéologies — par **A. MICHEL**
Colloque des Ingénieurs sur le pouvoir — par **A. VIDAL**
U.R.S.S. 1957, retour à Staline — par **H. CARRERE**
II - LE « TIERS MONDE »
La guerre d'Algérie, guerre sociologique — par **P. MUS**
Les difficultés de l'Indépendance — par **A. PHILIP**
Suite des élections en Afrique Noire — **Léo HAMON**
Menaces sur l'Arabie britannique — **A. BERREBY**
Le drame algérien met la France en question — **F. GARAF**
Présent et avenir du Vietnam — **S. HESSEL**
III - ETUDES HISTORIQUES
Herriot et la Ruhr — par **M. SORRE**
Clemenceau et le Parti Radical — par **C. DE RIEU**
IV - COMPTES RENDUS
« Les Mythologies » (Barthes) — **B. CAZES**
Géographie de la population (J. Beaujeu-Garnier) — **M. SORRE**
Echos d'Allemagne — **E. FRAENKEL**

LES CAHIERS DE LA REPUBLIQUE
27, rue Jean-Dolent - PARIS (14e)
C.C.P. Paris 13.693.09 - Tél. POR. 56-35
Abonnement (6 numéros) :
France et U. F. 1.250 fr. - Etranger 1.500 fr. - Soutien : 3.000 fr.